



Université de Montréal

**Les dynamiques de la résistance écologique :  
le cas d'une compagnie minière  
canadienne dans la vallée de Siria au Honduras**

Par  
David Aubé

Département d'anthropologie  
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures et postdoctorales  
en vue de l'obtention du grade de maîtrise  
en anthropologie

Juillet, 2009

©, David Aubé, 2009

Université de Montréal  
Faculté des études supérieures et postdoctorales

Ce mémoire intitulé :  
**Les dynamiques de la résistance écologique : le cas d'une compagnie  
minière canadienne dans la vallée de Siria au Honduras**

présenté par :  
David Aubé

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

.....  
Bernard Bernier - président-rapporteur

.....  
Jorge Pantaleon - directeur de recherche

.....  
Pierre Beaucage – codirecteur

.....  
Dominique Caouette - membre du jury

## RÉSUMÉ

Ce mémoire de maîtrise traite d'un phénomène qui a gagné en importance dans les études sur l'Amérique latine : l'exploitation des ressources naturelles par des compagnies étrangères et l'augmentation des mouvements de résistance des populations locales contre l'implantation de ces compagnies. Délaissant l'accent généralement placé sur la naissance de ces mouvements, les impacts du temps sur les transformations du phénomène de résistance sont mesurés et analysés. Le cas de la compagnie minière canadienne Goldcorp Inc., exploitant de l'or dans la vallée de Siria, au Honduras, illustre à merveille les diverses techniques utilisées lors d'une lutte de longue haleine par une population rurale désirant résister à une compagnie transnationale au capital économique, politique et scientifique plus important. Ainsi, les dynamiques du mouvement de résistance soulignent des changements dans sa forme première à la suite de l'intrusion de nouveaux acteurs locaux et internationaux. Des identités, construites avec l'arrivée de la mine, sont aussi en jeu chez les groupes qui s'affrontent dans la région. L'étude d'un mouvement vers la fin de sa vie indique, de plus, le besoin de redéfinir la résistance et de sortir d'un schème purement actif vers un qui inclut aussi l'aspect discursif et moral dans sa définition.

*Mots-clés : Résistance, mouvement social, compagnie minière canadienne, identité, dynamiques sociales, Honduras, vallée de Siria, Exploitation aurifère*

## ABSTRACT

This research deals with a phenomenon growing in interest in Latin American studies: natural resources exploitation from foreign companies and the growth of local resistance movements against the implementation of these companies. Going away from the general emphasis put on the birth of these movements, transformations due to the impact of time are instead measured and analyzed. The specific case of Goldcorp Inc. a Canadian mining company exploiting gold in the Siria Valley, Honduras, illustrates perfectly many tactics used by a rural population in an extensive battle and who wishes to resist to a multinational company that have more social, economic and politic power. Therefore, the resistance movement's dynamics illustrate the changes in its primary form after the arrival of new local and international actors. Identities, build with the beginning of the mining exploitation, are also in play within the groups that are clashing in the region. Moreover, the study of a movement close to the end of its life demonstrate the need to redefine the notion of resistance in order to move away from the purely active form of it and include as well the discursive and moral aspects in its definition.

*Key Words: Resistance, Social movement, Canadian mining company, identity, social dynamics, Honduras, Siria Valley, Gold exploitation*

## Table des matières

INTRODUCTION.....	1
QUAND LA THÉORIE S’IMPOSE.....	8
Le discours du développement.....	9
L’anthropologie des mines.....	14
Émergence de classes sociales.....	19
Un mouvement social et de la résistance.....	24
ONG : l’aide internationale.....	32
Conclusion.....	38
PROCESSUS HISTORIQUE D’INSTALLATION MINIÈRE ET GENÈSE DE LA RÉSISTANCE.....	42
Réalités minières au Honduras à travers le temps.....	42
La vallée de Siria – victime d’un Canada impérial, d’une entreprise puissante et du discours sur le développement.....	56
Indifférence, optimisme, résistance.....	70
Conclusion.....	80
SAN IGNACIO: LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA NOUVELLE RÉSISTANCE...	82
La difficulté d’être protestataire à San Ignacio.....	83
Quand travailler pour la mine est la seule option disponible.....	94
Palo Ralo : exemple de « tout ce qui est mauvais ».....	105
La reprise de la résistance à San Ignacio.....	110
Conclusion.....	120
EL PORVENIR : RÉSISTER, COMITÉ, VOCALITÉ.....	123
Résister à El Porvenir.....	124
El Pedernal : l’autre village près de la mine.....	135
Changement de tactique et déconnexion populaire.....	144
Fatigue et pression sociale à El Porvenir.....	148
Conclusion.....	158
CONCLUSION.....	162
BIBLIOGRAPHIE.....	172

**Remerciements :**

Mes parents (Jacinthe et Réjean) et ma sœur (Amélie) pour leur amour et support inconditionnel au travers les années, ma copine (Sophie) pour son amour et pour être toujours là pour moi, ma tante (Christiane) pour son éternel support et pour son aide, mes amis du Honduras et du *Comite ambientalista del valle de Siria* pour leur accueil et leur aide (el Pinche Carlos Amador, Eroina Duron, Jorge Ramon Vasquez (un grand homme), David Flores, Rodolfo Arteaga, Roger Escobar, Martin Erazo, Abelardo Suazo, Martha Almendarez, Cristobal Amador Duron), Grahame Russell de RightsAction, mes amis de toujours (Jocelyn, Jean-Sébastien, David, Rémi, Cynthia, Eugénie, Mathieu), mon directeur (Jorge Pantaleon) et co-directeur de mémoire (Pierre Beaucage) pour leurs critiques permettant de faire de cette recherche quelque chose de bien et ceux que j'oublie. Merci d'être ce que vous êtes.

## INTRODUCTION

*The Spaniards « were in seventh heaven, » says the Nahuatl text preserved in the Florentine Codex. « They lifted up the gold as if they were monkeys, with expressions of joy, as if it put new life into them and lit up their hearts. As if it were certainly something for which they yearn with a great thirst. Their bodies fatten on it and they hunger violently for it. They crave gold like hungry swine » (Galeano 1997 :18-19).*

La quête des cités d'or, l'inconnu et le romantisme d'un monde perdu au milieu de la jungle. Tous ces aspects ont fasciné mon enfance et mon désir d'en apprendre le plus possible sur l'Amérique latine, spécialement l'Amérique centrale. Je me voyais en explorateur, marchant dans la jungle et découvrant des ruines inconnues que j'inspectais à profusion, dénichant des passages secrets vers des mondes anciens en harmonie avec la nature. Malheureusement, j'ai toujours trouvé qu'il manquait dans nos bibliothèques communautaires et même chez nos libraires des écrits populaires sur l'Amérique latine, son histoire précolombienne, coloniale et actuelle et la réalité sociale des peuples qui y ont vécu et y vivent présentement. L'eurocentrisme de ces institutions me donnait mal au cœur. Il semblait que les seules grandes civilisations du monde provenaient de l'Égypte, la Grèce ou de l'Italie. La frustration devant l'incapacité de dénicher une œuvre intéressante lorsque j'étais plus jeune a fait augmenter mon désir de savoir sur cette région presque inconnue et ignorée dans les institutions scolaires. Ce n'est qu'avec la poursuite d'études supérieures que j'ai eu la chance de tomber sur des livres écrits par des intellectuels sur de nombreux sujets se rapportant à l'Amérique latine. Cependant, ces œuvres, bien que fascinantes aux niveaux théorique et intellectuel, ne sont pas pour tous. Des écrits simples, descriptifs et stimulants se font plus que rares dans le domaine.

C'est avec cette prémisse que j'ai décidé, en 2006, de m'inscrire à la maîtrise à l'Université de Montréal. Je souhaitais augmenter mes connaissances et si possible, stimuler des gens à en apprendre plus sur l'Amérique centrale.

J'ai dû prendre une décision cruciale dès le début de ma recherche, soit celle de choisir le lieu qui serait visé par mon mémoire ethnographique. Désirant me diriger vers une région au sujet de laquelle encore moins d'écrits et de savoir atteignent chez nous, j'ai tout de suite perçu le Honduras comme le lieu idéal. Cette fois-ci, par contre, ce n'était pas la quête des cités d'or qui me fascinait, mais la quête de l'or tout court. Des conquistadors, je passais aux multinationales basées au Canada, mon pays d'origine, dont les façons de faire, me font ressentir la plus grande des hontes. En explorant les problématiques de ce pays, j'ai immédiatement relevé que la compagnie Glamis Gold, que l'on trouvait à la bourse de Toronto, mais qui avait son centre administratif à Reno, Nevada, était une multinationale intéressante puisqu'une situation de résistance face à son projet d'exploitation de la mine San Martin était présente depuis 2000. En 2006, de plus, Glamis Gold est passée sous l'emprise d'une compagnie canadienne qui se nomme Goldcorp Inc. La situation devenait alors encore plus engageante. Grâce à des informations obtenues d'ONG, j'ai réussi à entrer en contact avec un membre du groupe qui conteste la mine San Martin dans la vallée de Siria au Honduras, au nord du département de Francisco Morazan. Intéressé à la population locale, j'ai pris la décision que ma recherche porterait sur la résistance écologique dans cette région du Honduras. Afin de rendre le travail captivant, un séjour sur les lieux devenait nécessaire. Ainsi, le 31 mai 2008, je décollais de Montréal en direction de Tegucigalpa, la capitale hondurienne.

C'est lors d'une escale à Toronto que j'ai compris que je me dirigeais vers un pays bien différent du mien. Un accident d'avion causé par la longueur déficiente de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Tegucigalpa faisait en sorte que je devais atterrir à San Pedro Sula, plus au nord, et ensuite, prendre un autobus pour me rendre dans la capitale, située à environ trois heures de route. Dès mon arrivée, l'inefficacité des infrastructures honduriennes me montrait sa vraie couleur. Malgré mon espagnol plus que médiocre, j'ai réussi finalement, après près de dix-huit heures de vol, d'escales et de trajets en autobus, à mettre

pied à terre dans la capitale hondurienne, où le fils de mon contact venait me chercher, ce dernier séjournait au Chili encore quelques jours.

Après deux jours dans la capitale à me balader et à constater la pauvreté qui ronge ce pays, mon contact de la vallée de Siria est arrivé du Chili. C'est seulement le lendemain soir que lui, sa femme et moi nous sommes dirigés vers la zone de la résistance. Il faisait nuit et je n'ai rien pu observer immédiatement. Après une courte nuit de sommeil, j'ai déambulé dans le village d'El Porvenir, de la municipalité du même nom. En marchant dans les rues non asphaltées, mais faites de grosses pierres, qui rendent la circulation en voiture plutôt difficile, je me suis mis à repenser à ce qu'est la résistance, ce que signifie la résistance pour les habitants de la région. Est-ce que résister est la même chose dans ce village que dans un village voisin? Comment pratiquent-ils leur résistance? Ces questions tournaient sans cesse dans ma tête lors de mon travail de terrain, et bien que j'ai eu à l'esprit des grandes œuvres, dont celles de James C. Scott, sur ce type de mouvement social, la particularité de cette région faisait en sorte de me déconnecter de toutes théories que j'avais pu lire et assimiler, de façon à comprendre les dynamiques réelles de ce que j'observais et que mes pensées ne soient pas influencées par la nécessité d'enfermer le phénomène que j'analysais dans un schème préconçu par d'autres.

Par ailleurs, je devais aussi garder une certaine distance intellectuelle face à mon engagement avec le *Comite ambientalista del valle de Siria*, qui s'occupe de combattre l'exploitation minière dans la région et dans le pays et avec lequel je participais à des réunions régionales et nationales. De plus, je demeurais chez le membre le plus en vue de ce groupe, car il avait accepté ma présence chez lui pour mes trois mois de recherches sur le terrain. Établir une distance avec lui et le groupe devenait encore plus essentiel, afin d'éviter que le discours des gens que j'interviewais ne soit influencé. Ainsi, j'étais toujours seul lors de mes entrevues et j'essayais de trouver, moi-même, des répondants. Par le biais d'entrevues semi-dirigées et d'observations participantes, j'ai pu recueillir de l'information sur la résistance et le comité régional de la vallée de

Siria. Au total, seize entrevues ont été conduites dont neuf à El Porvenir, six à San Ignacio et une avec le co-directeur de l'ONG RightActions. De plus, le soutien inconditionnel du comité environnemental de la région m'a permis d'assister à des réunions auxquelles je n'aurais probablement pas eu l'occasion de participer. Bien sûr, plus j'étais vu avec des membres du comité, plus l'image que je projetais dans la communauté signifiait ma prise de position face à l'enjeu.

Cependant, j'ai eu la chance que la région soit habituée à la présence d'étrangers puisque, depuis plusieurs années, des bénévoles du Peace Corps des États-Unis séjournent un à un dans le village d'El Porvenir. La présence d'un bénévole du Peace Corps n'est pas récente. En fait, depuis 1995, des bénévoles sont envoyés à tour de rôle pour des mandats de vingt-huit mois, afin de stimuler le développement communautaire, d'interagir dans la gestion de la santé et de la municipalité et favoriser la participation citoyenne sur divers thèmes, dont l'environnement. Leur arrivée est un sujet nébuleux : deux histoires sont présentées par les habitants. Certains clament que des résidents ont demandé de l'aide d'organisations externes afin d'améliorer les conditions de vie dans le village et que le Peace Corps serait alors apparu dans la région. De l'autre côté, certains affirment que les représentants du Peace Corps se sont présentés d'eux-mêmes en 1995. Peu importe l'histoire, leur présence précède l'exploitation minière et le rôle qu'ils ont joué dans la résistance est absent. La bénévole, au moment de mon séjour, n'avait d'ailleurs jamais visité le lieu où se trouve la mine et ne connaissait pas réellement les enjeux dans la région. Elle se permettait, par contre, de critiquer fortement le mode de vie des habitants d'El Porvenir, en les qualifiant de lâches, des gens qui n'ont pas à cœur le travail et le désir d'avancer socialement. Par conséquent, certains habitants n'aimaient pas cette bénévole qui les jugeait et manquait nettement de préparation pour travailler dans un pays comme le Honduras.

La présence du Peace Corps depuis treize ans m'a permis d'être mieux accepté par la population, car je ne représentais pas quelque chose de nouveau, je n'étais qu'un autre *gringo* venu travailler dans le village. Malgré le fait que

la bénévole dont j'ai parlé plus haut ait été mal perçue par quelques-uns, en général, les bénévoles sont appréciés grâce à leur proximité avec la population et le développement de projets qui impliquent directement les habitants. D'ailleurs, une dame que je visitais avait toujours une photo d'un ancien bénévole chez elle, même s'il avait quitté il y avait plus de quatre ans. Toutefois, certains individus sont contre leur présence. Ce refus de certains est en partie lié au fait que ces personnes ont habituellement des membres de leur famille aux États-Unis, qui vivent des situations difficiles, accentuées par le racisme envers les migrants, ou encore qu'ils perçoivent les bénévoles du Peace Corps comme des espions de l'empire américain venus recueillir des informations sur les habitants.

De mon côté, j'avais acquis cette identité d'un autre volontaire venu créer et stimuler des projets dans la communauté, alors que mon rôle était tout autre. Cette double identité m'a donné la chance d'interagir avec plus de leaders locaux, autant ceux impliqués dans la problématique de l'exploitation minière, que ceux qui traitent d'autres sujets, dont la santé et l'éducation, de leur poser des questions sur mon sujet de recherche.

La perception des gens est un élément central dans une recherche anthropologique. Le besoin de se fondre dans la population, de devenir « un » avec eux permet une honnêteté dans les réponses lors d'entrevues, qui ne pourrait être obtenue dans le cadre d'une recherche de terrain de courte durée. Cette honnêteté s'obtient en contextualisant et en comprenant la situation dans laquelle on se retrouve en tant que chercheur. La situation de la vallée de Siria n'en est pas une reliée à un phénomène unique, mais plutôt à une hausse de l'exploitation minière dans des zones qui, autrefois, étaient épargnées. Ce phénomène existe autant en Amérique centrale qu'en Amérique du Sud, dans des pays comme le Guatemala, le Salvador, le Pérou, l'Équateur, etc. Ce qui est particulier pour la vallée de Siria est sa forme de résistance et sa présence depuis l'année 2000. Ainsi, durant mon travail de terrain au cours de l'été 2008, j'avais la possibilité de constater les changements qui se sont produits dans le

mouvement protestataire au cours de toutes ces années. Une situation de résistance n'est pas stable et varie avec le temps et l'énergie des individus.

Cependant, une question me chicotait avant et pendant mon travail de terrain. Pourquoi, s'il y a de la résistance chez les habitants de la vallée de Siria, la compagnie est-elle capable de continuer ses opérations sur le territoire? Bien sûr, un support gouvernemental autant du Honduras que du Canada permet d'atteindre une certaine légitimité. Mais, une population qui refuse son entrée dans la région réussit parfois à empêcher le début de l'exploitation, comme cela est arrivé dans d'autres pays d'Amérique latine dont à Tambogrande au Pérou. J'ai rapidement compris que la situation n'était pas aussi simple et que je ne devais pas étudier la vallée de Siria comme un tout, mais plutôt en termes de micro-entités avec des dynamiques propres et qui influencent le cours de la résistance. Ainsi, je compte démontrer que la résistance des habitants de la vallée de Siria est caractérisée par une division sociale qui favorise le maintien en place de la compagnie et l'exploitation des ressources sur le territoire. Le manque d'unité régionale sur les thèmes de l'exploitation minière et les façons de résister ainsi que le contrôle de ce qu'est la résistance, par le *Comite ambientalista del valle de Siria*, font en sorte que la résistance visible et publique est en perte de vitesse, et même absente dans certaines régions. Ceci a permis à la compagnie de garder un niveau de légitimité, autant régionalement que nationalement et internationalement, auprès des institutions favorisant l'exploitation minière comme moyen de faciliter le développement économique d'une région.

Afin d'assurer une compréhension facile de mon analyse, j'ai divisé mon mémoire en quatre grandes parties chacune soulignant, à sa façon, les difficultés du mouvement de résistance de la vallée de Siria à travers le temps. Premièrement, comme dans toute recherche anthropologique, l'apport théorique joue un rôle primordial si l'on veut comprendre et analyser la réalité sociale de manière juste et précise. Des thèmes centraux comme les notions de développement, d'idéologie, d'hégémonie et de résistance se doivent d'être expliqués, compris et ajustés à la situation de la vallée de Siria. De plus,

l'apport des ONG dans ces mouvements sociaux doit être pris en considération dans ce que représente la résistance dans la vallée de Siria.

Deuxièmement, le vif du sujet est abordé puisque je traite de l'historique de l'exploitation minière au Honduras depuis l'époque coloniale jusqu'à nos jours. Ensuite, une description de la vallée de Siria permettra au lecteur de situer cet espace régional et les municipalités le composant. L'arrivée de la compagnie minière et l'apparition des problèmes dans les communautés environnantes seront aussi examinées rapidement afin de faire comprendre un des enjeux de la résistance régionale. Je termine ce chapitre avec une présentation de la création du groupe de défense, soit le *Comite ambientalista del valle de Siria*, et la division locale affectant la protestation.

Troisièmement, il est essentiel de traiter de la municipalité où se trouve la mine San Martin. Les dynamiques de San Ignacio sont donc analysées selon mes observations et les entrevues que j'y ai effectuées. La résistance prend une tout autre forme dans ce lieu, et la présence de travailleurs miniers y est pour quelque chose. De plus, un regard rapide sur Palo Ralo relève les luttes internes de San Ignacio et le combat des protestataires de cette municipalité. Le fait d'avoir fait mon travail de terrain vers la fin de la phase d'exploitation de la mine San Martin m'a aussi permis d'observer des changements dans la résistance à San Ignacio et y déceler une renaissance, bien que peu notable visuellement, qui s'opère.

Finalement, le dernier chapitre touche la municipalité d'El Porvenir. Ce lieu est l'endroit de prédilection des protestataires. Ainsi, je mentionnerai les différences dans les dynamiques de la résistance face à San Ignacio, en plus de mettre l'accent sur la présence dominante du comité environnemental dans la municipalité. Le village d'El Pedernal et sa réalité sociale seront aussi présentés. De plus, le changement de tactique de résistance et la déconnexion du populaire du mouvement à El Porvenir seront analysés afin de comprendre les changements au travers le temps. Finalement, j'indiquerai les difficultés pour les gens d'El Porvenir à être critique du mouvement de protestation et du comité.

## QUAND LA THÉORIE S'IMPOSE

La difficulté d'étudier un phénomène social n'est pas surmontée facilement. L'unicité et les particularités socio-culturelles des individus qui composent des mouvements sociaux comme ceux de la résistance, font en sorte qu'il est essentiel d'analyser la situation théoriquement, afin de construire un schème de ce que représente réellement ce que, comme anthropologues, nous avons la chance de vivre lors d'études sur le terrain. La scientificité des sciences sociales passe par la construction et l'analyse de théories sur les sujets les plus divers. Leur remise en question, rejet ou acceptation générale font grandir des domaines comme l'anthropologie qui désirent comprendre l'entité qu'est l'être humain et ses multiples cultures.

La réalité sociale peut parfois être extrêmement difficile à étudier et analyser à cause de ses complexités et changements rapides qui font qu'un anthropologue peut se trouver décontenancé devant ce qui se passe. Parfois, les théories apprises préalablement ne semblent pas s'associer à ce qu'on observe. C'est dans ce genre de situation qu'il est important de prendre du recul et de vivre l'expérience du terrain pour ce qu'elle est, pour son unicité particulière. Je crois que l'éloignement est essentiel, afin de mettre en perspective ce qu'on a appris et ce qui se passe dans la réalité de notre lieu de recherche. C'est lors du retour que l'encadrement de l'expérience vécue et visualisée devient primordial pour la transmettre en écrits de manière juste et précise. Il ne faut pas voir la théorie comme un obstacle à la présentation du monde dans lequel on vit, mais plutôt comme un outil qui aide à le comprendre et le partager.

Dans les prochaines pages, je définirai mon cadre théorique selon ce qui m'a le plus servi à analyser et situer le mouvement de résistance de la vallée de Siria, au Honduras. Ainsi, j'en profiterai pour mentionner les auteurs qui ont influencé ma pensée au cours de ma recherche de maîtrise. De plus, les quelques définitions que j'utilise pour des termes de première importance

seront présentées, dans le but de m'assurer d'une uniformité sémantique faisant obstacle au double sens, dans ce que je sous-entends par un concept comme « résistance » par exemple.

### *Le discours du développement*

L'étude de ce que constitue le développement n'est pas nouvelle. Les anthropologues s'intéressent depuis quelques décennies à ce type d'aide internationale en vogue depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Lorsque j'ai décidé d'étudier la résistance dans la vallée de Siria contre une compagnie minière canadienne, je suis tombé directement dans la rhétorique du développement et ses caractéristiques particulières qui ont évolué au cours du temps. Il était alors essentiel de comprendre ce qui constitue le développement aujourd'hui et de quelle façon un projet d'exploitation minière utilisait ce discours, pour s'immiscer dans une région éloignée comme la vallée de Siria, au Honduras. Il ne s'agit pas ici d'analyser le développement comme pratique (exploitation minière dans le cas de mon mémoire), mais plutôt son discours, qui lui permet de pénétrer la région et de rallier une partie de la population à son aspect pratique. Je reconnais sur ma pensée une influence importante d'intellectuels, comme Escobar et Ferguson, qui mentionnent que dans le discours du développement, on retrouve la notion de pouvoir (Escobar 1995, Ferguson 1994). Toutefois, ce n'est pas seulement un pouvoir économique, mais aussi idéologique, où les normes du « Nord », autant les dimensions économiques, politiques, sociales et scientifiques, sont présentées comme universelles et infaillibles. Cette caractéristique est essentielle pour comprendre la façon dont une compagnie minière parvient à faire accepter son projet d'extraction sur le territoire hondurien. Le développement devient alors le terrain de batailles discursives entre acteurs aux objectifs différents.

Pour mon mémoire, j'utilise une définition du développement tirée d'Escobar : « Development is understood here as a particular set of discursive power relations that construct a representation of the Third World » (1995 : 348). Cette définition met l'accent sur le discours et non uniquement sur

l'aspect physique du développement. Le discours des acteurs qui désirent mettre en place le projet minier, donne comme vision de la région un lieu qui a besoin de cette « aide » externe pour améliorer sa réalité sociale. Elle est d'autant plus associée à une situation de résistance, où la lutte discursive est dominante, comme dans la vallée de Siria. Ainsi, le développement doit être compris comme une lutte symbolique dans la vallée de Siria, où l'image projetée par la compagnie de la région en tant qu'entité sous-développée qui accepte paisiblement ce projet d'exploitation minière, est contestée par les protestataires qui démontrent leur désaccord avec la symbolique présentée et cette pratique du développement.

Par contre, il faut être conscient que le discours du développement, tout comme la résistance, évolue avec le temps et s'adapte à ses critiques, à ses opposants. Escobar indique d'ailleurs sa malléabilité et son omniprésence dans les relations entre pays inégaux économiquement (1995). Il faut ici user de prudence; ce ne sont pas seulement les différences économiques qui dictent le discours, mais aussi les différences culturelles. Les nombreuses œuvres sur l'histoire du développement m'ont appris à étudier la situation à plus d'un niveau, même si le discours officiel des agents du développement plaçait l'accent sur l'économie, quoique, maintenant, le discours s'est modifié pour introduire l'aspect social dans les projets (voir Webster 1990 et Lewellen 1995 pour l'histoire du développement). L'important est d'être en mesure de faire la distinction entre le discours et la pratique réelle. Comme le souligne Ferguson (1994), il est fondamental de prendre conscience de la façade que peut emprunter le discours du développement, comme ce fût le cas avec l'idée de participation citoyenne dans les années 1970. Aujourd'hui, les exploitations minières se servent de la notion de « développement durable » afin de faire approuver leurs projets. Des questions se posent alors sur ce qu'on entend par « durable ». S'agit-il de la possibilité d'obtenir des profits à long terme? De la possibilité pour les générations futures d'avoir un accès égal aux ressources? De la non-destruction complète des ressources? Cette absence de constance dans le discours théorique d'une notion si importante pour les populations du

« Tiers-Monde » révèle un problème majeur derrière le concept de développement : chacun peut en faire ce qu'il veut. C'est pour cette raison que je crois que le développement devrait être perçu comme un discours a priori et que la pratique est un complément, parfois identique et parfois complètement différent, du discours d'origine.

Peu importe la définition que l'on donne au développement, il apporte des changements sociaux et culturels, puisqu'il génère des réactions en chaîne dans la structure sociale (Furtado 1969). Autant au niveau du discours qu'au niveau de la pratique, il y a des impacts sur les relations sociales quand se propage la nouvelle de la venue possible et de l'arrivée d'un projet comme la mine San Martin. Ce n'est pas un chamboulement violent qui se manifeste, mais plutôt des changements entre les groupes d'acteurs de la région. Ainsi, un rapprochement ou de l'éloignement peuvent apparaître entre certains individus. Ces changements se font, à la base, lors de la publication du discours du développement promulgué par les gens en sa faveur, et la réponse contestataire de certains. Si l'acceptation ou le rejet étaient entiers, les changements dans la structure sociale seraient pratiquement absents. La bataille s'oriente de cette façon entre ceux qui s'approprient le discours du développement et ceux qui le rejettent.

Il est alors primordial de comprendre cette appropriation, par certains individus, du discours du développement et sa propagation à travers la région. Comme le soulignent les Comaroff, le capitalisme n'a jamais perdu son aura de sauveur, de celui qui a la capacité de transformer la vie, et ce, pour le mieux bien sûr, des marginalisés, des pauvres et des exclus socio-économiques de ce monde (2000). Ainsi, le discours du développement qui place un accent sur le pouvoir économique du capitalisme profite de cette aura pour créer une symbolique bénéfique à l'implantation du projet minier, ce qui favorise son assimilation par certains. Il faut aussi être prudent avec cette vision. Les individus connaissent autant le bon que le mauvais du capitalisme, mais lorsque des promesses sont faites par des acteurs dotés de crédibilité, le mauvais devient presque invisible face aux bénéfices à venir. En installant l'hégémonie

capitaliste chez une partie de la population, ces individus en viennent à accepter les instruments de mesure du développement des institutions du Nord, comme l'apport au PNB par exemple. Robbins indique que cela entraîne deux conséquences notables : *it catapulted economists into their present role as the ultimate authorities on public policy issues and, in the eyes of the government, turned consumers into engine of economic progress* » (2002 : 366). L'économie purement capitaliste joue ainsi un plus grand rôle dans des régions qui, auparavant, n'y étaient que partiellement associées, et les individus s'approprient l'idée que le capital, l'argent est l'unique moteur en mesure d'améliorer la réalité sociale de leur territoire. L'incorporation de ce mandat est directement reliée à l'acceptation du discours du développement qui révèle aux individus leurs possibilités personnelles.

Un autre concept de première importance lorsque je parle de discours du développement est le terme « voix », que j'emprunte à Appadurai et à Sen (Appadurai 2004, Sen 2004). Ces deux intellectuels indiquent que les gens touchés par les pratiques de développement se doivent d'exprimer leur voix et qu'on est dans l'obligation de les inclure dans le discours du développement. Sen ajoute que cela signifie que les acteurs passifs antérieurement ont la possibilité de contrôler leur vie dans des circonstances matérielles et politiques bien déterminées, pas uniquement en « haussant la voix », mais en faisant les choix qu'ils désirent (2004). Toutefois, le terme, représentant surtout une vision éthique du développement, doit s'appliquer aussi aux individus qui, sur le terrain, adoptent le discours du développement et en font leur trame vocale. Ces individus prennent position dans le débat autant que les protestataires et leur choix mérite d'être écouté et compris. Il ne faut pas croire que seules les personnes affectées négativement doivent voir leur voix intégrée dans les projets de développement. Il est nécessaire d'écouter les différents acteurs afin de s'assurer d'inclure toutes les parties, mais aussi de dégager la rhétorique locale de la rhétorique nationale et internationale. Pour mon mémoire, il était essentiel de parler autant avec des gens contre qu'avec ceux qui en profitent, ou croient en profiter, et ceux qui sont neutres.

La prise de parole par les individus concernant le type de développement que représente un projet minier, varie selon la situation sociale qu'ils vivent. La capacité d'exercer sa voix ne doit pas être perçue comme simpliste, car des frontières locales et même nationales peuvent restreindre ou favoriser son expansion. Le discours du développement peut prendre une forme solide et presque permanente dans une région, alors que dans une autre, il est totalement rejeté. Cette division d'opère dans la vallée de Siria et il est intéressant de relever ce qui favorise la différence vocale. Il serait assurément erroné de croire que chaque individu exprime sa voix ou désire l'exprimer. Prendre la parole signifie prendre position et, pour certains, il serait risqué de s'identifier de cette façon, pour des raisons que j'énumérerai dans les chapitres sur San Ignacio et El Porvenir, où cette différence de prise de parole caractérise le mouvement de résistance de la vallée de Siria. Le terme « voix » ou « parole » doit ainsi être placé dans le contexte social qui encourage l'éclosion d'une voix au détriment d'une autre. Cependant, Appadurai indique que le discours du développement ne peut être un monologue, mais plutôt un dialogue, et je dirais même une conversation, entre plusieurs acteurs, qui seraient écoutés également par les institutions du développement mondial ou les représentants physiques de ses politiques, comme les multinationales minières (2004). Bien sûr, il est à se demander s'il est possible d'avoir une conversation lorsque autant d'inégalités entourent les acteurs. La résistance devient une réponse active au manque d'intégration d'une partie de la population dans la conversation sur l'exploitation minière. Ce moyen permet, soit de s'inclure dans la conversation ou de construire un discours parallèle à celui du dominant. Idéalement, autant les protestataires de San Ignacio et d'El Porvenir que les gens en faveur de l'exploitation minière de ces deux municipalités doivent être inclus et au même titre que les individus qui clament leur indifférence. L'inclusion de plusieurs acteurs permet de démolir les prises de position des partis et la réalité historique et sociale qui a favorisé leur essor.

Bref, dans ce mémoire, je mets l'accent sur le développement en tant que discours, en m'inspirant d'Escobar et de Ferguson. Exprimer le

développement en ce sens signifie comprendre la façon dont il a pu s'insérer dans la réalité discursive de la région, à l'aide de symboles qui présentent le territoire de la vallée de Siria comme en manque de développement sur le plan matériel. Ceci me permet aussi de noter la malléabilité des discours qui s'ajustent aux critiques et de démontrer les différences entre le discours et la pratique dans cette exploitation minière. De plus, percevoir le développement pour son discours demande d'analyser les changements qu'il apporte dans la structure sociale régionale, où une bataille entre l'appropriation et le rejet du discours se joue. Il est important de comprendre que le capitalisme et son aura positive deviennent le point de ralliement entre les individus en faveur du projet minier et du type de développement qu'il représente. Utiliser une notion de développement comme discours exige aussi d'employer le concept de « voix » ou de « parole » d'Appadurai et de Sen. Il faut cependant y inclure tous les acteurs, autant ceux qui sont en faveur que ceux qui sont contre ou indifférents à l'exploitation minière, afin d'offrir une représentation juste de la réalité régionale sur l'incorporation et le rejet du discours du développement.

### *L'anthropologie des mines*

Contrairement à la notion de développement, les sites d'exploitation minière n'ont jamais constitué un sujet chaud de l'anthropologie, bien qu'aujourd'hui les projets d'extraction minière soient associés au discours de développement des régions où s'installent les compagnies étrangères.

C'est avec les recherches de June Nash (1979) et de Michael T. Taussig (1980) sur les mineurs boliviens que le thème de l'exploitation minière prend de la force. Ces deux auteurs m'ont été grandement utiles pour la compréhension des dynamiques particulières que ce type d'exploitation peut générer chez les travailleurs locaux qui y participent. On remarque que les employés développent un sentiment d'appartenance, de classe, par le biais de leur travail. D'ailleurs, Sanabria mentionne que les mineurs boliviens acquièrent leur identité par cet intermédiaire (2000). Il devient alors primordial de vérifier si cette dynamique se retrouve chez les mineurs de la vallée de Siria.

L'identité par le travail explique en partie l'adhésion des mineurs au discours du développement, puisque leur position économique et sociale s'en trouve améliorée. Toutefois, Nash et Taussig signalent que, dans les mines souterraines de la Bolivie, les mineurs pratiquent des rituels au *tio* (diable), ce qui révèle leur résistance à l'hégémonie capitaliste et à leur aliénation. La rigueur de l'emploi et, surtout, les dangers qui y sont liés expliquent ces pratiques internes de résistance à l'exploitation. La situation est différente pour les mines à ciel ouvert, comme la San Martin, dans la vallée de Siria. Les travailleurs ne démontrent pas les mêmes dynamiques que les mineurs souterrains, qui passent de nombreuses heures sans voir le soleil et dont la vie de chacun dépend de l'autre. Cette différence fait en sorte que le sentiment de résistance, envers l'exploitation et le système qui la soutient, est en apparence absent. Le *tio*, le diable de la vallée de Siria, aux yeux des protestataires, est la mine San Martin elle-même. Par contre, les rencontres entre les membres du comité environnemental régional constituent des rituels qui visent, contrairement à ceux des mineurs souterrains boliviens, à détruire la mine, le diable, non à s'en servir pour être protégés. Les œuvres de Nash et Taussig sont essentielles pour comprendre les relations entre les mineurs et leur lieu de travail.

Il est impossible de rédiger un mémoire de maîtrise sur la résistance envers une compagnie minière si, à la base, les techniques d'exploitation sont méconnues. L'article de Ricardo Godoy, « Mining : Anthropological Perspectives », sert de fondement à cette compréhension (1985). Il souligne l'importance de mettre en contexte les processus ayant favorisé l'utilisation de ce lieu comme site d'exploitation. Ceci revient à analyser le discours du développement à ses débuts et ce qui a favorisé son acceptation par les autorités nationales et, par la suite, locales. Le problème chez Godoy est le rôle trop exclusif qu'il confère à l'aspect économique de l'exploitation minière, autant sur les points positifs que négatifs. Je crois que la présenter uniquement sous son impact économique est limiter son observation d'un thème complexe à une dimension. Ainsi, pour Godoy, les anthropologues ont beaucoup à offrir pour

l'avancement du *mineral economics*. Il serait cependant erroné d'oublier l'aspect social et les effets de l'exploitation minière sur le système culturel en place, comme le soulignait d'ailleurs Furtado seize ans auparavant (1969). Mettre l'accent sur l'économie, c'est accepter le discours du développement à l'effet que cet aspect doit primer dans l'analyse des projets. Godoy permet de faire avancer l'anthropologie minière grâce à sa description du processus d'implantation d'un projet minier, mais l'emphase mise sur l'économie limite la perception des impacts, aussi bien favorables que défavorables, de ce type d'industrie sur une région donnée.

Chris Ballard et Glen Banks font paraître en 2003 l'article « Resource Wars : The Anthropology of Mining », dans le même journal anthropologique que Godoy. Cette suite à l'article paru presque vingt ans auparavant m'a été d'une grande utilité pour identifier les acteurs principaux de l'exploitation minière. Ces auteurs en soulignent cinq : les multinationales minières, les travailleurs, l'État, les communautés locales et les ONG. Je crois que cette approche, qui divise les acteurs en cinq groupes, est intéressante, mais insuffisante. Le concept de « communautés locales » est vague et incorpore trop d'acteurs importants, autant au niveau de l'acceptation que du rejet du discours du développement et du projet. Ainsi, je pense qu'on doit apporter une distinction entre les autorités municipales, les leaders<sup>1</sup> locaux non associés directement à la politique municipale et les habitants de la région impliqués ou non directement dans la dynamique qui entoure l'exploitation minière. Cette division permet une meilleure analyse de la situation régionale d'un territoire et de comprendre réellement les dynamiques régionales. Par ailleurs, l'article de Ballard et Banks démontre l'importance qu'a prise, au cours des dernières années, l'apport des ONG dans la sphère minière. Elles sont utilisées autant pour l'acceptation des projets que pour aider au mouvement de résistance,

---

<sup>1</sup> Je me dois, ici, de faire une différenciation avec le terme « leader » que j'utilise pour qualifier les membres dominants du *Comite ambientalista del valle de Siria* ainsi que les protestataires d'avant-plan et en contact direct avec eux. Les « élites » sont, d'autre part, les têtes dirigeantes du pays, de la région et des municipalités, autant au niveau de la politique, de l'économie, de la religion ou social, qui favorisent l'idéologie néolibérale et l'exploitation minière comme outil de développement.

comme c'est le cas pour la vallée de Siria. L'importance accordée aux ONG et leur position envers l'industrie minière m'ont été grandement utiles lors d'interactions avec elles au cours de leurs visites sur le terrain, mais aussi pour comprendre leur assistance au mouvement de résistance régionale.

L'anthropologie des mines, et spécialement des compagnies minières canadiennes, a progressé en 2006, avec *Community Rights and Corporate Responsibility : Canadian Mining and Oil Companies in Latin America*. Loin d'une œuvre purement anthropologique, en raison du peu de développement théorique, cet ouvrage collectif permet toutefois d'avoir une vision de l'ampleur de l'industrie extractive canadienne dans cette région du monde. Trois sections ont par ailleurs retenu mon attention. Premièrement, la présentation historique de ses industries, par Timothy David Clark et Liisa L. North, m'a servi de base pour analyser la temporalité du phénomène. L'exploitation minière, perçue historiquement, offre la chance de découvrir les grands « booms » ayant jalonné son accroissement en Amérique latine. C'est grâce au regard temporel qu'il m'est possible de contextualiser ce qui se passe aujourd'hui dans la vallée de Siria et de comprendre les facteurs qui allouent, encore de nos jours, une immunité presque totale à ce type d'industrie.

Deuxièmement, David Szablowski explore, dans un autre chapitre, les compagnies minières en tant qu'acteur. Très critique à leur endroit, il souligne des points importants qui mettent en lumière les dynamiques dans lesquelles elles se trouvent. Ainsi, il indique que les mines deviennent régulièrement le prétexte de demandes normalement dirigées à l'État. Il ne faut pas non plus oublier la pression, autant des protestataires que des actionnaires de la compagnie, qui crée une entité subissant des pressions de tous les côtés. Szablowski m'a permis d'ajuster mon travail de terrain de façon à percevoir la mine, non seulement comme un site d'exploitation aux conséquences déplorables, mais aussi, comme un acteur responsable de tous les maux et problèmes d'un territoire. Il se doit de répondre adéquatement à son discours de développement sous peine de se voir fortement critiqué, comme c'est le cas

avec la mine San Martin, et, en même temps de limiter les dépenses pour prévenir les reproches des actionnaires.

La troisième section de Timothy David Clark m'a servi sur le plan comparatif, puisque l'auteur y présente l'industrie minière chilienne et les compagnies extractives canadiennes sur ce territoire. Il est intéressant de noter les ressemblances et les différences entre les lieux d'exploitation et les bases sur lesquelles se construisent les conflits d'une région et de l'autre. Cependant, cette section est très faible en théorie et c'est l'opinion de Clark qui prédomine; ceci fait qu'outre certains éléments de comparaisons, on retrouve plus un style journalistique qu'universitaire. D'ailleurs, il s'agit d'un problème général de cette œuvre. Je ne peux toutefois passer sous silence son apport dans la mise en contexte et la présentation de nombreux cas problématiques dans l'industrie minière canadienne ce qui explique ma présentation de la vallée de Siria, non comme un problème unique, mais comme un exemple d'une situation répandue.

Dernièrement, la parution d'un livre francophone a fait des vagues au Canada : *Noir Canada* (2008), une œuvre dénonciatrice, mais qui n'est pas une ethnographie au sens propre. Par contre, son approche critique permet de situer l'industrie minière canadienne dans une perspective mondiale. Bien que le livre soit centré sur la situation existant en Afrique, des parallèles peuvent être faits avec l'Amérique latine et le Honduras. Ce qui m'a particulièrement intéressé dans ce livre, et qui m'a été grandement utile pour expliquer comment une compagnie minière canadienne a pu arriver au centre du Honduras, est sa démarche qui déconstruit et analyse les faiblesses du système légal canadien et des règlements de la Bourse donnant accès à l'exploitation à l'étranger sans compte à rendre au Canada. L'étude du système favorisant cet acteur est primordiale pour comprendre la source du problème. Les failles dans le système de contrôle canadien sont les mêmes pour les compagnies qui exploitent en Afrique qu'en Amérique latine. Dans ce contexte, *Noir Canada* est une ressource essentielle pour comprendre comment la Glamis Gold a réussi à s'installer comme première compagnie dans la vallée de Siria.

L'anthropologie des mines était un sujet crucial à analyser pour l'élaboration de mon mémoire. Bien que la grande majorité des œuvres soient axées sur les aspects techniques ou dénonciateurs, des auteurs comme Nash et Taussig touchent l'aspect anthropologique en abordant comme sujet les travailleurs. Il est essentiel de noter qu'une identité se forge chez ce groupe social et qu'aujourd'hui, lors d'une exploitation minière à ciel ouvert, le *tio* est devenu la mine tout simplement. Par ailleurs, Godoy apporte dès 1985 des données intéressantes sur les phases d'exploitation minière. Par contre, l'accent mis sur le *mineral economics* limite la portée sociale de ses résultats. C'est Ballard et Banks qui vont décrire les acteurs principaux de l'instauration d'un projet minier. Toutefois, leur absence de définition du concept de « communautés locales » réduit l'analyse des dynamiques de résistance et d'acceptation régionales. En 2006 et 2008, des œuvres sur les compagnies minières canadiennes en Amérique latine et en Afrique m'ont permis de mettre en contexte, autant historique que social et politique, l'essor des entreprises d'ici dans des pays étrangers. Leur approche est loin d'être anthropologique, mais elle fournit des données qualitatives et quantitatives qui servent à établir des comparaisons entre les lieux d'exploitation.

### *Émergence de classes sociales*

Depuis son arrivée dans la vallée de Siria, l'industrie minière a donné naissance à une classe ouvrière et à un remaniement des classes sociales présentes sur la scène régionale. Cependant, avec la fermeture de la mine, j'ai eu la chance d'observer une dynamique particulière chez cette nouvelle classe sociale. La multitude d'œuvres sur les classes sociales et leur émergence ne facilite en rien leur étude. J'ai choisi de me baser sur une ethnographie de Deborah Gewertz et de Frederick Errington : *Emerging Class in Papua New Guinea: The Telling of Differences* pour illustrer le phénomène de l'émergence et de division entre classes sociales. Il ne faut pas oublier que les batailles de classes sont aussi des batailles idéologiques. Gewertz et Errington démontrent qu'en Papouasie Nouvelle-Guinée, l'apparition de la classe moyenne cause des

frictions avec les autres ayant toujours foi en l'ancienne idéologie et au système hégémonique, alors que le partage entre membres de la famille était de première importance (1999). Je me devais donc d'orienter ma recherche vers l'analyse de l'impact de différentes hégémonies et idéologies dans le mouvement de résistance écologique.

Dans la vallée de Siria, l'instauration d'une main-d'œuvre ouvrière pour la mine a hissé une frontière ouvriers / paysans. Cette dualité s'ajoute à celles déjà en place (âge, genre, religion, allégeance politique, etc.) qui dictent les inégalités des rapports sociaux dans la région (Tilly 1998). Les ouvriers qui jouissent de l'apport financier de la mine deviennent moins aptes à contester l'idéologie néolibérale, le système capitaliste et le discours du développement, car ils en tirent avantage pour le moment, contrairement aux paysans qui ont perdu des terres et des revenus à cause d'elle (Henriquez Dominguez et Ramos Gross 2007). Ces relations de classe forment des identités propres. Ainsi, l'expérience du travail salarié permet aux ouvriers de se définir comme groupe alors que les paysans se définissent par rapport à ce groupe différent du sien (Castel 1995). Par cette division sociale, accentuée par l'exploitation minière, les groupes sociaux en viennent à adopter une vision personnelle de l'avenir de la région et de son développement.

La région et les municipalités, chacune à leur manière, deviennent des champs de bataille face à l'hégémonie capitaliste, l'idéologie néolibérale et le discours du développement. La notion d'hégémonie est souvent utilisée pour expliquer la domination du système capitaliste. Depuis Gramsci, plusieurs auteurs ont tenté de définir exactement ce que signifie ce terme. J'utilise la définition de l'hégémonie de Stuart Hall, influencé par Gramsci, définition aussi utilisée par les Comaroff dans *Of Revelation and Revolution* (1991) :

Ruling or dominant conceptions of the world [may] not directly prescribe the mental content of... the heads of the dominated classes. But the circle of dominant ideas does accumulate the symbolic power to map or classify the world for others; its classifications do acquire not only the constraining power of dominance over other modes of thought but also the inertial authority of habit and instinct. It becomes the horizon of the taken-for-granted: what the world is and how it works, for all practical purposes. Ruling ideas may dominate other conceptions of the social world by setting the limit to what will

appear as rational, reasonable, credible, indeed sayable or thinkable, within the given vocabularies of motive and actions available to us. (Hall 1988: 44).

Cette définition met en relief l'aspect naturel de l'hégémonie et la façon dont un certain type de discours devient la norme et ne semble plus être opposé. Par contre, il ne fait aucun doute que l'hégémonie est en tout temps défiée ou remise en question, car cet aspect naturel n'est pas assimilé par tous. De cette façon, l'hégémonie n'est jamais totale (Comaroff 1991). L'instauration de l'hégémonie demande un contrôle des sources de production symboliques qui, avec le temps, deviennent invisibles. Cependant, l'hégémonie se construit sur les bases des formes précédentes, lesquelles ne seront jamais complètement remplacées. Elle est donc en constante élaboration et, à ce compte elle peut aussi être démolie (Comaroff 1991). Comme le souligne Scott, le problème le plus important de concept, c'est la croyance que l'hégémonie signifie une incorporation idéologique des groupes subordonnés qui en réduit les conflits sociaux (1990). L'apparente assimilation des subordonnés est un moyen de satisfaire leurs intérêts immédiats. Ainsi, l'idéologie de l'élite peut sembler naturalisée par les autres groupes, mais ce n'est pas nécessairement le cas (Scott 1990). Refuser d'accepter un acte hégémonique devient dangereux pour les dominés et c'est par le biais de cette apparence d'internalisation que s'élaborent des actes de résistance antihégémoniques « cachés », qui limitent les conséquences négatives chez la population protestataire, comme c'est le cas pour la municipalité de San Ignacio. Les conflits sociaux ne sont pas réduits par l'hégémonie; ils risquent plutôt d'être moins visibles publiquement. La compréhension du concept d'hégémonie est donc primordial pour mieux saisir la forme de résistance dans la vallée de Siria.

Par ailleurs, il est impossible d'analyser en quoi consiste l'hégémonie, sans comprendre la puissance de l'idéologie dans le processus. L'idéologie est le médium par lequel les relations de force et de domination deviennent acceptées et naturalisées, par le biais de définitions et de façons de percevoir le monde. Elle est à la fois un discours explicite et une expérience vécue (Comaroff 1985). Elle se retrouve dans le discours du développement et

l'expérience des travailleurs de la mine San Martin. Cependant, les protestataires opèrent une résistance directe contre l'idéologie. Selon les Comaroff, les différences entre l'hégémonie et l'idéologie résident dans le fait que la première :

[...] consists of constructs and conventions that have come to be shared and naturalized throughout a political community, the second is the expression and ultimately the possession of a particular social group, although it may be widely peddled beyond. The first is nonnegotiable and therefore beyond direct argument; the second is more susceptible to being perceived as a matter of inimical opinion and interest and therefore is open to contestation (1991: 24).

L'hégémonie est donc partagée et intégrée par un groupe plus important en nombre que l'idéologie; ses bases en sont ainsi plus difficiles à contester. Il peut bien sûr y avoir plusieurs idéologies au sein d'une même hégémonie. Cette diversité consolide la position de l'hégémonie puisqu'il y a une marge de manœuvre : certains dissidents d'une idéologie X peuvent alors se tourner vers une autre sans mettre la totalité du système dominant en doute. La durée de vie de l'hégémonie court grandement la chance d'être supérieure à n'importe quelle idéologie qui la compose, puisque la création de nouvelles idéologies risque de se faire dans les limites instaurées par le système. Les risques de contestation directe s'en trouvent réduits, car c'est l'idéologie qui est remise en doute et non sa source. Ainsi, dans la vallée de Siria, les protestataires s'acharnent sur le discours du développement et le néolibéralisme, mais, sauf pour quelques-uns, ce n'est pas le capitalisme qui est remis en cause et qu'ils désirent contester. Ce sont majoritairement les notions de libre marché, de privatisation et de laissez faire économique et politique qui sont contestés.

Avec la création d'une classe ouvrière, l'hégémonie capitaliste et l'idéologie néo-libérale s'accroissent dans la vallée de Siria et se différencient des anciennes hégémonie et idéologie de la région, axées sur une vision communautaire de bien-être général de groupe. Cependant, comme je l'illustrerai dans le chapitre sur San Ignacio, les travailleurs miniers ne font que goûter à la réalité de la classe ouvrière et à l'idéologie qui lui est associée. Contrairement à ce que démontre Gavin Smith, dans *Livelihood and Resistance: Peasants and the Politics of Land in Peru* (1989), cette identité

n'est pas permanente, puisque le transfert dans la classe ouvrière n'est jamais définitif pour la grande majorité des mineurs, qui retournent à l'agriculture et à l'élevage à la suite de leur congédiement. Ce changement de position sociale n'est pas accepté passivement par ces acteurs, comme je l'indique dans le chapitre 3. Les classes émergentes, à la suite de l'arrivée de la mine sont fragiles et non rigides, comme souligne Eric R. Wolf (1982). Ces individus sans histoire, selon Wolf, sont influencés par la conjoncture internationale et leur système culturel est affecté par la présence de ce développement capitaliste (1982). Cependant, la rapidité de l'exploitation minière à ciel ouvert limite l'intériorité de ces changements qui sont vécus par un groupe marginal de travailleurs et leurs affins. Webster souligne l'existence d'un important jeu de relations de classes dans le développement, où des factions sont en compétition pour l'amélioration ou la stabilisation de leur position dans la pyramide hiérarchique sociétale. Ainsi, la structure des classes est ouverte et prête à être chambardée pour accomplir ce que les membres des classes désirent (1990). Cette ouverture, favorisée par l'exploitation minière, est de première importance pour l'édification des classes et l'émergence des frictions régionales. Il est alors nécessaire de pousser plus loin que Webster et d'étudier les raisons ayant favorisé l'ouverture et les raisons pour lesquelles les individus l'acceptent.

Ce n'est pas une bataille purement de classes qui s'installe dans la vallée de Siria, puisque certaines d'elles sont émergentes et très fragiles. Cette dynamique influence directement la résistance dans la région. Il serait trop simple de diviser la vallée entre paysans et ouvriers. Il ne faut pas oublier la classe moyenne « presque » montante. Je dis « presque », car ce n'est pas un groupe défini et uni. Je catégorise les professeurs, les gens qui travaillent pour les gouvernements, ou pour les compagnies privées nationales et internationales, et les individus n'étant pas liés à la terre, qui occupent des postes de direction ou des positions importantes dans des organismes locaux. Je pourrais aussi parler d'une petite classe de propriétaires qui possèdent leur commerce, des petits magasins généraux particulièrement, et qui font des

affaires avec la population locale seulement. Cependant, leur position économique et sociale marginale fait en sorte que je les compte comme paysans, puisque plusieurs n'ont pas abandonné l'agriculture et que leur commerce ne sert qu'à l'apport d'un revenu supplémentaire. Est-ce que mes divisions sont sujettes à débats? Je l'espère sincèrement, car la vallée de Siria est en constante transformation. D'ailleurs, la composition sociologique de la région est difficile à définir précisément, car des divergences entre les municipalités qui en font partie limitent les généralisations de classes. Par contre, il ne faut pas y voir un frein à l'analyse de la région. Ceci me force à passer outre les définitions précises de ce qu'est une classe, afin de présenter la réalité locale la plus justement possible. Pour simplifier l'analyse, j'utiliserai les trois classes nommées plus haut.

Donc, je m'appuie sur l'œuvre de Gewertz et Errington pour signaler que l'émergence d'une classe ouvrière fragile et passagère, face à une classe paysanne en place depuis des générations, cause de frictions au niveau de l'hégémonie et de l'idéologie dominantes de la région. Les Comaroff permettent une synthétisation des concepts de l'hégémonie et de l'idéologie, points centraux dans une situation de résistance. Les relations de classes deviennent un des aspects de la bataille environnementale contre l'exploitation minière et le développement qu'elle entraîne. Cependant, à l'opposé de Smith, les travailleurs de la mine San Martin n'adoptent pas totalement l'identité de classe ouvrière, sauf quelques-uns, ce qui affecte son rôle à long terme comme je l'indique dans le chapitre 3. Par contre, il ne faut pas percevoir la vallée de Siria en termes simplistes d'ouvriers contre paysans et c'est pour cela que je trouve primordial de parler aussi de la classe moyenne « presque » montante comme acteur important dans la dynamique de classe régionale.

### ***Un mouvement social et de la résistance***

Des frontières se créent entre les groupes en place. Des frontières invisibles, mais socialement actives, qui divisent les individus en catégories, s'érigent dans la société, mais elles s'accroissent lors de situations

conflictuelles, comme c'est le cas dans la vallée de Siria (Tilly 1998). Ces frontières deviennent des limites de cohésion sociale formant des groupes d'opposition et qui donnent naissance, de cette façon à un mouvement social particulier. Par mouvement social, j'utilise la définition d'Antimo L. Farro, où il est perçu comme « une action collective qui concerne la construction de la vie sociale réelle, qui a lieu justement, comme c'est le cas dans d'autres sociétés, à travers des conflits » (2000: 249). De plus, il est essentiel de faire la différenciation entre le mouvement syndical et les nouveaux mouvements sociaux en place depuis la fin des années 1960, dont ceux des étudiants, écologistes, féministes, pacifistes, jusqu'aux mouvements urbains. Il s'agit de groupes d'intérêt, qui affirment agir au nom de la collectivité sur des sujets universels et non selon des intérêts socio-économiques qui leur sont propres (Farro 2000). Le mouvement social tente de redéfinir des configurations de la société dans laquelle il demeure. Des batailles contre l'hégémonie ou l'idéologie, comme je l'ai mentionné auparavant, deviennent des symboles de cette recherche de redéfinition culturelle. Pour parvenir à un mouvement stable et solide, les acteurs mettent sur pied des réseaux de relations qui permettent d'atteindre une convergence dans les idées et les moyens qui doivent être utilisés pour accéder à l'objectif premier (Farro 2000).

Les mouvements sociaux sont constamment en quête de gain de capital social, politique et économique. La mise en place de groupes et de mouvements sociaux entraîne aussi la création d'un capital symbolique qui permet au groupe de s'identifier selon un symbole, de nommer des gens à des postes spéciaux et d'être reconnu comme un groupe axé sur la résistance par rapport à un phénomène X. Pour Barrington Moore, n'importe quel groupe oppressé par des inégalités se doit premièrement, de surmonter l'autorité morale de ses oppresseurs et de se créer, par la suite, une identité sociale effective (1978). En défiant l'idéologie et remettant en cause le système hégémonique, ceux qui résistent forgent cette identité. La résistance idéologique de classe remet en doute la présentation de la situation par le dominant et lui donne, à la place, de nouveaux standards de justice et d'égalité (Scott 1985). De plus, selon Pierre

Bourdieu, le pouvoir symbolique des agents dépend de leur position dans l'espace social (1984). Lorsqu'un groupe se crée, le pouvoir symbolique des participants ne peut qu'augmenter, si ce groupe est reconnu et validé par la population ou le sous-groupe qu'il tente d'aider. La légitimation est essentielle à l'acquisition du pouvoir symbolique. « Avoir du capital » indique avoir du pouvoir dans un champ donné (Bourdieu 1984). Ainsi, en augmentant son « pouvoir », le mouvement social accroît sa légitimité et son droit de parole et d'activité dans la sphère qu'il conteste, dans un cas de résistance par exemple. L'acceptation publique est essentielle à la survie sociale du mouvement, sinon, il risque la marginalisation et la diminution de ses rangs populaires. Il ne faut pas croire que les petits mouvements sociaux sont sans force; cependant, leur faible capital à tous les niveaux limite la possibilité d'augmenter leur visibilité et d'organiser un champ de bataille élargi. L'amalgame entre plusieurs mouvements de second rang devient une nécessité pour leurs participants, afin qu'une reconnaissance publique leur soit accordée. Il est donc normal de voir des alliances entre mouvements sociaux, faisant front commun sur un sujet à portée collective. Le mouvement de la vallée de Siria s'est d'ailleurs associé à des ONG internationales, et d'autres mouvements de résistance du Honduras et de l'Amérique latine désirent se lier avec eux, puisque ceux de Siria détiennent déjà acquis un bagage relatif à la résistance, donc du capital social important.

Le mouvement social est aussi associé à l'émergence du porte-parole. Selon Bourdieu, le porte-parole « reçoit le droit de se prendre pour le groupe, de parler et d'agir comme s'il était le groupe fait homme » (1984, 11). Il devient le symbole du mouvement et ses actions. Le charisme du porte-parole influe sur la popularité du mouvement et sa capacité à augmenter sa visibilité dans la collectivité. Weber a défini le charisme comme étant « la qualité extraordinaire (à l'origine déterminée de façon magique tant chez les prophètes et les sages, thérapeutes et juristes, que chez les chefs des peuples chasseurs et les héros guerriers) qui est attribuée à une personne » (1995: 320). Il ajoute que cette qualité dite exceptionnelle dépend de sa reconnaissance par les autres acteurs (1995). Cette notion de charisme est à prendre avec un grain de sel,

puisqu'il ne faut pas l'appliquer qu'à un seul individu. Un groupe, un mouvement social, peut avoir un certain charisme collectif sans que son porte-parole n'ait cette qualité magique. La façon de faire entendre le message, le message en lui-même, le champ de bataille et les techniques utilisées pour cette bataille influent grandement sur l'acceptation ou le rejet du mouvement social par la masse. Cependant, le terme charisme éclaire un aspect important d'un mouvement social, soit la présence d'un ou de quelques meneurs. Cette ou ces personnes s'impliquent grandement, influencent les autres et la direction du mouvement. Dans la vallée de Siria, j'ai pu noter la présence d'un petit groupe de meneurs dans le comité environnemental de la région qui dictait la direction de la lutte (chapitre 4). Dans leur cas, ce n'est pas tant le charisme qui rehaussait leur importance dans le mouvement, mais plutôt le contrôle de la majeure partie de l'information du dossier de la région. Je ne crois pas que le charisme soit le tout absolu en mesure d'expliquer les succès d'un mouvement social; il ne faut toutefois pas non plus négliger son rôle dans la mise au point de la bataille.

Les mouvements sociaux ne sont pas tous liés à de la résistance active. Cependant, celui que j'ai étudié au Honduras consistait en un mouvement de résistance écologique émergeant au niveau national, mais dont la présence dans la vallée de Siria datait déjà de huit ans (2000-2008). Il est essentiel de définir ce que j'entends par résistance avant de continuer dans cette direction. Ainsi, lorsque je parle de résistance, cela signifie un acte individuel ou collectif contre l'ordre établi, telle une manifestation, une grève ou du sabotage, visible ou invisible, qui vise à rectifier une situation perçue comme injuste. En ce qui concerne la résistance écologique, je sous-entends un phénomène lié à la protection des ressources naturelles d'une région. Résistance sociale, de son côté, signifie une manifestation qui a comme prémisses la défense ou l'acquisition de certains droits ou avantages sociaux. La résistance écologique va généralement de pair avec la résistance sociale, quoique l'inverse ne soit pas nécessairement vrai. Dans le cas de la vallée de Siria, il s'agit d'un mouvement de résistance écologique populaire selon la définition qu'en donne Bron Taylor

: mouvement mis en place par des paysans, des personnes ne faisant pas partie de la classe moyenne ainsi que des environmentalistes populistes, pouvant être de la classe moyenne, qui résident dans des pays développés (dans le cas présent, le lien se fait avec les ONG) (1995 A). Il signale que ces mouvements populaires sont souvent nés dans l'espoir de faire survivre leur mode de vie que des processus industriels, ici l'exploitation minière contemporaine, menacent (1995 B).

Deux théoriciens de la résistance ont influencé ma façon de percevoir ce phénomène. Le premier est Barrington Moore qui illustre la résistance comme construite conséquemment au non-respect du contrat social implicite entre les dominants et les subordonnés. Il y a donc une certaine défiance de l'autorité qui est cependant limitée par des codes moraux et les pressions sociales à l'intérieur du groupe même (1978). Moore permet de situer la résistance dans une dynamique de pression sociale entre acteurs. Il l'analyse comme n'étant pas seulement exercée sur les gens qui résistent, mais qu'eux aussi en exercent sur la population et sur les individus qui participent à la résistance, pour empêcher qu'ils ne mettent en danger la survie du groupe.

De son côté, James C. Scott (1985, 1990) indique que la résistance ne se construit pas instantanément, mais que plusieurs petits discours cachés, souvent impossibles à reconnaître à moins d'être sur le terrain et près des informateurs, se mettent en place et, à un moment opportun, soit à la suite de sanctions minimales ou du fait que les gens n'aient plus rien à perdre, deviennent publics et ainsi, signifient aux dominants l'insatisfaction des subordonnés pour une raison X. Ces expressions publiques permettent de recueillir de nouveaux membres dans le mouvement, par contre, ces gens doivent respecter l'homogénéité dans les actions et la façon de penser que le mouvement tente de créer, sinon ils seront soumis à une pression sociale de la part des membres pour les forcer à se conformer. L'influence de Moore sur Scott se fait sentir dans l'œuvre de ce dernier, surtout sur le thème de la pression sociale. Sanabria indique qu'il faut aussi analyser les techniques de domination des dominants si l'on veut comprendre à fond les moyens de résistance utilisés (2000). Cette

étude des techniques de résistance et de domination met en lumière leur interdépendance et les réponses rendues conséquemment à des changements d'un côté ou de l'autre. Il devient intéressant alors d'analyser comment l'utilisation du discours du développement a influencé la direction du mouvement de résistance.

Il s'agit en fait de stratégies d'inclusion et d'exclusion qu'il ne faut pas concevoir comme purement instrumentales. Le déséquilibre dans la distribution de la force et les changements dans ce qui définit un membre de la communauté ou non illustrent la flexibilité des critères d'adhésion à un groupe (Ballard et Banks 2003). Les définitions de l'appartenance changent selon le contexte et elles sont constamment en mouvement. Cette inclusion / exclusion est liée à la pression sociale inhérente au fait d'avoir un groupe défini, car ceci permet de revendiquer en son nom. Cependant, cette pression sociale demande un certain niveau d'obéissance de la part des membres du groupe au sujet de ses normes et de son idéologie. Des mécanismes de contrôle, comme les potins, visent à s'assurer que les limites ne seront pas outrepassées. Ils détiennent une force qui homogénéise lorsque dirigés vers son propre groupe et deviennent un moyen de stéréotyper lorsqu'ils sont employés contre l'autre groupe (Elias 1997). Les potins ne sont jamais désintéressés: « *It is a partisan effort (by class, faction, family) to advance its claims and interests against those of others* » (Scott 1985: 282). Ils permettent donc d'inclure ou d'exclure des gens selon leurs intérêts et demandes.

Par ailleurs, Scott introduit deux termes principaux dans l'analyse de la résistance : le discours caché (*hidden transcript*) et le discours public (*public transcript*) (1985,1990). Un discours public illustre le discours du subordonné lorsqu'en présence du dominant. De l'autre côté, un discours caché signifie un discours qui a lieu « en coulisse », en dehors de l'observation directe du dominant (Scott 1990). C'est la confrontation entre la possibilité de publier le discours caché et les représailles que Scott nomme *theater of power* (1985). Il serait erroné de croire que l'on parle ici d'un phénomène qui ne se retrouve que chez les groupes dominés. Les détenteurs du pouvoir ne tiennent définitivement

pas le même discours devant leurs pairs que devant la masse qu'ils contrôlent. Ces termes indiquent la nécessité de redéfinir la résistance afin de s'assurer que l'accent ne soit pas seulement mis sur les actions publiques. Cette redéfinition m'a été grandement utile au cours de mon travail sur le terrain, car le manque d'actions visibles m'a forcé à modifier ma propre définition de la résistance et à voir dans le simple geste de demeurer sur place et de vivre tout à côté de la mine, un geste de résistance (chapitre 4). La résistance est donc en constante transformation afin de répondre aux changements dans les relations de force.

Toutefois, il faut éviter de percevoir toute action comme un acte de résistance. Gutmann critique Scott sur cet aspect de sa théorie sur la résistance quotidienne qui, selon lui, limite les études des mouvements de résistance plus directs (1993). Il s'agit d'un danger que je devais éviter pour ne pas créer d'illusions sur la situation de la vallée de Siria. Je crois qu'il devient dangereux de tout interpréter comme de la résistance, sachant à l'avance que l'on se rend dans une région en conflit. Ainsi, il faut être attentif aux actions, mais aussi aux discours des acteurs, afin de reconnaître ce qui représente des critiques ou un rejet de l'hégémonie, de l'idéologie et du discours du développement dans le cas présent. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai mis l'accent sur le discours des individus et non seulement leurs actions, car, selon moi, il est essentiel que l'individu ou le groupe se reconnaisse dans la résistance, en un contexte particulier, pour réellement le présenter comme individu ou groupe protestataire.

Il ne faut pas croire que ces individus cherchent une révolution. Ce n'est pas toute la société qui est remise en cause, mais une de ses parties qu'ils trouvent injuste et qu'ils veulent rétablir. La situation de la vallée de Siria s'apparente à ce qu'Eric Wolf note dans son œuvre *Les guerres paysannes du vingtième siècle* : « [les rébellions paysannes] ne sont que des réactions locales aux dislocations majeures dues au bouleversement de la société elle-même » (1974, 304). La société hondurienne est bouleversée par ses tentatives pour devenir compétitive dans un marché capitaliste mondial, ce qui entraîne des changements locaux auxquels les paysans ne sont pas prêts. Cependant, Wolf

rappelle qu'il est important de tenir compte de ces situations où la paysannerie a occupé le haut du pavé dans des mouvements révolutionnaires (1974). Dans un pays encore à majorité agricole comme le Honduras, il ne faut pas négliger le rôle des paysans dans les structures sociales et on ne peut douter de l'ampleur que ce mouvement pourrait prendre si les conditions ne s'améliorent pas, ou s'il n'y a pas un réalignement de tir du gouvernement et de la compagnie minière, qui permettrait de respecter en plus grande partie le contrat social et ainsi réduire l'expression publique du discours caché.

Bref, en utilisant la définition de Farro, il m'a été possible de présenter les mouvements sociaux comme des mouvements qui se nourrissent des frontières sociales invisibles et cherchent à gagner en capital économique, politique, social et symbolique. Ceci peut être facilité par la présence du *Comite ambientalista del valle de Siria* et de son pouvoir bureaucratique résultant de son contrôle de l'information. L'apport de Moore est primordial puisqu'il indique qu'un mouvement de résistance risque de prendre forme « officieusement », lorsque le contrat social implicite entre dominants et subordonnés n'est pas respecté; donc, entre l'élite de la région en faveur du projet et du discours du développement et les gens affectés négativement par sa présence. Les concepts de discours caché et public de Scott deviennent des éléments essentiels dans mon analyse de la naissance, mais aussi, de l'expansion de la résistance au cours du temps dans la région. Cependant, la résistance exerce aussi une pression interne sur ses acteurs pour les empêcher de commettre des actions irrationnelles mettant en danger la survie du mouvement. C'est à ce stade que l'étude des potins que propose Elias permet l'analyse de la pression sociale et de la possibilité de présenter un discours anti-hégémonique. L'ajustement incessant de la résistance est nécessaire pour lui permettre de demeurer active et légitime et de combattre les dominants efficacement. Il faut de plus réaliser que ces mouvements ne veulent que corriger l'injustice et ne sont pas révolutionnaires, quoique, selon Wolf, une continuation et une augmentation des injustices pourraient les faire chavirer.

### ***ONG : l'aide internationale***

Depuis les années 1980, les nouveaux mouvements sociaux du Tiers Monde sont associés à l'arrivée d'un acteur important : les ONG internationales. Selon Barton, ces nouveaux mouvements cherchent à redéfinir les relations de pouvoir et politisent les gens au niveau local (1997). Les ONG y participent lorsqu'elles aident à attirer l'attention sur certains projets miniers à l'aide de campagnes dénonciatrices. Il y a aussi des ONG qui travaillent avec les compagnies minières afin de réduire les tensions entre l'exploitation minière et les protestataires. Ainsi, cet acteur joue un rôle de premier plan, autant dans la résistance que dans l'acceptation des projets miniers mondiaux, et il est primordial de comprendre son rôle dans le mouvement de résistance de la vallée de Siria.

Taylor indique que la création rapide, au cours des dernières années, d'ONG écologiques a augmenté l'empreinte d'instances externes dans les régions où se trouvent les conflits sociaux liés au déclin de l'environnement (1995A). La présence d'ONG dans la vallée de Siria n'a donc rien de surprenant, puisqu'elles sont de plus en plus impliquées dans les enjeux environnementaux mondiaux. Il faut cependant jouer de prudence lorsqu'on utilise des données provenant de groupes de militants, car il existe des disparités entre ce que rapporte l'ONG et ce que rapportent des spécialistes ne faisant pas partie de cette organisation (Taylor 1995B). Taylor touche deux points importants ici, qui méritent d'être clarifiés. En premier lieu, l'augmentation de la présence d'ONG dans des régions conflictuelles révèle un certain désir de prendre en charge le ou les problèmes causés par les multinationales occidentales, les lois trop faibles et le manque de régulation dans le pays d'origine des compagnies et de les traiter selon les méthodes occidentales (science, argent, lobby et campagnes dénonciatrices). Une dissension peut alors s'opérer entre la population locale, qui souhaite travailler avec des techniques différentes (pression de groupe, manifestation), et le mouvement de résistance, qui s'internationalise et se professionnalise dans des demandes en justice, comme c'est le cas dans la vallée de Siria. En deuxième

lieu, les ONG qui prennent position contre une situation problématique (exploitation minière) vont produire leur propre documentation qui dénonce le « mal » de l'industrie minière. Ceci vise à contrer le discours bénéfique diffusé par la compagnie. Il s'agit d'attaques discursives servant à faire diminuer le capital symbolique de l'autre acteur et à augmenter le sien. Ainsi, le discours du développement est décortiqué et critiqué sévèrement par les ONG. L'important ici est de découvrir les raisons derrière le biais des acteurs et de s'attaquer à la documentation de chacun, afin de tirer des conclusions précises sur le mouvement de résistance et sur ses motifs.

Les ONG sont aussi devenues des actrices de la globalisation, car elles développent une normalisation des valeurs occidentales (solidarité, respect de l'environnement) dans toutes les régions du monde. Hours souligne cet aspect important de la fonction souvent oubliée des ONG :

[...] elles jouent aussi un rôle pédagogique central dans la diffusion des normes et valeurs occidentales dans les autres sociétés. [...] Elles vantent encore, pour certaines, la dignité locale, mais pour la plupart elles agissent au nom d'une société civile mondiale virtuelle, dont elles tirent leur mandat tout aussi virtuel (2003 : 13).

Ainsi, autant les ONG sont des outils de contestation de la globalisation, autant elles en sont des actrices centrales, dans la mesure où elles représentent les valeurs et les normes de leur lieu d'origine. En se liant avec une ONG, le groupe protestataire risque d'être en contact encore plus étroit avec la mondialisation et le système occidental contre lequel, à l'origine, il se bat. Cependant, Hours semble oublier que la pédagogie se fait dans les deux sens. Les ONG, lorsqu'elles désirent réellement prêter assistance, apprennent à s'ajuster aux valeurs de la région qu'elle aident. Dans le cas de la vallée de Siria, le comité travaille en conjonction avec RightsAction et Développement et Paix principalement. Ces deux organisations lui laissent la responsabilité des actions au Honduras, pendant qu'elles s'occupent de faire connaître la situation du Honduras au Canada et aux États-Unis. Ainsi, l'ingérence et le rôle pédagogique sont limités et se font autant dans les deux sens lors des contacts entre les acteurs. Il est erroné de présenter la conjonction comme Hours le fait et de croire que le transfert est unique, l'influence est mutuelle.

Les liens entre les ONG et le mouvement de résistance représenté par le comité sont essentiels pour les deux parties. L'importance du capital symbolique et économique joue un rôle central, puisqu'une ONG internationale détient beaucoup plus de ces capitaux qu'un groupe régional, même si ce groupe est plus près du mouvement et de la population. Certains acteurs sociaux, dans de petites communautés, préfèrent par conséquent que des organismes majeurs leur soient associés, car ils croient que leur impact sera supérieur ou qu'ils pourront rivaliser avec le capital symbolique et politique de la compagnie minière et le gouvernement. Les ONG retirent aussi un certain avantage de ce genre d'entreprise, puisque de s'afficher avec des « pauvres » paysans sans défense les aide dans leur mobilisation de fonds (leur capital économique), étant donné qu'elles sont grandement dépendantes des contributions volontaires, comme le démontrent Conklin et Graham (1995). Les ONG ne se trouvent pas sur le terrain que par bonne volonté, il serait naïf de le croire; en fait, elles ont des préoccupations économiques qu'elles doivent entretenir pour leur survie. Cet aspect économique est généralement absent de leur discours. Étant donné que celles qui sont actives dans la résistance écologique préconisent une idéologie environnementaliste, elles évitent de mentionner leurs besoins financiers. Le système hégémonique capitaliste n'est pas remis en question et l'accumulation d'argent est perçue comme gage d'efficacité sur le terrain. Pour cette raison, l'idéologie environnementaliste des ONG doit être vue comme un dérivé du système hégémonique, car l'abondance économique n'est pas proscrite, mais est présentée comme une façon d'exercer une plus grande influence dans les relations de force avec les compagnies néolibérales.

Les gens de la vallée de Siria profitent aussi de la présence des ONG. Ces dernières permettent l'expression de leur mécontentement dans des médias, souvent par écrit sur des sites web, mais aussi dans certains journaux renommés. Le fait d'être exposé dans ces médias influence le capital symbolique du mouvement. De plus, bien que l'aspect économique soit généralement absent du discours des ONG, il faut souligner que l'aide

monétaire recueillie est aussi dirigée vers les groupes locaux de résistance. Cette aide économique est essentielle à la survie des mouvements régionaux. Elle permet d'ailleurs au *Comite ambientalista del valle de Siria* de maintenir ses réunions, en payant l'essence des membres qui vivent à l'extérieur et qui, sinon, n'auraient pas les moyens financiers de se mouvoir. Le comité peut de plus se déplacer localement, nationalement et même internationalement grâce à cet appui financier, donc, de faire connaître sa cause sur une plus grande échelle. Il est important ici de différencier les ONG de financement, qui sont actives dans ces régions surtout par leur soutien économique et technique, mais qui ne sont pas présentes sur le terrain sauf lors de visites occasionnelles, et les ONG participantes, qui ont des bénévoles sur place et qui aident la population par des actions protestataires. Les ONG dans la vallée de Siria sont du premier groupe, puisqu'elles ne se retrouvent aucunement dans la région à ce temps-ci de la résistance. Cette dynamique offre une plus grande liberté de choix et d'actions pour le *Comite ambientalista del valle de Siria*, tout en lui permettant de profiter du capital symbolique et de l'appui matériel des ONG.

Bien que ce soit des ONG de financement que l'on rencontre dans cette région du Honduras, elles apportent aussi un soutien non économique sous deux formes. Premièrement, les ONG favorisent l'ouverture à un plus grand réseau de médias. Les ONG sont les groupes dénonçant le plus les impacts environnementaux de l'industrie minière en Amérique latine. Les données factuelles sur des cas spécifiques se retrouvent très rarement dans des ethnographies, mais plutôt sur des sites web, où l'information se transmet rapidement afin de susciter des actions immédiates. Les ONG tentent de donner une voix à ces populations marginalisées par des articles sur leurs sites web, des débats dans leurs pays d'origine et des protestations publiques. Ainsi, l'autonomisation des exclus est favorisée, ce qui facilite l'émergence d'une voix puissante exprimant l'insatisfaction et les besoins de changement dans des rapports de force inégaux (Rao et Walton 2004). Ballard et Banks révèlent bien cet aspect des ONG comme source d'accès à des médias de plus grande diffusion :

The involvement of national and international NGOs, legal agencies, and individual lawyers, and a globalizing media served by novel means of communication such as the internet, has produced a multi-sited and multi-vocal arena for interaction of exceptional proportions (2003 : 289).

La résistance ne se produit plus uniquement selon le schème d'un acteur local contre un autre, mais plutôt dans un univers d'interactions entre groupes internationaux aux expériences et aux passés différents. Ces « rencontres » facilitées par les ONG permettent à la résistance locale de s'étendre à un niveau qui n'aurait pas été concevable sans elles.

L'accès aux médias informatiques a grandement aidé la cause de la résistance dans la vallée de Siria, car il offre l'ouverture du débat à une dimension qui dépasse le local, mais aussi, il permet au comité d'établir un contact direct avec les personnes qui souhaitent l'appuyer d'une quelconque façon. L'accessibilité signifie être disponible pour recevoir le soutien des gens et les aider pour l'obtention de cet appui que ce soit en Amérique latine, en Amérique du Nord ou à un autre endroit dans le monde. Les médias informatiques ne sont pas les seuls à épauler la cause de la résistance du *Comite ambientalista del valle de Siria*. Les ONG favorisent le déplacement de membres du comité lorsqu'elles organisent des tournées de dénonciation aux États-Unis et au Canada. Ces tournées offrent la chance aux protestataires occidentaux de rencontrer un individu contestataire du Honduras et, lui, de son côté, de faire connaissance avec des gens qui supportent la bataille. L'accès aux médias s'intensifie lors de ces visites au « Nord », car des entrevues à la radio et des articles de journaux sont systématiquement écrits sur le sujet, à la suite de la présentation de la problématique, ignorée de la majorité de la population canadienne et américaine.

Le deuxième appui non économique est directement lié au premier. Il s'agit de la création de liens avec d'autres groupes protestataires. Les ONG s'occupent généralement de plus d'un dossier à la fois et peuvent créer des relations entre regroupements vivant des situations similaires, afin de mettre sur pied un front commun beaucoup plus solide. L'idée est de fortifier le capital

social, politique et symbolique de la lutte contre l'exploitation minière. Szablowski indique d'ailleurs que :

this networking – facilitated by many of the same advances that enabled the transnationalization of business activity – has shown itself to be highly effective in projecting local events to various national media, seeking out tactical pressure points (home country governments and courts, the multilateral development banks, export credit agencies), and inflicting damage to reputations (2006: 40).

Cette citation illustre l'importance du rôle des nouveaux médias dans l'accroissement de la puissance des ONG dans les dénonciations environnementales. Comprendre l'apport de ces technologies dans la résistance d'aujourd'hui, c'est saisir la force du discours virtuel dans le façonnement de l'opinion publique internationale. La vitalité du mouvement de résistance devient alors plus importante avec ces réseaux entre groupes, puisque chacun peut apprendre des gains et des pertes des autres et ainsi, ajuster le tir en fonction de ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Des réseaux de communication s'établissent entre les groupes impliqués selon des objectifs communs. Grâce à des organisations comme CARITAS Honduras et Développement et Paix, moins radicales dans leurs demandes que le comité de la vallée de Siria et RightsAction, une convergence générale est atteinte entre les membres initiateurs de résistance (Farro 2000). Il ne s'agit donc pas de se diviser entre groupes souhaitant des changements dans l'industrie minière au Honduras et au Canada, mais plutôt de s'allier selon les points similaires. Le co-directeur de RightsAction souligne d'ailleurs l'importance du respect entre groupes, malgré la différence des opinions sur les façons de régler le problème (Entrevue été 2008). Il ne faut alors pas croire que toutes les organisations qui participent à un mouvement partagent la même vision des solutions et de ce qui devrait être fait. Par contre, les ONG entre elles, et les groupes régionaux, avec les ONG et entre eux, doivent atteindre une convergence sur des thèmes centraux afin de ne pas affecter leur capital symbolique, social et politique, ce qui pourrait entraîner une diminution de leur force dans la lutte discursive et physique.

Il faut retenir que les ONG sont donc des acteurs sociaux de premières importance dans les nouveaux mouvements sociaux, et ce, pour plusieurs raisons. Premièrement, comme le souligne Taylor, par leur présence accrue au cours des dernières années et leur publication d'information qui vise à combattre le discours du développement des multinationales. Deuxièmement, grâce à leur approche pédagogique qui, contrairement à ce que présente Hours, est bidirectionnelle. Troisièmement, par leur apport économique et médiatique aux groupes protestataires. Bien sûr, comme l'illustrent Conklin et Grahame, elles profitent économiquement de leurs liens avec ces groupes. Finalement, il faut se rappeler que les ONG de financement que l'on retrouve dans la vallée de Siria, favorisent deux dimensions non économiques des mouvements sociaux régionaux dont : 1) l'ouverture à un plus grand réseau de médias; 2) les liens avec des groupes protestataires externes qui contribuent à l'internationalisation de la lutte par le biais des nouveaux médias que contrôlent les ONG.

### *Conclusion*

L'étude de la résistance écologique requiert l'encadrement fourni par la théorie, car, sans cet aspect, ce que l'on perçoit est difficilement explicable. J'ai décidé d'explorer cinq dimensions qui, selon mon expérience, étaient essentielles à une exposition précise de la résistance des habitants de la vallée de Siria. Tout d'abord, j'utilise la notion de développement sous sa forme de discours et de pouvoir. Une lutte s'opère concernant la présentation même de la région entre les gens en faveur d'un développement capitaliste et ceux qui sont contre. Ces derniers, en plus, doivent lutter contre la « malléabilité » du concept qui lui permet de s'ajuster aux critiques. Le discours du développement et son élaboration affectent la structure sociale d'un territoire comme la vallée de Siria où ont lieu des confrontations entre individus qui s'approprient le discours, car certains perçoivent le capitalisme comme un sauveur, alors que d'autres le rejettent en raison de ses effets néfastes sur l'environnement et la population. Ces conflits bouleversent les dynamiques locales. L'utilisation de la « voix » ou de la « parole » doit, par contre, être comprise selon le contexte social, qui la

permet ou qui la réduit au silence. Dans une conjoncture de bataille discursive, la résistance prend racine du manque d'intégration de tous les acteurs dans les discussions qui concernent la région.

L'incorporation du discours du développement dans certains lieux de la vallée de Siria est associée à la dynamique des travailleurs miniers. L'acceptation provient de la création d'un sentiment d'appartenance qui se fabrique par l'entremise de l'idée d'une identité de classe par le travail. L'exploitation minière à ciel ouvert comme un tout physique représente le nouveau *tio* pour les habitants de la vallée de Siria. Par ailleurs, mon approche se dissocie de Godoy (1985), qui met l'accent uniquement sur l'économie (*mineral economics*), pour favoriser l'assimilation de plusieurs dimensions, autant sociales que politiques et économiques. Je désire aussi pousser plus loin la description des acteurs centraux dans un contexte de résistance contre une exploitation minière que ce que font Ballard et Banks (2003). Partant de leurs cinq acteurs d'origine, il est impératif de diviser les communautés locales en trois groupes : les autorités municipales, les leaders locaux et les habitants qui ne sont pas impliqués directement dans la lutte. De plus, l'analyse historique des « booms » miniers, de l'exploitation minière actuelle par des compagnies canadiennes en Amérique latine et du système politique et économique canadien qui sert à la propagation des entreprises, illustre les changements dans les tactiques d'intégration du discours sur le développement, qui prône l'exploitation des ressources naturelles comme moteur économique.

Les impacts régionaux de la mise en place d'un projet minier se font sentir en plus dans la structure sociale, dont celle des classes. Les batailles de classes sont aussi des batailles idéologiques, où la friction entre des systèmes hégémoniques semble irréconciliable. Dans la vallée de Siria, une nouvelle frontière ouvriers / paysans s'est développée avec l'exploitation de la mine San Martin, ce qui augmente l'ampleur des divisions sociales. Des luttes contre l'hégémonie et l'idéologie présentées par le discours sur le développement sont à la source de ces divisions. Toutefois, l'hégémonie du système capitaliste est rarement remise en cause bien que certains le fassent. Ces luttes de classes sont

par contre marquées par la non-permanence de la classe ouvrière, qui disparaît avec les nombreuses mises à pied, ce qui entraîne une structure sociale ouverte sur le territoire. Il serait erroné de présenter la région selon la dualité ouvriers / paysans. La classe moyenne « presque » émergente compose aussi la mosaïque sociale locale et influence l'assimilation ou le rejet du discours sur le développement et sa pratique.

C'est le mouvement social de résistance écologique, selon la définition de Farro (2000), influencé par les frontières (classe, âge, genre, religion, allégeance politique, etc.) et la recherche de capital qui devient l'enjeu de la bataille qui se livre dans la vallée de Siria, au Honduras. La mise sur pied d'un groupe d'opposition favorise le gain de capital social, économique et politique. Les porte-parole ont recours à leur pouvoir bureaucratique et à leurs qualités de meneurs, afin d'augmenter la force, le soutien populaire (local et international) et le capital du mouvement. L'adaptation liée aux dynamiques sociales et culturelles particulières de la région, utilisée par les protestataires locaux pour combattre ce symbole du développement international et son discours, a donné naissance à de la résistance écologique populaire. Les individus doivent alors apprendre à s'adapter aux techniques des dominants à travers leurs discours caché et public, car des mesures sont en place, dont les potins, de manière à s'assurer que la population ne déroge pas du discours majoritaire, autant ceux en faveur (San Ignacio) que ceux contre l'exploitation minière (El Porvenir). Il faut toutefois veiller à ne pas amplifier le mouvement de résistance en présentant toute action comme une lutte contre la mine. Je crois que l'émphase sur le discours et les actions qui lui sont associées permet d'éviter une surreprésentation du phénomène protestataire. Wolf indique par contre qu'il serait mal venu de sous-estimer la force et les conséquences d'un mouvement de résistance populaire.

Les ONG internationales sont des acteurs récents dans l'histoire de la résistance paysanne. Elles ont augmenté leur présence dans les conflits environnementaux tout en devenant des sources d'information pour la mise en place d'un discours combattant celui du développement sauvage. Elles sont, de

plus, des agents de la globalisation, car elles propagent des valeurs occidentales (solidarité, respect de l'environnement). Par contre, contrairement à ce que décrit Hours, il faut garder à l'esprit que le rôle pédagogique se joue dans les deux sens, non seulement des ONG vers les mouvements locaux. Les ONG tirent profit, au niveau de son capital économique, de cette relation avec la population de la vallée de Siria et, spécialement, d'El Porvenir. La lutte régionale aussi profite de ce lien, car elle gagne en capital politique, économique et symbolique, ce qui lui permet de livrer son rejet du discours sur le développement à un plus large public. L'arrivée des ONG octroie donc une meilleure médiatisation et visualisation de la problématique. La résistance se transforme du mouvement entre deux acteurs à un mouvement entre groupes d'acteurs. Les regroupements de protestataires, malgré des visions différentes, s'assurent de converger vers un point commun, soit les problèmes engendrés par l'exploitation minière vorace et le discours sur le développement qui l'accompagne.

## **PROCESSUS HISTORIQUE D'INSTALLATION MINIÈRE ET GENÈSE DE LA RÉSISTANCE**

*Mining is an environmentally violent and destructive activity. The contamination of soil, air, and water, the exhaustion of finite resources, and the disfigurement of natural landscapes are all part of the ecological toll » (Clark 2006 : 97).*

La réalité historique en dit souvent plus qu'elle ne le laisse entrevoir à première vue. Il est impératif lors de l'étude d'un phénomène social de retracer ses origines afin d'évaluer sa nature. L'anthropologie et l'histoire ne peuvent être dissociées et ce premier chapitre se base sur l'idée de faire une courte historiographie de l'exploitation minière au Honduras, de l'arrivée de la compagnie minière canadienne sur le territoire de la vallée de Siria, et finalement, la création du *Comite ambientalista del valle de Siria*, acteur important dans la résistance écologique de la région.

### ***Réalités minières au Honduras à travers le temps***

L'importance de l'industrie minière dans la conquête des Amériques est bien connue et a été abondamment étudiée par les intellectuels internationaux. La quête de la richesse, du profit et de la puissance au niveau économique ne date pas de notre système capitaliste, mais de temps anciens, où l'Homme a décidé de se différencier de ses voisins, en accumulant des objets et en leur donnant une valeur artificielle. Les métaux, les minéraux qui, à la base, n'ont rien de particulier et ne sont que des objets de la terre, se sont vu attribuer des valeurs différentielles selon leur rareté, leurs avantages, mais aussi, selon le système symbolique des individus qui décidèrent d'en élever certains au rang de « dieux métalliques ». Au cours de l'époque coloniale de l'Amérique latine, l'or et l'argent détenaient le sommet dans la hiérarchie des métaux précieux. Aujourd'hui encore, la quête de l'or, qui s'est intensifiée au cours des dernière

années, illustre la durabilité de son statut prioritaire dans le système symbolique et économique de la population mondiale.

La soif d'or, d'argent et d'autres métaux précieux constituait la force unissant les *conquistadores*. Ainsi, le désir de s'enrichir et de le faire rapidement a donné naissance à des expéditions d'exploration dans les régions inconnues de l'Amérique centrale. Le Honduras devenait donc une destination à conquérir afin d'y exploiter ses richesses. Toutefois, il n'a jamais été un pays détenant une importance centrale pour l'Espagne en ce qui concerne l'exploitation minière. Le Mexique et le Pérou dominaient comme pays extracteurs de ces richesses naturelles. Cependant, le Honduras occupait un rôle significatif parmi les producteurs de deuxième ordre. Il était d'ailleurs le producteur d'argent le plus important d'Amérique centrale. Comme le souligne André-Marcel d'Ans, c'est l'extraction des métaux précieux durant la période coloniale qui décidait de l'emplacement des villes, puisque les gens s'aggloméraient près des exploitations minières, donc près des ressources économiques et sociales de la région. Tegucigalpa, la capitale actuelle du pays, est fondée en 1578 à la suite de la découverte de plusieurs mines d'argent dans les environs (1997). L'argent est d'ailleurs un des métaux les plus exploités au Honduras au cours de cette période, l'or étant relégué au deuxième rang. Au début de l'époque coloniale, l'extraction de l'or était caractérisée par sa présence en surface, alors que les mineurs le recueillaient dans leurs tamis près et dans les cours d'eau (Burkholder et Johnson 1994). Cette méthode se révélait peu destructrice comparativement à la création de mines souterraines qui apparaîtront lorsque l'or qui se trouve en surface diminue.

L'extraction de métaux précieux (or et argent) et l'élevage sont les deux seules activités à l'époque coloniale liées à l'économie de marché, bien que la première ait une importance mondiale et la seconde, plus régionale, soit au niveau de l'Amérique centrale (d'Ans 1997). L'extraction minière, du début, où on lavait l'or alluvionnaire, s'effectuait sur la côte Atlantique, mais vers 1560, l'épuisement de réserves et de main-d'œuvre força la recherche dans le centre du pays. Ainsi, dans les régions du centre, dont Comayagua et

Tegucigalpa, d'importantes sources d'or et d'argent sont découvertes. Ceci apportera un changement majeur dans la structure du Honduras, qui voit son noyau d'activité passer de la côte au centre. D'ailleurs, la capitale sera transférée de San Pedro Sula à Comayagua durant cette période. L'exploitation minière dicte donc la vie politique et sociale du Honduras lors de sa mise sur pied. Il constitue de plus le moteur économique de cette région de la *capitanía general* du Guatemala<sup>2</sup>, puisqu'elle requiert de grandes quantités de nourriture pour les employés et des moyens pour transporter les minéraux retirés du sol, afin de les exporter en Europe (Fonseca 1998). Par contre, le développement de l'agriculture sera retardé, compte tenu de l'accent mis sur l'industrie minière et l'élevage.

La main-d'œuvre était tirée surtout des autochtones de la région lors de la période d'exploitation des ressources minérales de la côte Atlantique. Cependant, le déclin rapide de cette population a fait en sorte que des esclaves noirs sont venus les remplacer. Le travail était difficile et intense. L'industrie minière de cette époque était associée à des abus envers les êtres humains perçus comme racialement inférieurs. Bartolomé de Las Casas donne des descriptions poignantes des sévices subis par les autochtones et les esclaves exploitant les ressources du sol dans son récit *Brevísima relación de la destrucción de las Indias* (voir *A Short Account of the Destruction of the Indies*, 1992). La torture physique et psychologique des travailleurs constituait la norme et les *conquistadores* les poussaient jusqu'à la mort afin de retirer le plus d'argent et d'or possible des terres des colonies. Le Honduras était juste un endroit de plus où l'exploitation se déroulait dans la violence et était sans merci pour les travailleurs forcés. Ainsi, dès le départ, le Honduras voyait ses ressources prises et utilisées par des acteurs étrangers, et sa population mise à mort par les techniques d'exploitation inhumaines, la violence et les maladies contagieuses.

---

<sup>2</sup> Le Honduras ne deviendra autonome que le 15 septembre 1821, au même moment que les autres pays d'Amérique centrale.

La période coloniale est d'ailleurs décrite comme une époque noire dans l'histoire du Honduras. Comme la plupart des peuples d'Amérique latine, les Honduriens considèrent avoir été volés de leurs richesses par la métropole; pour plusieurs, l'entreprise située dans leur région fait aujourd'hui de même. Le développement du pays ne passe pas par l'industrie minière selon un professeur de l'école secondaire du village d'El Pedernal : *«ya conocíamos la explotaciones mineras porque los españoles conquistaron nuestras tierras buscando oro y que si la explotación minera hubiera sido el punto de desarrollo Honduras no sería subdesarrollado, sería una potencia económica»* (entrevue, El Pedernal, été 2008). L'idée que le Honduras représenterait une force économique si l'exploitation minière se révélait une source de développement, ignore par contre la nécessité d'une économie de passer outre la vente de ses ressources naturelles afin de devenir compétitive sur le marché international. Le Honduras ne pourrait constituer une force économique s'il ne s'en tenait qu'à l'industrie minière. Il se doit d'avoir une économie diversifiée pour contrer les hauts et les bas du marché capitaliste mondial dictant le prix des ressources. L'époque coloniale est aussi présentée comme une des raisons pouvant expliquer la situation précaire du Honduras dans le système économique mondial, par le directeur de l'école secondaire de San Ignacio :

Por la misma pobreza, por la misma situación de ignorancia en que hemos estado con el sometimiento primero. España y luego lo misma presión de las transnacionales de Estados Unidos, vivimos segados y que por esa razón nunca hemos podido desarrollarnos, igual primero los tuvieron 300 años sometido los españoles y luego nos tomaron los Norte Americanos sometiéndonos a saquear nuestro recurso y ha sido toda la historia nuestra y por eso tenemos, estamos en ese tipo de condiciones porque son muy raro los casos en que se han desarrollado y para muestra Inglaterra vino a enseñarles a producir a Estados Unidos de América y los españoles no nos enseñaron a producir nos enseñaron a explotar y a saquear los recursos naturales, por eso estamos en las condiciones que vivimos mas de la préstamo al nivel internacional (Entrevue été 2008).

Ce genre de discours occulte par contre la réalité historique des deux pays. Les États-Unis se sont développés après l'indépendance et c'est l'éthique protestante qui dominait à cette époque, contrairement au catholicisme en Amérique centrale. Il s'agit d'une analogie simpliste mettant de côté les

spécificités sociales, culturelles, économiques et politiques de ces deux régions. Cependant, les Honduriens s'en servent comme modèle pour souligner les inégalités entre deux nations relativement jeunes dans les Amériques. Ceci explique aussi la position de modèle à suivre qu'occupent toujours les États-Unis aux yeux de ce pays d'Amérique centrale, ainsi que la tendance à accuser les acteurs externes pour les problèmes internes du pays. Il ne faut pas oublier que les dirigeants du Honduras sont aussi à blâmer pour les difficultés du pays, autant aujourd'hui qu'antérieurement.

L'exploitation de cette période est également associée à la situation actuelle par un professeur d'El Porvenir qui rappelle que la pauvreté de son peuple, autant au niveau économique qu'intellectuel, a fait en sorte que depuis plus de 500 ans, il se fait « voler » ses ressources par des acteurs externes (Entrevue été 2008). Les individus perçoivent alors l'industrie minière en termes d'exploitation, car en se référant à l'histoire de leur pays, ils n'ont pas d'autres souvenirs collectifs que celui du vol de richesses, de conditions de travail inhumaines et du vide social et économique créé par l'extraction des minéraux par des forces externes au pays. Ce parallèle historique ne souligne jamais par contre la période du XIXe siècle, caractérisée par l'arrivée au Honduras des compagnies étrangères, spécialement des États-Unis, pour s'approprier les ressources minières du pays. Et pour cause : c'est l'époque où l'on voit des gouvernements indépendants vendre joyeusement des ressources minières et agricoles du pays aux étrangers. Une dualité temporelle entre l'époque coloniale et actuelle constitue tout ce qui est associé par certains à l'exploitation minière. Cette sélectivité caractérise le discours idéologique, où la présence de l'État dans l'exploitation minière et son contrôle sur l'industrie sont désirés.

Ainsi, durant la période mercantile, l'industrie minière joue un rôle important socialement et économiquement. Cependant, avec le temps, la productivité baisse et la région entre dans un ralentissement économique, où l'exploitation minière tombe presque à zéro. L'indépendance du 15 septembre 1821 ne remédie pas à la situation et l'industrie minière demeure précaire au

Honduras, en raison entre autres de l'instabilité politique chronique de la région. Ce n'est qu'avec le président Marco Aurelio Soto (1876-83) qu'elle reprend vie. Les nouveaux acteurs proviennent par contre de l'extérieur du pays et sont des compagnies originaires en grande partie de Grande-Bretagne et des États-Unis. Le président veut stimuler l'économie de la république en instaurant des mesures avantageuses pour ces entreprises. Comme le souligne l'historien André-Marcel d'Ans :

Dans le domaine minier, ces mesures « stimulatrices » prennent la forme d'abolition de toute imposition sur l'exportation de l'or, de l'argent, du cuivre ou de tout autre métal. D'autre part, les compagnies extractrices peuvent introduire librement dans le pays, sans payer aucune taxe, les machines et l'équipement nécessaires à l'exploitation minière. En outre, il leur sera permis de faire librement usage de toutes les ressources en bois et en eau dont elles pourront avoir besoin, en les prélevant sur le domaine public, national ou communal (1997: 143).

J'ai transcrit tout ce passage, car il me semble primordial pour comprendre qu'au Honduras, des mesures contrôlant l'industrie minière n'ont jamais été mises en place et que ce qui est dit des sociétés minières et de leurs droits au 19<sup>e</sup> siècle est similaire à ce qui en est dit aujourd'hui. L'inexistence historique de normes concrètes pour encadrer l'exploitation des métaux au pays permet de comprendre en partie cette attitude de laissez-faire toujours présente dans la mentalité politique hondurienne actuelle. Depuis des siècles, ce pays est perçu comme un endroit où l'on peut exploiter les minéraux de la manière que l'on désire, et le Honduras profite dans une certaine proportion de cette image, puisque ceci attire les compagnies étrangères à la recherche de gains rapides, grâce à des normes flexibles et une main-d'œuvre bon marché.

L'industrie minière faisait bonne figure à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, compte tenu qu'entre 40 et 50 % des revenus du pays en provenaient et qu'en plus, elle employait beaucoup de personnes, car la technologie d'exploitation était plus simple à cette époque (Fonseca 1998). Entre 1882 et 1915, 276 concessions furent octroyées à plus d'une centaine de compagnies, plusieurs ont eu une vie éphémère à cause, entre autres, des changements dans le prix des métaux précieux, aux spéculations financières, aux risques associés à l'ouverture de nouvelles mines et à l'application de technologies modernes (Fonseca 1998).

Le président Soto profitera d'ailleurs de cette conjoncture pour créer lui-même une compagnie minière travaillant au Honduras. En effet, son ministre de guerre et lui détenaient la moitié des actions de la New York and Honduras Rosario Mining Company. Le président voyait l'industrie minière comme l'issue pour développer le pays, et ainsi, il fit l'acquisition de la mine San Juancito près de Tegucigalpa, une concession de 136 km<sup>2</sup>, que sa compagnie exploitera pendant 74 ans (d'Ans 1997). Cependant, le pays avec les normes « libérales » ne tirera jamais grandement profit de l'exploitation minière, et ce ne sont que les actionnaires qui s'enrichiront. D'ailleurs, comme le note l'historienne Elizabeth Fonseca, « *de esas exportaciones el país obtuvo magros beneficios, pues no fue sino a partir de 1940 cuando « la Rosario » comenzó a pagar un impuesto de 7 % de sus ganancias netas* » (1998: 180). Les seules retombées importantes semblent avoir été la masse salariale et la construction d'infrastructures. Comme aujourd'hui, le travail sur les sites miniers était divisé, puisque la majorité des Honduriens était assignée au travail non spécialisé, les étrangers des États-Unis ou de l'Europe faisaient le travail spécialisé et formaient les cadres, et leur salaire était, on le devine, beaucoup plus élevé que celui des travailleurs locaux. L'industrie minière, à cette époque, permit le développement des routes et du secteur des transports. De plus, des activités connexes se virent aussi favorisées par la reprise de l'exploitation minière, dont l'élevage, l'industrie forestière, la fabrication de chandelles et le commerce local d'importation de marchandises (Fonseca 1998).

D'autre part, les investissements des États-Unis et de la Grande-Bretagne augmentèrent par 36 en trente-trois ans au Honduras, soit entre 1897 et 1930. Ces nouveaux capitaux étaient placés dans les activités d'exportation, dont les mines et les plantations bananières et aussi, dans les services publics comme les chemins de fer. Ils passèrent de 2 millions de dollars investis par ces deux pays en 1887, à 9,5 millions en 1914, jusqu'à 72 millions de dollars en 1930 (del Pozo 2004). Bien sûr, ceci est surtout dû à l'augmentation des grandes plantations sur la côte Nord du Honduras, mais l'industrie minière était

aussi une source à considérer, puisqu'elle jouait toujours un rôle important dans l'économie nationale au niveau des exportations. Entre 1890 et 1910, la vente d'or et d'argent occupait la première place dans les exportations du Honduras et jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la deuxième position, derrière les bananes (Fonseca 1998).

Les grandes plantations bananières détrônèrent l'industrie minière dans l'économie nationale et l'exportation de bananes devint l'activité primordiale des côtes du Honduras. Un dualisme persistait au Honduras : les activités économiques primordiales étant la culture des bananes au nord et l'exploitation des mines au centre du pays. Deux dynamiques s'installèrent dans la république, mais un thème central les unissait, soit l'exploitation de ressources naturelles pour et par des acteurs étrangers, et non pour le bien et le développement du pays. Depuis la colonie, le Honduras maintenait son rôle de pourvoyeur de pays riches et, ainsi, son statut de dominé dans le système mondial. Les élites locales se tiraient bien d'affaire durant cette période par contre, en s'associant au capital étranger, tandis que le peuple hondurien continuait à vivre dans une pauvreté générale. Les salaires et les conditions de travail, autant dans les grandes plantations que les mines, étaient marginaux n'aidant en rien à l'amélioration des conditions de vie de la population. L'importance du secteur minier a diminué rapidement après la Seconde Guerre mondiale devant l'augmentation des monocultures. Cette industrie, sous laquelle le Honduras est né, est devenue presque inexistante, et son rôle dans l'économie nationale, minime. De plus, le gouvernement du Honduras a donné des parties de territoires énormes aux compagnies fruitières des États-Unis, surtout près de la côte des Caraïbes, afin d'accroître leur production. L'effet de cette industrie sur l'économie nationale se révélait limité, car les avantages fiscaux constituaient une des raisons pour lesquelles le Honduras leur était attrayant. Ainsi, que ce soit l'industrie minière ou fruitière, le gouvernement de la république ne mit jamais en place des normes pour les encadrer et augmenter les bénéfices que le pays aurait pu retirer de ces sociétés sur son territoire. Par contre, vers le milieu des années 1940, le secteur bananier a diminué en

importance à cause des diverses maladies affectant les plantations et la hausse de la production dans de nouveaux pays.

Des années d'après-guerre jusqu'aux années 1990, l'industrie minière n'était plus un acteur central dans l'économie du Honduras. D'ailleurs, durant cette période, entre 80 et 90 % des ventes à l'extérieur, donc des exportations, étaient constituées des bananes et du café (Fonseca 1998). La culture du café devint une autre activité prisée au Honduras, à la suite de la hausse de son prix au niveau international, réduisant encore plus le rôle de l'industrie minière. Le Honduras était une république dominée par l'économie de marché, une économie qui ne contribue en rien au développement socio-économique d'un état, mais à l'enrichissement d'une minorité aux dépens de la masse.

Par contre, vers le milieu des années 1990, une augmentation du prix de l'or fit en sorte que le secteur minier reprit vie lentement au pays. La recrudescence de cette activité à partir des années 1990 est associée au troisième boom minier de l'Amérique latine depuis la découverte de son existence par les Européens<sup>3</sup>. Au Honduras, le nombre de concessions minières allouées s'est mis à proliférer. L'idéologie selon laquelle le développement du pays doit se faire par l'exploitation de ses ressources naturelles par des compagnies étrangères est ce qui sous-tend cette augmentation. Il s'agit de la même prémisse qu'au moment du deuxième boom, alors que les résultats sur le développement du pays se sont révélés plus que minimes.

Une des raisons principales ayant suscité le retour de l'intérêt pour l'industrie minière est que le Honduras, un des pays les plus pauvres des Amériques, s'est retrouvé plongé dans une crise économique et politique à la fin des années 1980, début 1990. Le FMI et la Banque Mondiale ont tenté

---

<sup>3</sup> Le premier boom débute peu de temps après la conquête espagnole alors que les conquistadors utilisent les autochtones comme esclaves dans les mines. La deuxième explosion minière se situe vers la fin du XIXe siècle et elle est centrée sur des produits métallurgiques aidant la révolution industrielle en Europe et aux États-Unis. Ce « boom » est caractérisé par des concessions minières accordées avec des restrictions minimales à des compagnies étrangères. Nous sommes actuellement dans le dernier « boom » qui a débuté dans les années 1980 et 1990 et dans lequel une recrudescence de l'exploitation minière de l'or et de l'argent est notoire (North et Clark 2006). Cette recrudescence va de pair avec celle d'autres minéraux stimulée par la croissance industrielle de la Chine et de l'Inde.

« d'aider » le pays en prêtant de l'argent et en imposant des ajustements structurels, afin de stimuler son développement économique. Ainsi, le pays est « encouragé » à favoriser les investissements étrangers. Au niveau de l'exploitation minière, l'accès aux terres pour les compagnies transnationales devait être sécurisé et les taxes réduites. Selon des activistes travaillant sur le dossier minier au Honduras, en 1996-1997 seulement, le gouvernement autorise des concessions minières totalisant plus de 30 % du territoire national, à ces entreprises étrangères qui provenaient surtout des États-Unis, du Canada et de l'Australie (Marsh 2001)<sup>4</sup>. Il faut souligner que de ce n'est pas tout cet espace qui est exploité, car certaines concessions ne sont jamais utilisées. Ainsi, en 2004, environ 12,8 % du territoire était affecté par l'exploitation, ce qui est considérablement plus qu'au Guatemala avec 6,07 % et au Nicaragua avec 5,7 %, deux voisins du Honduras (Henriquez Dominguez et Ramos Gross 2007). Le Honduras décide alors de ressortir son passé minier pour contrer ses problèmes financiers, bien qu'auparavant, ceci n'ait jamais été une solution efficace. Au contraire, ceci l'a maintenu dans une situation de soumission face aux demandes des pays riches.

Par ailleurs, en novembre 1998, l'ouragan Mitch détruit complètement le pays. La pire catastrophe naturelle au Honduras depuis des siècles. Les infrastructures dévastées et le grand besoin de capital pour tenter de redresser le pays procurent une conjoncture idéale pour que les demandes des sociétés minières et des gouvernements qui les appuient soient adoptées. Ainsi, quelques semaines après à la dévastation économique et sociale résultant de l'ouragan Mitch, les compagnies minières pressent le gouvernement hondurien d'apporter des changements à la loi minière qui leur seraient favorables. Ainsi, le pays passe une nouvelle loi, influencée par l'association minière, composée principalement de compagnies canadiennes et américaines, qui offre des concessions avec des taxes très minimes, un accès illimité à l'eau, le droit légal

---

<sup>4</sup> Il faut être prudent avec des chiffres, des pourcentages et des statistiques provenant de groupes activistes, puisque les données peuvent avoir été extrapolées afin de souligner l'envergure du problème. En fait, aucune donnée officielle n'a été publiée par DEFOMIN sur le pourcentage du territoire pourvu de concessions.

d'exproprier les *campesinos* (paysans) et des restrictions environnementales presque absentes. Avec la mise en place de lois semblables, le gouvernement s'assure que l'exploitation minière au pays soit encore plus favorable aux compagnies. En décembre 2000, le FMI demande au Honduras de réduire encore une fois les taxes, en plus d'éliminer celles sur les exportations des produits miniers. Ainsi, avec des taxes aussi basses que 5000 \$ par année pour une mine où l'on exploite plus de 5000 tonnes métriques par jour et seulement 1 % de taxe municipale, le Honduras a mis en place un paradis pour les sociétés minières étrangères, qui retirent plusieurs millions de dollars d'or par année de leurs diverses exploitations sur le territoire (Marsh 2001).

N'étant pas dans une position de force pour négocier, le Honduras se soumet au vol légalisé de ses ressources naturelles par des multinationales. À cette époque, la nouvelle loi minière ne fait pas beaucoup de bruit au Honduras et dans la vallée de Siria, puisque l'industrie minière n'est pas dominante dans le pays et qu'elle ne concerne directement que très peu de gens. Ainsi, une acceptation générale ou même je pourrais dire de l'ignorance sur le sujet fait en sorte que les compagnies minières arrivent sur le territoire, bénéficiaires de tous ces avantages pour l'exploitation sans que la population n'en soit informée. C'est cette ignorance qui fera en sorte que la compagnie minière pourra s'installer dans la vallée de Siria. Par contre, la cueillette d'information par des leaders locaux va changer la dynamique régionale au point où la majorité des gens savent aujourd'hui ce qu'est une mine à ciel ouvert et connaissent ses conséquences au niveau de l'environnement et de la santé. J'aborderai d'ailleurs ce thème un peu plus loin.

Grâce à la nouvelle loi de 1998, un organisme gouvernemental a été créé, soit DEFOMIN (*Dirección de Fomento a la Minería*), qui remplaçait la *Dirección General de Minas* de 1967 (Lean 2003). DEFOMIN joue un double rôle, c'est-à-dire 1) vérifier les sites d'exploitation régulièrement et s'assurer du respect de la loi et, 2) promouvoir l'industrie minière et donner des concessions. Ces rôles contradictoires, dans une perspective libérale, font en sorte que les protestataires n'accordent aucune confiance en cet organisme

national qui veut stimuler l'exploitation minière sur le territoire. De plus, l'unique laboratoire pour pratiquer des analyses de métaux lourds et de cyanure est celui de DEFOMIN. Cependant, il n'est pas certifié internationalement. Par conséquent, Goldcorp et Glamis Gold (qui débute l'exploitation dans la vallée de Siria) font elles-mêmes leurs analyses de contamination dans leurs réservoirs. Évidemment, ceci dénote les problèmes d'infrastructures inadéquates au Honduras et le risque élevé de biais dans les analyses. Cet organisme ne détient pas les moyens techniques pour contrôler efficacement les activités sur son territoire; ceci facilite une exploitation sauvage aux conséquences néfastes, ce que condamnent les protestataires. Les infrastructures inadéquates des institutions gouvernementales étaient déjà soulignées dans le *Perfil Ambiental de Honduras 1990-1997*, qu'a fait publier le gouvernement de la république, et il y était reconnu que cet état de fait pourrait causer de grands dangers à l'environnement (The World Bank, Secretaria de Recursos Naturales y Ambiente et PRODESAMH, 1997). De plus, même lorsque DEFOMIN accuse la compagnie minière de violer certains aspects de la loi, les punitions sont limitées et d'ordre strictement monétaire<sup>5</sup>.

Un événement ayant eu un impact majeur sur la situation minière actuelle au Honduras est survenu en octobre 2006, lorsque treize articles de la loi minière de 1998 ont été déclarés inconstitutionnels par la Cour suprême. Ces articles touchent spécialement la nature des concessions minières, la possession du sol souterrain, les expropriations, les droits des travailleurs et plusieurs aspects environnementaux des concessions minières (RightsAction 2006). Cette décision de la Cour suprême venait légitimer le mouvement de résistance et lui donner un second souffle, car il était maintenant clair que des « manques » légaux avait favorisé l'installation de la compagnie minière dans la région. La réalité sur l'exploitation minière actuelle au Honduras est que, depuis 2006, le nouveau gouvernement de Manuel Zelaya n'accorde plus de concessions à des

---

<sup>5</sup> Le secrétaire des ressources naturelles et de l'environnement (SERNA) a donné une amende de 1 million de lempiras à Entre Mares (sous-traitant de Goldcorp Inc. pour la mine San Martin), car la compagnie effectue des activités polluantes et dommageables (MiningWatch 2007). Ce type de réprimande est par contre absent des rapports annuels de Goldcorp Inc. et de son discours public (Goldcorp Inc. 2006, 2007).

compagnies. Il ne peut cependant, annuler les anciennes ententes : les compagnies doivent avoir enfreint la loi pour que le gouvernement ait le droit d'agir<sup>6</sup>. Ainsi, une grande partie du territoire hondurien demeure entre les mains de multinationales. Le débat sur l'exploitation minière constitue maintenant une question nationale et, au cours de mon séjour, une discussion au congrès au sujet d'une nouvelle loi minière a donné naissance à une manifestation dans la capitale, Tegucigalpa, car les activistes environnementaux craignaient que le gouvernement favorise les compagnies une fois de plus, au détriment de la population. L'industrie minière est donc revenue à l'avant-plan au Honduras, mais pas au niveau économique, où son apport demeure aux environs de 2 % du PIB (The World Bank, Secretaria de Recursos Naturales y Ambiente, PRODESAMH 1997), mais plutôt au niveau d'un débat national sur l'identité des Honduriens en tant que peuple indépendant, décidant de sa destinée et des moyens d'y arriver, ou de peuple soumis aux pressions étrangères.

La question de l'exploitation minière remet ainsi en cause le capital scientifique du Honduras. N'ayant pas les infrastructures adéquates pour réglementer ce type d'exploitation ni les chercheurs pouvant utiliser les méthodes scientifiques les plus sophistiquées, le pays ne sait pas quelle direction prendre, puisque abolir l'exploitation minière signifie tourner la page à ce qui a construit le pays et aidé à créer une certaine classe ouvrière. Par contre, continuer dans la même direction constituerait un message direct aux protestataires qui réclament des changements, que l'État désire poursuivre dans cette même voie n'ayant apporté qu'un développement minime au cours de l'histoire de la région.

Une des dimensions de l'identité hondurienne est donc en jeu dans ce débat. Plusieurs Honduriens avec qui j'ai parlé soulignent deux aspects

---

<sup>6</sup> « Acto seguido, el Presidente retomo el uso de la palabra para señalar: « Yo dije que no daré ni un permiso mas, pero no puedo violentar los contratos existentes. Si una empresa tiene contratos o concesiones amparados en ley no se pueden cancelar arbitrariamente ». « Ahora – prosiguió- si la empresa no esta cumpliendo y esta violando los derechos ambientales, entonces sí puedo cancelar el permiso, pero ese es un asunto que requiere análisis técnico y jurídico para no ser arbitrario, sino serio y responsable » (La Tribuna 2006: 9).

importants qui doivent être pris en compte lorsqu'on parle de l'identité nationale et de la question minière. Premièrement, la majorité résiste aux mines à ciel ouvert, mais n'est pas contre les mines souterraines. Il faut situer ce discours dans l'optique que les mines souterraines ont une durée de vie largement plus élevée que les mines à ciel ouvert. Ainsi, s'assurer d'une continuité du travail, peut-être même pendant plusieurs générations, est un facteur décisif chez un peuple pauvre recherchant un emploi stable. Deuxièmement, certains Honduriens ne veulent plus que leurs ressources soient exploitées par des compagnies étrangères faisant bénéficier leur pays d'origine des profits. Un discours nationaliste basé sur les mines exploitées par des Honduriens pour des Honduriens se retrouve ainsi dans l'appel identitaire des dernières années. Les individus veulent que l'État prenne un certain pouvoir, renforce les lois et crée une institution nationale possédant des mines et dont les profits serviraient à l'avancement de la nation hondurienne. Ceci est beaucoup moins probable que la première option puisque l'État hondurien est faible et ravagé par la corruption. De plus, il est influencé par le capitalisme néolibéral mondial et le discours du développement économique des grandes institutions internationales qui l'ont aidé durant la crise des années 1980-90. Il est cependant important de noter que la résistance à l'exploitation minière n'est pas dirigée contre les mines de toutes les sortes, mais contre une pratique qui élimine les gains à long terme pour la classe ouvrière, tout en maintenant l'identité minière historique du Honduras.

Bref, l'exploitation minière est à la base de l'histoire du Honduras et de son développement (ou sous-développement). Le phénomène des dernières années n'est qu'un autre chapitre de l'exploitation des ressources minières de cette région du monde. Par contre, c'est en faisant une analyse historique que l'on note que ce pays n'a jamais été en mesure de régulariser cette industrie ou toute autre industrie axée sur les ressources naturelles. Autant à l'époque coloniale, qu'au début de l'époque nationale à aujourd'hui, le Honduras a fermé les yeux sur l'emprise extérieure exercée sur ses ressources, car il n'a jamais eu

le capital social, économique, politique et scientifique pour contrôler de manière efficace ses ressources aux mains des acteurs externes.

***La vallée de Siria – victime d’un Canada impérial, d’une entreprise puissante et du discours sur le développement***

C’est dans la vallée de Siria, située au nord du département de Francisco Morazan que j’ai fait mon travail de terrain au cours de l’été 2008. J’ai passé la majeure partie de mon temps dans le village d’El Porvenir, de la municipalité du même nom. La vallée de Siria est une entité purement géographique et n’est une entité politique d’aucune sorte. Cependant, trois municipalités forment ce qu’on appelle la région de la vallée de Siria. La première, située plus au sud, se nomme Cedros. Avec un territoire de près de 400 km<sup>2</sup> et une population de 15 000 à 20 000 individus, cette municipalité est la plus vaste de la région (Ventura Ramos et Ferrera de Nuñez 1992)<sup>7</sup>. À l’origine, la municipalité de Cedros regroupait San Ignacio et El Porvenir sous son aile. San Ignacio s’est séparée en 1920, pour revenir sous l’autorité de Cedros en 1924, à cause de fonds insuffisants pour maintenir la municipalité ; ce n’est qu’en 1958 qu’elle s’est séparée officiellement. El Porvenir a fait de même en 1964 (Ventura Ramos et Ferrera de Nuñez 1992). Depuis 1964, la vallée de Siria se compose ainsi des municipalités de Cedros, de San Ignacio et d’El Porvenir. Le village de Cedros est peu touché par la mine qui se situe à plusieurs kilomètres. L’attitude des habitants est plutôt neutre face à l’exploitation minière et même certains élus municipaux sont en sa faveur, car il y a peu d’impacts notables sur leur territoire. Cependant, certains villages de la municipalité subissent des effets de la contamination de la rivière Playa, et les résidents jouent un rôle plus actif dans la résistance locale. J’élaborerai d’ailleurs sur le sujet dans le prochain chapitre.

---

<sup>7</sup> La difficulté ici de donner au lecteur des statistiques précises provient du fait que le dernier recensement effectué au Honduras date de 2001 et celui d’auparavant de 1988. Il m’a été impossible de trouver une copie du document de 2001 et je dois me référer aux données de 1988. Cependant, avec un jeu d’environ 5000 habitants, ceci me permet de couvrir la croissance de la population selon ce que j’ai pu observer à San Ignacio ou El Porvenir, endroits où j’ai pu obtenir des statistiques plus récentes.

La municipalité de San Ignacio, quant à elle, est la plus petite de la région avec un territoire d'environ 310 km<sup>2</sup> et une population de 7 114 habitants en 2003 (Lean 2003). La population est composée de 49,96 % d'hommes et de 50,04 % de femmes, et 76 % des habitants savent lire et écrire. Dans la région urbaine, donc dans le village de San Ignacio, nous retrouvons une école primaire et secondaire et deux garderies (Lean 2003). Les autres villages en zone rurale ont aussi chacun une école primaire à leur disposition. Lors de mon séjour, j'ai visité le centre urbain, de même qu'un village qui se nomme Palo Ralo. Ce village d'une centaine d'individus a été déplacé en 2000 pour faire place à l'exploitation de la mine et est divisé à l'intérieur. D'ailleurs, situé à l'est d'El Porvenir et au nord-est de Cedros, San Ignacio est la municipalité où se trouve la mine San Martin, propriété de Goldcorp Inc. depuis 2006, mais, auparavant, de Glamis Gold. La majorité des travailleurs de la mine au cours des huit années d'exploitation et des six années d'exploration provenaient de cette municipalité. L'importance de ce lieu doit être comprise, car il constitue la source des problèmes pour les protestataires qui, eux-mêmes, sont la cause des problèmes pour les ouvriers des mines. San Ignacio est la localité où se trouve le plus grand nombre de gens en faveur de la mine et ceux qui se font entendre le plus. Ainsi, une analyse en détail de San Ignacio dans le prochain chapitre permettra de saisir la portée de sa dynamique interne dans le maintien de l'exploitation de la mine San Martin.

La dernière municipalité à faire partie de la région de la vallée de Siria est El Porvenir. Sa population est de 19 940 habitants avec 7000 en milieu urbain et 12 940 en milieu rural. Environ 46 % de la population est masculine et 54 % est féminine. Le taux de croissance est situé près des 2,0 %, ce qui fait que la population y est très jeune. Environ 5000 habitations sont distribuées sur le territoire de 369.1 km<sup>2</sup>, dont 3000 en milieu rural et 2000 dans le centre urbain. La population active est d'environ 4180 individus. Tout comme pour San Ignacio, chaque village a une école primaire et on en retrouve au total vingt dans la municipalité, car des écoles privées sont aussi présentes sur le territoire. De plus, trois écoles secondaires, dont une dans le village d'El Porvenir et une

autre, à El Pedernal, assurent le maintien de l'éducation des adolescents (Municipalidad de El Porvenir et Centro de Estudios Ambientales de Honduras 2007).

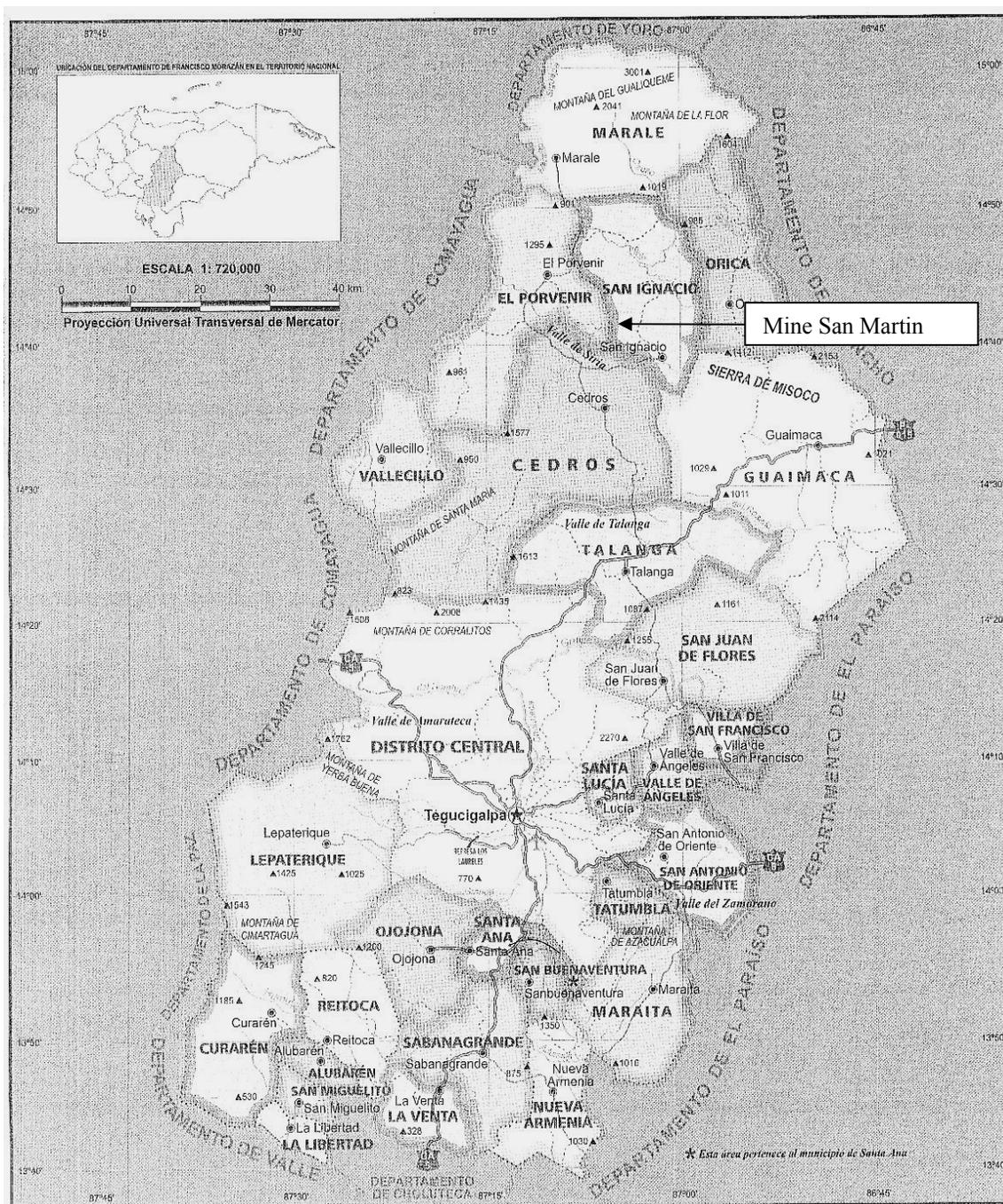


Figure 1: département de Francisco Morazan. Source : Atlas geografico de Honduras Edicion, 2004-2005

Ayant passé la majorité de mon temps dans cette municipalité et en milieu urbain, El Porvenir est l'endroit où j'ai eu la chance d'avoir le plus de discussions sur le thème de l'exploitation minière. C'est dans cette région de la vallée de Siria que se retrouve la résistance la plus ardue contre la mine San Martin. La plupart des conséquences néfastes sur l'environnement et sur la population affectent directement cette municipalité. Le troisième chapitre sera d'ailleurs consacré aux dynamiques d'El Porvenir.

Ainsi, la vallée de Siria est composée de trois municipalités hétérogènes en termes de point de vue sur la question minière, mais similaires quant au mode de vie de la majorité des habitants. Comme pour le Honduras en général, où selon le recensement de 2001, 52,71 % de la population avait entre 0 et 19 ans et seulement 18,06 % avait plus de 40 ans, les habitants de la vallée de Siria sont généralement jeunes (Atlas Geografico de Honduras 2004). Les activités économiques les plus importantes de la région sont l'agriculture et l'élevage. Les cultures sont variées et se composent en majorité de maïs, de haricots, de mangues, d'avocats, de café, de plantain, de bananes, de cannes à sucre, etc. (Municipalidad de El Porvenir et Centro de Estudios Ambientales de Honduras 2007). La vente de produits agricoles dans la région, mais aussi dans la capitale, Tegucigalpa, située à une centaine de kilomètres, l'achat et la vente d'animaux d'élevage, la vente de semences et le commerce sont les activités économiques de la région. Les industries sont plutôt absentes du territoire. On y retrouve l'industrie forestière et des scieries comme constantes économiques, mais au-delà de cela, la majorité du travail se situe en milieu agricole. Cette zone est ainsi dépendante de la productivité de ses terres, mais aussi des prix de vente au niveau mondial, ce qui affecte ceux dans la capitale pour ces biens.

Par contre, il serait erroné de percevoir la vallée de Siria comme une région sans développement socio-économique. La construction d'infrastructures, le maintien de petits commerces généraux et l'expédition d'argent des migrants changent le paysage socio-économique et même culturel de ce territoire. Il est important à ce stade de distinguer développement et croissance économique. Lorsque j'adopte le terme développement, je me réfère

à Arturo Escobar qui critique le fait que le développement soit perçu de manière purement économique, technologique et spécialisée, stipulant que le développement devrait être basé sur l'amélioration des conditions de vie des individus (1995). La croissance économique de son côté n'est basée que sur des marqueurs économiques comme le PIB et ne tient pas compte des conditions de vie des individus. Ainsi, le PIB peut augmenter à la suite de la hausse de la production et des exportations, mais la possibilité des gens de satisfaire leurs besoins primaires peut avoir diminué. L'image de la vallée de Siria comme zone sous-développée est bénéfique pour la compagnie minière qui s'y est installée, car la promesse de développement est perçue comme un moyen de hausser le niveau de vie des habitants. Comme le souligne James Ferguson, une vision différente des intellectuels des sciences sociales sur la réalité de la région, une vision qui déforme la réalité historique et sociale, permet aux multinationales ou aux organisations mondiales comme le FMI ou la Banque Mondiale, de mettre en place des projets de développement inadaptés aux régions visées (Ferguson 1994). Dans la vallée de Siria, le projet de développement est associé à l'implantation de la mine San Martin sur le territoire. Cependant, comme j'ai pu le constater, ce n'est pas la mine qui apporte de l'assistance sociale sur le territoire, mais les envois des migrants et des dons de pays étrangers ou d'organisations non gouvernementales (ONG). Le budget des municipalités étant limité, elles ne peuvent se permettre de défrayer tous les coûts pour des projets de grande envergure. Ainsi, à El Porvenir, l'ONG Entre Pueblos du Honduras, qui travaille grâce à des fonds qui proviennent de l'Espagne, s'occupait du projet d'un système de collecte des eaux usées, lors de mon séjour. Oui, la vallée de Siria est une région pauvre qui a besoin du support international pour pallier le manque de l'État dans l'investissement public. Cependant, l'emphase mise sur le sous-développement et la promesse d'aide à la région à divers niveaux est devenu le cri de ralliement permettant à l'industrie minière de s'installer au Honduras et dans la vallée de Siria.

À la recherche de capitaux étrangers pour se remettre en marche après la destruction massive provoquée par l'ouragan Mitch, le Honduras a succombé aux pressions des compagnies minières internationales et des pays qui les supportent, dont le Canada. Le Canada est un acteur central dans la promotion de l'exploitation minière en tant qu'instrument de développement au niveau mondial. D'ailleurs, les compagnies minières enregistrées dans le marché de la bourse canadienne en 2001 détenaient des intérêts dans plus de 975 propriétés minières en Amérique latine (North et Clark 2006). Le livre *Noir Canada* souligne l'avantage qu'elles ont à s'inscrire à la bourse de Toronto (auparavant Vancouver) comparativement à des bourses des États-Unis par exemple (Deneault, Abadie et Sacher 2008). La faible régulation des bourses canadiennes permet aux entreprises minières d'agir comme bon leur semble à l'extérieur du pays, puisqu'elles ont peu de comptes à rendre. La position du gouvernement canadien ne pourrait être plus claire : il favorise les compagnies minières inscrites à la bourse de Toronto et s'assure de vivifier cette industrie. Avec cette prémisse, il devient concevable d'investir dans des entreprises malgré les nombreuses dénonciations faites par les communautés locales, les ONG et les environnementalistes. Il n'est donc pas surprenant d'apprendre qu'au 31 mars 2008 le gouvernement canadien détenait, par le biais des investissements faits par le Régime de Pension du Canada, 9402 actions ou 375 millions de dollars investis dans Goldcorp Inc. et qu'une année auparavant, il s'agissait de 6516 actions pour 181 millions de dollars (Office d'investissement du RPC 2008, 2007). La position des investisseurs privés et publics du Canada n'est plus à éclaircir, elle est précise : investir dans des compagnies minières en dépit des conséquences négatives qu'elles causent dans d'autres pays.

Soutenu par le gouvernement canadien, hondurien et une nouvelle loi qui n'en est pas une, Glamis Gold a pu mettre à profit ses explorations précédentes dans la vallée de Siria. La compagnie avait acheté pour plus de 40 millions de dollars, en 1998, la Mar-West Resources Ltd., qui possédait les droits dans la zone et qui avait débuté la phase d'exploration quelques années auparavant. Comme me l'a souligné un des codirecteurs de l'ONG

RightsAction, il est impossible de savoir exactement quand a été octroyé le premier contrat à la compagnie ou d'avoir une date fixe du début des travaux. Cependant, un ancien travailleur, pendant la période d'exploration, m'a indiqué que le travail avait débuté en novembre 1995. Cette confusion sur la date de début est liée à la difficulté d'accès à des documents des sociétés minières, mais aussi du gouvernement hondurien, ce qui augmente le mystère qui entoure l'exploitation minière. De 1995 jusqu'à l'an 2000 est une période d'exploration pour la compagnie. Des tests du sol, en prenant des échantillons de terres étaient effectués pour connaître la concentration d'or dans la région. Le travail consistait en du maniement de pioche et la construction de routes pour se rendre dans les diverses zones que l'on voulait tester. Toute la région a été examinée par la compagnie, autant la municipalité de San Ignacio que Cedros et que El Porvenir. Il s'agissait d'emplois difficiles, mais ce travail leur permettait de gagner un peu plus d'argent que normalement. De plus, un de mes informateurs m'a souligné que la population et les quelques travailleurs ne savaient pas s'il allait réellement y avoir une mine à ce moment puisque l'exploration ne mène pas obligatoirement à l'exploitation et qu'aucun permis d'exploitation n'avait été donné. Ce n'est qu'avec la réforme de la loi et la quantité d'or considérable dans les échantillons que ce processus d'exploration se transforme en exploitation au début de l'année 2000.

L'exploitation de la mine San Martin, une mine à ciel ouvert, dans la vallée de Siria commence en décembre 2000 par la compagnie Entre Mares, propriété de Glamis Gold, une compagnie canadienne (Glamis Gold 2001). La mine San Martin représente la première exploitation à l'extérieur des États-Unis et du Canada pour l'entreprise canadienne (Glamis Gold 2002). La vallée de Siria devient alors une zone d'essai pour la compagnie. De plus, le site se caractérise par une mine à ciel ouvert utilisant du cyanure afin d'en extraire l'or. Cette technique alloue à la compagnie la possibilité de soutirer des profits majeurs du sol grâce aux faibles coûts de production (main-d'œuvre sous-payée, peu de taxes locales et nationales), comparativement à un gisement semblable en Amérique du Nord. Une mine à ciel ouvert se révèle beaucoup

plus rentable qu'une mine souterraine, puisqu'il n'y a pas de tunnels à creuser, pas d'équipement mécanique spécialisé pour le souterrain, et l'exploitation en est beaucoup plus rapide. Un des promoteurs sociaux de la mine qui travaille à San Ignacio m'a informé que la mine est en fonction 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 depuis près de huit ans. Ainsi, la compagnie minière a exploité en huit ans ce qu'elle aurait fait normalement en seize ou même vingt-quatre ans. Le problème des mines à ciel ouvert est bien sûr l'utilisation du cyanure, un produit fortement toxique, et la dévastation rapide du territoire utilisé. Entre les années 2000 et 2004, la mine San Martin s'avérait la plus productive de tous les sites d'exploitation de Glamis Gold. Cependant, en passant du puits d'exploitation Rosa à celui de Palo Alto en 2004, la production a diminué (Glamis Gold 2005). La mine de San Martin n'est pas immense, mais elle produit des quantités d'or relativement importantes. Selon le rapport annuel de 2006 de Goldcorp, elle a produit pour environ 37,5 millions de dollars en or en 2006 et 36,1 millions en 2005 (2006). La quantité moyenne d'or récupérée de ces terres se maintient à près de 100 000 onces par année et à un prix moyen oscillant entre 800 et 900 \$ l'once, les profits pour cette multinationale ont été considérables.

Avec des sites d'exploration rapportant énormément, non seulement au Honduras, mais dans d'autres régions de l'Amérique centrale, du Mexique, des États-Unis et du Canada, la Glamis Gold est devenue une actrice importante du secteur minier mondial. Une autre compagnie montante de cette industrie, qui voulait acquérir du capital symbolique, a décidé d'acheter Glamis Gold en 2006. Il s'agit de Goldcorp Inc., une autre entreprise canadienne. Ces fusions entre entreprises sont courantes dans le secteur minier et ceci ajoute à la difficulté de retracer l'origine de certaines d'entre elles. Dans ce cas-ci, Glamis est achetée par Goldcorp Inc., par contre, les directeurs de la compagnie proviennent tous de chez Glamis Gold (Glamis Gold 2005, Goldcorp 2007). L'ambiguïté des transferts augmente l'incertitude face aux origines de la compagnie minière. Une chose est certaine : une fois vendue, Goldcorp Inc. recevait 100 % des droits d'exploitation de la mine (Goldcorp 2006). Il ne fait

aucun doute qu'avec la contestation croissante contre la mine dans la vallée de Siria, mais aussi au Canada par plusieurs activistes, le fait de changer de nom, de s'établir sous une autre identité, permettait de faire taire pour un instant les critiques, car il y avait dans l'air un espoir de changement des politiques d'exploitation et de reconnaissance des problèmes. Cependant, pour la seule raison que les directeurs sont restés les mêmes, ce mince espoir est vite disparu. Les contestataires se sont rendus à l'évidence que la lutte contre cette multinationale serait encore plus difficile : ayant gagné en importance, elle détient un plus grand capital social, économique et politique.

C'est lors du rassemblement annuel des actionnaires de Goldcorp en 2008, à l'hôtel King Edward à Toronto, que j'ai pu noter la grande difficulté pour les protestataires du Honduras de combattre ce capital. La vallée de Siria est parsemée de problèmes, autant environnementaux que sociaux, depuis la mise en place de la mine San Martin, et il serait difficile d'argumenter dans le sens contraire. Par contre, la compagnie minière présente la vallée de Siria et leur exploitation sur ce territoire comme un modèle à suivre. Soulignant leurs apports au « développement » de la région dans une vidéo présentée aux actionnaires, la compagnie illustre le succès de l'opération dans le nord de Francisco Morazan, et l'appui de la communauté au projet. Comment est-ce que Goldcorp a pu créer un documentaire du genre avec des commentaires d'individus en faveur de la mine dans une région en résistance? J'explorerai ce thème un petit peu plus loin, mais disons seulement que ceci met en relief la division qui ronge la vallée de Siria et sa résistance. Le territoire de la vallée de Siria, comme je l'ai illustré, est une région immense, composée de trois municipalités aux dynamiques différentes. Par contre, la compagnie la présente comme unie, comme homogène à tous les niveaux et, surtout concernant leur point de vue sur l'exploitation minière, ce qui est loin d'être le cas et un sujet que j'aborderai dans les deux prochains chapitres. Il faut voir ici le discours de la compagnie comme un moyen d'augmenter son capital symbolique et démontrer ainsi que le secteur minier, malgré une image de destruction

apparente, peut pratiquer le développement durable et apporter une amélioration des conditions de vie dans la zone.

Les sociétés minières d'aujourd'hui ont élaboré un discours public qui les représente comme moteurs modernes de croissance en mesure d'aider les pays fortement endettés à se développer économiquement (Escobar 1995, Szablowski 2006). Ce discours est axé sur la notion de développement purement économique et selon une vision linéaire, où l'accumulation de capitaux permet la modernisation (Escobar 1995). Cette rhétorique s'accompagne de promesses faites par l'entreprise à la population locale. Les promesses, axées surtout sur la construction d'infrastructures et sur un développement économique de la région, sont les bases sur lesquelles les sociétés minières s'appuient pour faire accepter le projet à la population et aux élites locales. Comme le souligne un leader de la municipalité d'El Porvenir, les gens ont cru à ces promesses :

De igual manera, esta empresa empezaron a buscar empleados como trabajadores sociales para hacer una labor social en todo el valle de Siria y en el sentido de poder como, comprando conciencia a los líderes locales como patronatos, iglesias católicas y iglesias evangélicas, maestros, para, para darles a conocer el gran proyecto de extracción de oro y que van hacer pues miles y miles de empleos que van a ver hospitales, que van a ver carreteras y que vas a ver, bueno, muchas cosas positivas para el desarrollo de los pueblos. La gente creyó en esa propuesta que normalmente ellos que hacen las empresas mineras no dan un discurso que no es el discurso verdadero y no que son discursos mentirosos, un discurso que no va llenó de objetividad si no que es un discurso mas bien para adquirir confundida el pueblo y robarlo que le pertenece a las comunidades. Fue así entonces que la gente creyó en el proyecto (Entrevue été 2008).

La population était donc en faveur du projet d'exploitation à ses débuts à la suite des promesses de la compagnie. Qui ne voudrait pas voir son milieu de vie, sa condition de vie s'améliorer? La décision prise par ces individus semblait ne pas comporter d'aspect négatif. Une décision prise selon les informations reçues par les acteurs en place à ce moment-là, des acteurs qui faisaient la promotion d'un développement économique pour tous. D'ailleurs, la compagnie soutenait dans ses rapports annuels les avantages de sa présence pour la population. Celui de Glamis Gold de 2001 note les contributions suivantes :

Glamis has developed a proactive approach to fulfill its social responsibility in the country by constructing a medical and dental clinic to serve local communities, working with CARE and providing seed money for a foundation to fund programs in the communities and the local schools. In addition, the mine has contributed time and equipment to local projects such as road improvements and water supply development. This has been extremely important to local residents who have suffered from the effects of Hurricane Mitch in 1999 and 2000, followed by a severe drought in 2001 (Glamis Gold 2001: 46).

Tous les rapports annuels, autant de la Glamis Gold, entre 2001 et 2005, et Goldcorp en 2006 et 2007, soulignent le travail accompli dans les communautés près de la mine. La construction d'infrastructures éducationnelles et de santé et le support aux compagnies locales, par l'entremise de la fondation San Martin qu'elles ont conçue, servent à illustrer que la population locale n'est pas négligée et que l'exploitation minière permet de mettre en place des infrastructures modernes que l'État n'avait pas encore établies dans la région (Goldcorp 2006, 2007). Goldcorp ne souligne pas seulement ses contributions au Honduras, mais aussi au Canada, avec des investissements significatifs dans des institutions postsecondaires, comme l'Université de Toronto, l'Université de la Colombie-Britannique et l'Université d'Ottawa (Goldcorp 2007). Ceci révèle une tentative de redorer l'image de la compagnie minière et de minimiser les critiques dans le pays d'origine, puisqu'elle contribue au développement éducationnel ici.

J'ai visité la région de la vallée de Siria abondamment au cours de mes trois mois de terrain et, malgré la présence de la mine depuis huit ans sur le territoire, je n'ai noté aucun bénéfice visible qu'auraient retiré les villages près de la mine. En comparant les infrastructures de la municipalité de San Ignacio avec celles d'El Porvenir, j'ai pu remarquer qu'il y avait plus d'infrastructures de services publics et privés offerts dans la deuxième municipalité que dans la première. Bien sûr, dans le village de San Ignacio, un centre social et une clinique ont été construits. De plus, la place centrale a été rénovée et peinte et, au moment d'une de mes visites, la compagnie avait débuté la construction d'un gymnase pour l'école secondaire. Ainsi, des changements ont été apportés, la compagnie se devant de tenir certaines promesses afin d'éviter que les

habitants ne critiquent l'exploitation minière. Par contre, la construction d'infrastructures ne signifie pas une amélioration de la condition humaine, si les acteurs pour les maintenir en place ne sont pas permanents, comme l'indique une professeure de l'école secondaire qui se doute bien que toutes ces constructions ne sont qu'une façade, qui risque de se détériorer avec le temps :

Entonces, si eso es a favor de la comunidad y alguien viene y me dice la mina trae progreso en San Ignacio yo dijo donde esta el progreso de San Ignacio? Donde? Ah! dirá a alguna persona entonces, les construimos esto, construimos el otro, construimos, hacemos construcciones, construimos el centro de salud, les construimos al instituto gimnasio, les construimos diferentes cosas que podemos construir, un parque ecológico que hace yo, y como vamos a sostener eso? Como vamos a sostener las construcciones? Entonces de que nos sirve que nos hagan un edificio si no se nos muestra o se nos enseña o se nos ayuda a mantener eso, de que nos sirve tener un edificio si no tenemos como solventar un oncólogo y otras cosas (Entrevue été 2008).

Malgré le respect des promesses à un certain niveau, quelques habitants savent que tout ceci est illusoire. D'autres indiquent que la compagnie est loin d'avoir respecté toutes ses promesses :

A un inicio nos dijeron bueno San Ignacio es el emporio de desarrollo y que con la compañía minera tendremos calles pavimentadas, tendremos sucursales bancarias y todo eso fue una mentira, empecieron a construir comedas rápidas a un inicio de la empresa minera y luego tenemos que a pena hay un comedor para alguien que venga de afuera a visitar San Ignacio porque no haya donde comprar comida, ese fue un maquillaje, fue una cuestión provisional, fue una ilusión que luego paso y luego llegamos a la realidad (Entrevue été 2008).

Le non-respect des promesses faites à toute la vallée de Siria est aussi directement lié à l'emplacement géographique de la mine. Étant limitrophe entre la municipalité d'El Porvenir et de San Ignacio, mais se retrouvant sur le territoire de la dernière, la société minière n'est pas dans l'obligation de mettre en place des projets dans les autres municipalités, même si elles sont directement affectées. Le problème des engagements dérive du fait qu'avant l'exploitation, la compagnie fait des promesses pour la vallée de Siria en général. Ainsi, autant à Cedros, qu'à San Ignacio ou bien El Porvenir, l'entreprise a usé de son discours d'avenir prometteur afin de gagner un appui régional. Prenant la région comme un tout, ceci n'a fait qu'augmenter la difficulté de respecter des promesses déjà difficiles à réaliser par la compagnie. Maintenant, l'entreprise se détache du problème lorsqu'elle relate qu'elle n'est

sur le territoire que d'une seule municipalité. L'adoption de ce discours n'a fait qu'augmenter les divisions entre les municipalités depuis les dernières années. J'ai visité les villages les plus près de la mine et aussi le Centre de promotion sociale de Goldcorp dans le village de San Ignacio. Malgré la présentation de projets mis en place sur le territoire limitrophe entre les municipalités de San Ignacio et El Porvenir, je n'ai pu en aucun cas constater le développement promis par la compagnie depuis les huit dernières années. Les projets créés ici et là, à intervalle irrégulier, ne servent qu'à faire diminuer le climat de protestation dans la région quand il devient trop élevé. Ainsi, malgré des millions de dollars de revenu, San Ignacio, qui empoche 1 % des profits de la compagnie, est un village où la pauvreté est omniprésente. Personne ne sait officiellement où se retrouve tout cet argent qu'a retiré la municipalité depuis les huit dernières années. Sachant que la corruption est monnaie courante au Honduras, comme l'indique une recherche de la Banque Mondiale qui souligne que près de 30 % des contrats publics sont attribués à la suite du paiement d'un pot-de-vin au niveau municipal, au Honduras, il est possible de déduire qu'une partie des revenus de la mine ne sont pas investis pour la population (2005). Ceci fait en sorte que l'insatisfaction des habitants de San Ignacio augmente face à la présence de la mine sur leur territoire. Ainsi, le dernier projet de construction du gymnase pour l'école secondaire est une tentative pour éteindre le feu. J'aborderai ce sujet plus en profondeur dans le prochain chapitre.

Par ailleurs, le non-respect de promesses dès le début de la phase d'exploitation n'est pas le seul problème qui afflige les habitants de la région de la vallée de Siria. L'augmentation soudaine des maladies cutanées ainsi que des problèmes respiratoires, en passant par la perte de cheveux, sont devenus courants dans les villages limitrophes de la mine. L'accent est mis sur la présence de métaux lourds (arsenic, mercure et plomb) dans le système sanguin des gens de la région et sert de point de référence dans le conflit qui les oppose à la compagnie minière. D'ailleurs, le gouvernement hondurien a reconnu l'existence de ces métaux chez certaines personnes de la vallée de Siria « Over the past years, people living in the Siria Valley have been denouncing that the

open pit mining of [Entre Mares / Goldcorp Inc.] has caused a series of harms to the people of the region. Yes, there is arsenic, lead and mercury says the [Honduran] Environmental Prosecutor » (RightsAction 2008). Les ONG ajoutent qu'une augmentation des fausses couches, des problèmes de peau et respiratoires est notoire et que ces problèmes de santé sont occasionnés par l'exploitation minière (MiningWatch 2006). De plus, l'étude indépendante de Flaviano Bianchini sur la qualité de l'eau et sur les répercussions sur la santé de la population a démontré les dommages causés par la compagnie et l'utilisation du cyanure sur la population (MiningWatch 2006). L'entreprise a rejeté les résultats de cette étude, disant qu'elle n'avait pas été faite de manière scientifique (Glamis Gold web 2006)<sup>8</sup>. La pratique de la science, selon les standards de l'Occident, devient alors un moyen de rendre illégitime l'étude et de sécuriser son capital social et politique. Ainsi, avec l'augmentation des problèmes de santé et environnementaux dans la vallée de Siria, ce territoire devient une zone de bataille entre acteurs, autant au niveau du discours qu'au niveau d'actions sur le terrain. Dans la vallée de Siria, afin de combattre le mieux possible le développement que représente cette multinationale qu'est Goldcorp, ainsi que leurs alliés politiques et économiques, il s'est créé un groupe de lutte.

Donc, la vallée de Siria est un lieu hétérogène de trois municipalités, chacune adoptant une position particulière sur la thématique de l'exploitation minière. L'arrivée de la compagnie minière en 1995 et l'intensification des opérations à partir de 2000 ont été favorisées par un Canada impérial et des investisseurs, autant publics que privés qui ignorent la réalité humaine de la région. Jouant sur des promesses de développement socio-économiques et de croissance purement économique, la mine San Martin réussit à se faire accepter publiquement. Cependant, la difficulté de respecter

---

<sup>8</sup> Dans un document publié par Entre Mares le 23 août 2007, la compagnie critique l'enquête de Flaviano Bianchini en dix pages. Ce document, caractérisé par des observations, des commentaires ainsi que des réfutations expliquant certains phénomènes observés par le biologiste italien, a été envoyé sous forme de courriel à plusieurs présidents d'organisation minière en Amérique latine, à un membre de l'ambassade des États-Unis au Honduras et à Caritas Honduras, afin que l'étude n'affecte pas leur image internationale (Minerales Entre Mares Honduras S.A. de C.V. Subsidiaria de Goldcorp Inc. 2007).

les promesses faites à toute la région par la compagnie et l'augmentation des problèmes de santé deviennent des situations qui nourrissent le mouvement de résistance, plutôt faible à ce moment.

### *Indifférence, optimisme, résistance*

En avril 2000, lors d'une réunion d'urgence à l'école secondaire d'El Pedernal, le premier village à l'ouest de la mine et qui fait partie de la municipalité d'El Porvenir, un comité d'une quinzaine de personnes s'est formé à la suite de l'augmentation des activités sur le site minier et la crainte de voir l'environnement se détériorer. Des individus volontaires des trois municipalités de la vallée de Siria se sont joints à ce groupe qui se nomme le *Comite ambientalista del valle de Siria*. Le secrétaire du comité m'a raconté la naissance du comité et son mandat, lors d'une entrevue. C'est au cours de l'année 2000 - les dates varient entre avril et juillet dépendamment de nos conversations - que le groupe a été formé afin de défendre leurs ressources, autant régionales que nationales, qui ont été allouées à des compagnies internationales conséquemment à l'ouragan Mitch. Selon lui, le comité comporte plusieurs facettes et n'est pas limité par les questions de religion, d'âge, d'association politique ou de genre, mais est plutôt basé sur le désir de défendre la vie. Cette notion de *defensa de la vida* revient régulièrement dans le discours des membres du comité, qui perçoivent leur lutte comme noble et juste. Il utilise la symbolisation de la mort pour la mine et de la vie pour la lutte pour justifier leur position. Le comité tente d'élargir les frontières de son combat selon lui, car les membres veulent éviter que des situations semblables se produisent dans d'autres régions du pays et de l'Amérique latine (Entrevue été 2008). Le mandat que le groupe s'est donné est de travailler pour les habitants de la région et dénoncer les problèmes régionaux associés à l'exploitation minière. L'objectif est purement et simplement de travailler sur le sujet de la mine et faire abstraction d'autres thèmes, afin d'acquérir une compétence dans ce domaine et être en mesure de livrer une bataille plus efficace. D'ailleurs, au cours d'une réunion, un des membres souhaitait que le

groupe se diversifie et s'attaque à la problématique des coupes de bois illégales. Son plaidoyer n'a cependant pas été bien reçu par les autres, surtout par le président du comité, car cela aurait signifié un détachement de la raison première de la mise sur pied du groupe. Ainsi, l'unicité de la lutte est perçue par les membres comme une garantie d'efficacité; et cela évite de faire face à d'énormes responsabilités, ce qui n'est pas souhaitable pour des bénévoles comme eux.

Il ne fait aucun doute que leur lutte est en fait axée sur le symbole que représente la mine San Martin. Ils tentent de combattre la vision du développement qui leur est imposée par les instances internationales et acceptée par leur gouvernement, bien qu'il n'ait pas le capital politique et économique pour résister à la pression de ces acteurs. Ainsi, la mine et l'exploitation minière ne sont que la version physique du problème idéologique que les membres du comité veulent redéfinir pour leur région et adapter à leur réalité socioculturelle. Une bataille discursive sur le développement, le contrôle et l'exploitation violente des ressources naturelles et les problèmes sociaux liés à ces deux aspects constituent les thèmes centraux des relations de force entre les individus pour le développement capitaliste néolibéral et son maintien dans la région, ainsi que ceux contre l'émergence de cette idéologie et de l'hégémonie qui la soutient.

Pour créer un groupe reconnu localement, nationalement et internationalement, une structure hiérarchique, adoptant des positions spécifiques, a été mise en place par le comité. Cependant, il ne faut pas y voir une hiérarchie pyramidale, où les contacts et les rapports entre gens de différents échelons sont parsemés d'inégalités. Au contraire, dans le comité, la hiérarchie ne sert que des fonctions administratives; tous les membres ont la même autorité sur les autres et participent comme ils le désirent aux réunions. Ils n'ont, par contre, pas tous le droit à la même écoute. Certains sont plus écoutés à cause de leur expérience, de leurs connaissances ou de leur dévouement à la cause. Les postes officiels dans le comité sont réattribués aux deux ans bien qu'en huit ans d'histoire, très peu de substitution, à l'intérieur du

groupe directeur ne soit survenue. La petite taille du comité empêche de demander des changements, à l'interne de peur de froisser un des membres et de le perdre pour la lutte. Le premier président n'est pas demeuré très longtemps au service du comité, puisqu'il s'est fait soudoyer par la compagnie minière et il finit par abandonner la bataille pour s'aligner à côté des pro-mines. Le trésorier du comité m'a signalé qu'au début, les membres étaient plus nombreux : au fil du temps, les gens de Cedros ont commencé à se retirer, car la distance qui sépare Cedros et El Porvenir, lieu où se tiennent toutes les réunions, est considérable et les membres n'avaient plus le temps. De plus, les menaces et le climat de peur engendrés par des individus travaillant pour la compagnie minière ont fait en sorte d'en effrayer quelques-uns selon lui. Il ne faut pas oublier que le village de Cedros n'est pas touché au même niveau par la mine et ne subit pas les conséquences négatives comme El Porvenir; c'est ainsi que certains activistes de cette municipalité se sont désistés, étant moins concernés par la thématique.

Par ailleurs, lors de la création du comité, des sous-comités ont été instaurés dans chaque petit village des trois municipalités. Ceci permettait au comité central de maintenir un contact direct avec la population et de savoir ce qui se passait dans chaque district. Une des rares femmes participant aux réunions du grand comité a d'ailleurs mentionné lors d'une rencontre avec une ONG du Canada, à laquelle je participais comme observateur, que le sous-comité de sa région est principalement composé de femmes. Il était rarissime de voir des femmes dans les réunions du comité central; en fait, je n'ai jamais rencontré tous ses membres en trois mois de terrain. Il ne reste maintenant, après huit ans de lutte, qu'un noyau de neuf membres, dont cinq font partie de la direction, qui participent régulièrement aux rencontres. En terme de représentativité selon les membres participant aux réunions du comité, j'ai compté une personne de Cedros, deux de San Ignacio et six d'El Porvenir. Donc, une représentativité très faible pour une région aussi vaste. La majorité, sinon la totalité, sont des hommes, mais il ne faut pas croire que le point de vue des femmes n'est pas pris en compte. Certaines femmes socialement actives et

quelques membres de sous-comités servent de contact et d'aide lorsque vient le moment de créer des événements rassembleurs. Le comité a, par contre, perdu une partie de sa représentativité dernièrement dans certaines régions de la vallée de Siria, puisque plusieurs des sous-comités se sont effrités ou ont disparu pour des raisons similaires entraînant le désistement des membres du groupe central. Ainsi, selon les endroits dans la vallée de Siria, la direction de la résistance contre la mine San Martin a pris des chemins différents ou s'est effacée.

Cette diminution au sein des rangs des protestataires souligne la division de la région sur la question minière. Les élites de San Ignacio, le maire et les conseillers en majorité, sont en faveur de la mine depuis le début, puisque ce sont eux qui retirent le 1 % de profit des exploitations. Le même maire est en poste depuis les huit années d'exploitation et, auparavant, cet individu était conseiller de l'ancien élu qui avait accepté que la compagnie s'installe sur le territoire municipal. De plus, le maire de Cedros se range aussi en faveur de la mine, même s'il n'en retire rien monétairement. Il croit plutôt à la capacité de développement que peut apporter l'entreprise sur le territoire (Entrevue été 2008). D'autres élites locales, comme des leaders régionaux ou des gens qui tirent du travail de la mine, directement ou indirectement, ont aussi une opinion favorable à son égard. Il faut souligner que ces gens ne sont pas touchés par les effets négatifs en raison de la géographie de la vallée de Siria; la mine étant limitrophe avec San Ignacio et El Porvenir. Cependant, l'eau coule en direction est-ouest, donc de San Ignacio à El Porvenir. La contamination de l'environnement se fait donc sentir dans la deuxième municipalité, ce qui explique en partie sa position contre la mine. Il ne faut pas voir la vallée de Siria comme une zone entièrement affectée; ce serait généraliser la situation. Une grande partie est cependant concernée par la présence de la mine, mais il s'agit de lieux presque tous situés à l'extérieur de la municipalité de San Ignacio. Ici, je dis presque, car le village de Palo Ralo, un des endroits les plus affectés de la région, fait partie de la municipalité de San Ignacio. Il sera le thème d'une section du prochain chapitre.

Les élites locales étant les symboles des régions ou des gens qu'ils représentent, il en est souvent systématiquement déduit que, puisque les élites de San Ignacio sont en faveur de la mine, toute la région l'est. La dynamique est loin d'être aussi simple. Dans chacune des municipalités de la vallée de Siria, des individus sont en faveur, car ils sont employés à la mine, qu'ils ont de la famille qui y travaille ou qu'ils ne subissent pas de conséquences de sa présence. D'autres sont contre pour des raisons, entre autres, de non-emploi, de maladie et du non-respect de promesses. Il ne faut pas oublier les personnes indifférentes à la thématique, et qu'on compte en grand nombre dans la vallée de Siria présentement. Il ne fait aucun doute qu'avec le temps, l'on note une augmentation du nombre de gens indifférents, puisque plusieurs personnes avec qui j'ai parlé étaient excédées de traiter de ce sujet leur rappelant sans cesse la présence de la mine sur le territoire régional. Ces gens souhaitent passer à autre chose et évitent d'aborder le sujet. J'ai ressenti ceci également lorsque je mentionnais à mes interlocuteurs que je travaillais sur la résistance contre la mine : certains gens ne trouvaient absolument rien à me dire. Même un des amis d'El Porvenir m'a demandé si c'était encore justifié de traiter de ce sujet après huit ans d'exploitation et le fait que la mine soit sur le point de fermer. Le niveau d'indifférence ajoutée à la présence d'individus en faveur de la mine et ceux qui condamnent sa présence font que la région de la vallée de Siria se retrouve divisée à l'interne, ce qui nuit à la force et à la stabilité d'un mouvement de résistance sur l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, ce divisionnisme est mieux représenté par les discours des municipalités. Comme je l'ai mentionné plus haut, les membres de la mairie de San Ignacio adoptent un discours soulignant les bons côtés de la mine. Ce membre de la mairie d'El Porvenir m'a même raconté une anecdote sur ce sujet. Alors qu'il participait à une réunion avec des membres des autres mairies de Francisco Morazan, un conseiller de San Ignacio s'est présenté comme provenant du village de la mine San Martin et, conséquemment, le plus riche du département. Les autres participants n'ont pas apprécié l'orgueil de cet individu; ils disaient entre eux qu'il avait été vendu à l'argent du Nord

(Entrevue été 2008). La richesse économique est un facteur qui influence le discours des élites de San Ignacio pour se différencier des municipalités voisines. Cette façon de se montrer différent, supérieur aux autres municipalités de la vallée de Siria ne fait qu'élargir les frontières entre les positions adoptées par les officiels de ces lieux politiques. El Porvenir et Cedros ne deviennent que des entités extérieures, dont l'opinion n'est pas prise en compte, et desquelles San Ignacio veut se séparer, même si la position de Cedros est plus semblable à la leur que de celle d'El Porvenir.

El Porvenir s'oppose depuis le début à la présence de la mine San Martin dans la région. Le degré de résistance a oscillé au cours des années entre des hauts et des bas; cependant, la position de base, elle, n'a pas bougé. Il s'agit en même temps d'un moyen de se différencier de la municipalité voisine et d'acquérir une identité propre au niveau local, mais aussi national. La municipalité de Cedros joue un peu sur les deux tableaux : certains des élites étant en faveur, mais une partie de la population contre, elle projette l'image d'une municipalité qui ne sait de quel côté danser, puisque ses relations avec les deux autres municipalités seront touchées par sa prise de décision. Jouer la carte de l'indifférence devient un moyen de ne pas s'aliéner ses voisins et de s'adapter selon la situation<sup>9</sup>. La vallée de Siria se trouve ainsi dans un jeu de force entre protestataires, individus indifférents et gens en faveur de la mine. Par contre, il faut souligner que ce qu'on rencontre le plus dans la région, autant à El Porvenir, qu'à San Ignacio et qu'à Cedros est de l'indifférence de la part de la population. Les gens en sont au point où ils savent que la mine a causé des dommages à leur région, mais que, même si elle partait, les conséquences resteraient toujours présentes et visibles. La lutte qui n'a pas pu faire cesser l'exploitation et soulever l'inertie des gouvernements de la république au cours des huit dernières années, a fait perdre l'espoir à certaines personnes qui, maintenant, préfèrent vivre comme si la mine n'existait pas. Ainsi, la bataille n'est soutenue aujourd'hui que par un groupe infime de personnes qui ne

---

<sup>9</sup> Cependant, depuis le milieu de l'année 2008, des activistes de Cedros demandent de l'aide au *Comite ambientalista del valle de Siria*, car une compagnie minière canadienne, la Five Stars, veut installer une mine de fer à ciel ouvert sur le territoire de la municipalité.

veulent pas que la situation se détériore et que la compagnie s'en tire à aussi bon compte, après toutes ces années d'exploitation et de contamination, ayant affecté la vie humaine, animale et végétale de la vallée de Siria.

Les protestataires ont dû changer leurs techniques d'opposition à la compagnie à la suite de l'augmentation de l'indifférence et des inégalités dans les rapports de force entre la compagnie et les communautés. Ils se sont donc donné un rôle de vérificateur de techniques d'exploitation de l'or et de toutes les activités sur le site. L'apprentissage des techniques de l'exploitation minière à ciel ouvert est devenu une sorte d'école pour les gens et ils retirent beaucoup de fierté d'avoir acquis ces connaissances. Le vice-président du *Comite ambientalista del valle de Siria* m'a manifesté sa satisfaction de détenir des compétences pour ce type d'exploitation et d'être en mesure de les transmettre à la population de la région pour lui faire comprendre les dangers engendrés par l'utilisation du cyanure. Ainsi, en acquérant de l'information sur le sujet, ces personnes s'assurent de limiter les actions de la compagnie sur le territoire, actions favorisées par la désinformation. Cette nécessité d'obtenir de l'information par des médias non accessibles à tous dans cette région du monde, dont internet, crée une professionnalisation des connaissances et de la lutte, étant donné que certaines personnes acquièrent un capital « scientifique » supérieur à la population. Le prestige social prend forme et une distance devient tangible entre les individus et leurs connaissances sur le sujet. Ceci devient un élément limitatif à l'accès de nouveaux membres dans le comité qui, pourtant, nécessite la présence de gens possédant ces connaissances techniques. La réorientation dans la bataille vers des instances internationales, juridiques et politiques (Voir chapitre sur El Porvenir) fait en sorte que sans des connaissances techniques, les gens ne peuvent participer activement à la résistance qui demeure entre les mains d'une petite élite. Ceci ne favorise aucunement la résistance « visible » sur le terrain. Cependant, malgré l'indifférence que l'on retrouve dans la région et la diminution des forces protestataires, les membres du comité, bien que peu nombreux, sont en mesure de maintenir la surveillance sur des activités d'Entre Mares. Ils n'ont pas accès

au site, par contre, ayant un réseau de contact bien établi au Honduras et un accès aux rapports de DEFOMIN lorsqu'il visite la mine, ils obtiennent de l'information sur ce qui se passe à l'intérieur du site.

De plus, les membres du comité tentent de rallier d'anciens travailleurs à leur cause, et de cette façon, apprendre ce qui se dit et se fait sur le site. Des témoignages d'anciens travailleurs deviennent du capital politique, puisque ces gens ont été employés par Entre Mares, ont réalisé certaines opérations dangereuses pour eux ou pour la population et ont acquis un capital technique sur le fonctionnement de la compagnie qui peut être avantageux pour d'éventuelles poursuites devant des tribunaux, thème que j'aborderai dans les prochains chapitres. Il ne faut pas croire que tous les anciens travailleurs sont en faveur de raconter leur expérience et ce qui se passe réellement à l'intérieur. Certains éprouvent une certaine fierté d'avoir été mineurs et ne veulent en rien dénigrer le travail qui leur a permis de mieux vivre au cours des dernières années. Certains autres redoutent les représailles s'ils coopèrent trop avec les membres du comité et le côté protestataire. Malgré la fermeture imminente de la mine et la diminution des travailleurs de 350 à 15, certains sont craintifs et préfèrent demeurer silencieux. Seulement la présence permanente de la mine constitue un symbole qui illustre la puissance de l'industrie minière et des gens en sa faveur. Certains travailleurs, d'autre part, sont prêts à aider le comité puisqu'ils n'ont plus rien à perdre. Ils sont malades ou ils ne retirent plus aucun revenu de travail et ils tentent parfois leur chance d'aller chercher des compensations supplémentaires si l'entreprise est déclarée coupable de méfaits contre la population de la vallée de Siria. Selon Scott, c'est d'ailleurs dans des situations où les gens n'ont plus rien à perdre que le discours caché court la chance de devenir public (1990).

Ainsi, l'exploitation minière continue, mais des individus de la région surveillent les actions afin que l'entreprise respecte les lois, les règles nationales et internationales, mais aussi que le site d'exploitation n'augmente pas en envergure, car il ne faut pas oublier que la compagnie minière a en concession un territoire plus important que ce qu'elle exploite présentement.

Cette pression demeure cependant marginale, puisque seulement un groupe minime de personnes s'assurent de la garder sur les opérateurs du site, et que ces individus sont en majorité des membres du comité ou des gens travaillant en union avec lui. Un des problèmes de la lutte et du maintien de la pression externe provient de l'anonymat de l'adversaire. Bien que les habitants de la région soient contre la mine, ils ne peuvent l'associer à un individu ou un groupe de personnes. Lors de mes nombreuses conversations avec des gens de la région, le nom d'Entre Mares revenait souvent, mais sans qu'une ou des personnes représentant l'entité de la mine ne soient nommées. Il n'y a pas de contact direct entre le propriétaire de l'exploitation et les habitants de la vallée de Siria. La mine est la propriété d'une personne fantôme ou physiquement invisible des lieux et donc, du discours des protestataires. Les protestataires « professionnels » comme les membres du comité savent, eux, qui sont les dirigeants de Goldcorp; par contre, les gens n'étant pas directement impliqués dans la lutte, ne peuvent identifier les problèmes de la région à une personne ou un groupe clé. L'anonymat rend la résistance de la majorité plus difficile, car ils ne savent pas contre qui ils résistent. Certains se désintéressent donc plus rapidement de la bataille car il n'y a pas d'adversaire concret autre que la mine San Martin et Entre Mares. Il est possible d'identifier des responsables sur place, le gérant de la mine par exemple, par contre, dans le discours des habitants de la région avec qui j'ai eu la chance de discuter, en aucun temps, le nom d'un individu ou d'un groupe d'individus n'était prononcé. La mine est présentée comme une entité en elle-même.

Par ailleurs, il est loin d'être difficile pour Entre Mares de démontrer un niveau de support régional. En présentant la vallée de Siria comme un tout uni et homogène, les appuis provenant des travailleurs ou des élites régionales en sa faveur deviennent des exemples illustrant le point de vue de toute la population. Ce sont ces gens qui se retrouvent dans des documentaires sur les bienfaits de la mine, sur son positivisme pour la région et pour ses habitants et son aide au développement. S'appuyant sur l'hypothèse que l'élite représente le peuple, il devient facile de démontrer un support actif

pour la mine San Martin au niveau international. C'est en parlant avec des individus hors de ce cercle élitiste qu'il est possible de savoir vraiment ce que les habitants pensent de la situation. Par contre, il ne fait aucun doute que cette présentation d'appui affecte le mouvement de résistance.

Ayant un budget beaucoup plus imposant que celui du *Comite ambientalista del valle de Siria*, la société minière et ses alliés gouvernementaux au Honduras produisent des outils publicitaires qu'une organisation de résistance locale ne peut concurrencer. Le vice-président du comité déplore d'ailleurs cette inégalité de ressources qui affecte la lutte et la décision que prend la population sur le sujet :

Ha sido una lucha desigual no siempre hemos tenido la fortaleza, la fuerza social y por que entremos en desventaja en una lucha desigual económica por ejemplo al revista de ese tipo (il me montre une revue d'ALAMINH illustrant les bienfaits des exploitations minières pour le Honduras avec une mise en page impeccable) tratar de convencer a la gente y nosotros con palabras cuando tenemos acceso a un medio solo cuando hemos acciones sociales fuerte de movilización, de protesta entonces, accedamos a un medio televisivo o radial, escrito pero son circunstancialmente con un pluralmente que tenemos ese acceso a los medios mientras que ellos pagan espacio, escrito hablados o televisivo y nosotros no tenemos como hacerlo entonces, en ese sentido, la misma acción la regalía que hacen a la persona ha detenido que ellos no sien apoyando porque igual tampoco tenemos alguna, propuesta de expectativa queriendo en ganada o a cualquier costa nosotros hemos sido muy sincero, no tenemos que darle a cambio de que estén con nosotros, no podemos hacer de ofrecimiento porque seriamos una farsante o mentiroso y eso no lo pensamos hacer.

Il est impossible de lutter à forces égales. Par conséquent, la propagande du parti, donc de la compagnie minière, avec plus de capital social, économique et politique, est en mesure d'influencer grandement le discours, qui est présenté comme véridique, sur la situation de la vallée de Siria, sur l'exploitation minière et ses bienfaits sur le développement de cette région. Ce discours constitue la base qui illustre le soutien régional et utilisé au niveau national, hondurien et canadien, mais aussi, internationalement, pour souligner le bon travail de Goldcorp et ne pas influencer négativement la valeur de l'action sur le marché boursier.

Ces agissements sont rendus possible par le fait que la résistance de la population n'est pas très verbale, elle demeure une résistance silencieuse. Les

dernières années ont d'ailleurs laissé place à une résistance discursive au niveau international. J'aborderai cet aspect caractéristique du mouvement de la vallée de Siria dans les prochains chapitres. Puisque la voix des protestataires est réservée à un groupe officiel dans la région, le *Comite ambientalista del valle de Siria*, il est facile pour la compagnie de le discréditer, peut-être pas localement, mais devant des autorités des gouvernements et les investisseurs de l'entreprise. La division entre élites capitalistes et les paysans vivant de leur terre se fait sentir dans la position adoptée par les gens sur le sujet. Les paysans sont en grande majorité indifférents ou contre la mine pour des raisons que j'ai évoquées auparavant, les individus qui reçoivent des bénéfices de sa présence sont en sa faveur. La lutte devient ainsi une lutte de classes, une lutte d'idéologie, thème que je vais aborder dans les deux prochains chapitres.

### ***Conclusion***

La réalité historique du Honduras est celle d'un état dominé, incapable d'instaurer des mesures qui protégeraient sa population des grandes multinationales minières qui désirent exploiter ses richesses naturelles et son environnement. La vallée de Siria est victime du troisième boom minier, de la puissance de Glamis Gold et Goldcorp Inc. et de l'absence de politiques canadiennes et honduriennes pour limiter les actions des entreprises minières à l'étranger. De plus, la puissance du discours sur le développement et la création d'illusions pour la population locale lui étant associées se révèlent un dispositif permettant l'acceptation du projet minier et augmentant la difficulté de créer une résistance de haut calibre. Avec le non-respect des promesses et les problèmes qui s'accumulent, les habitants de la vallée de Siria se dotent d'un comité afin de défendre la zone. Cependant, la division à l'intérieur de la région et l'augmentation de l'indifférence font en sorte que la force du comité n'est jamais maximale et qu'il doit se redéfinir comme surveillant des actions de la compagnie sur son territoire et transférer la lutte à des instances internationales. Étant avantagée dans une lutte aux ressources inégales, l'entreprise subsidiaire Entre Mares est capable de mettre en place un discours qui illustre un appui de

la population. C'est d'ailleurs dans la municipalité de San Ignacio que ce discours est le plus accepté.

## **SAN IGNACIO: LA CLASSE OUVRIÈRE ET LA NOUVELLE RÉSISTANCE**

*Honduras enjoys a stable, pro-business government that passed new modern mining laws in 1998 to stimulate foreign investment. The climate at San Martin is one of moderate rainfall, averaging less than one meter per year. Infrastructure and access are excellent, as the mine is located five km from the town of San Ignacio from which most of the mine labor force is drawn (Glamis Gold 2001: 8).*

Comme je l'ai décrit dans le chapitre précédent, la municipalité de San Ignacio est le lieu géographique et politique où l'on retrouve la mine San Martin, en phase d'exploitation depuis les huit dernières années. L'opinion de l'élite locale est claire et précise : la mine est avantageuse pour la municipalité et les individus qui y travaillent. Ainsi, dans une région qui se proclame en résistance, San Ignacio se dégage du lot comme l'endroit où le rationnel écologique est mis de côté au profit du capital. Des positions divergentes se sont dessinées dans ce petit coin de la vallée de Siria et une structure complexe s'extirpe des dernières années de lutte au sujet de la légitimité de la présence d'une exploitation minière de cette envergure, sur un territoire de prime abord rural et agricole. Pour un visiteur d'une autre région du monde comme moi, le village de San Ignacio, situé dans le centre de la municipalité, est tout ce qu'il y a de plus calme et, je dirais même, ennuyeux. Les rues sont pratiquement désertes, de même que le centre du village. Cependant, sur le plan interne, de l'agitation, de la confrontation, des débats sur des positions morales, mais aussi politiques et écologiques sont monnaie courante. La centralité des dynamiques de la municipalité de San Ignacio dans mon étude sur le mouvement de résistance écologique de la vallée de Siria illustre l'importance qu'a pris ce lieu, autant au niveau politique qu'économique et social, lorsqu'on accepta que la mine débute sa phase d'exploration en 2000.

### ***La difficulté d'être protestataire à San Ignacio***

Être protestataire n'a jamais été une position facile dans notre société moderne, où l'on forme les gens à suivre la masse et à ne jamais la contredire sous peine d'être marginalisés et punis sévèrement autant physiquement que psychologiquement. Dans un endroit où les liens familiaux et sociaux sont étroitement tissés, il est encore plus difficile de s'exprimer de cette façon. Les individus qui s'opposent à la mine San Martin ont donc dû travailler en dépit des conséquences que leur position était susceptible d'entraîner. Cependant, la municipalité de San Ignacio n'a pas toujours adopté le même discours qu'aujourd'hui. Des événements ponctuels ont fait osciller l'opinion dominant sur le sujet, mais, indubitablement, même à la fin de la période d'exploration, avant que le permis d'exploitation soit émis, la population de San Ignacio était toujours mal informée sur le sujet. L'ignorance est un des aspects les plus importants pour l'acceptation d'un projet, puisque si les gens n'y connaissent rien, comment peuvent-ils se permettre d'aller à l'encontre de ce qui se fait? Plusieurs des gens interviewés m'ont mentionné ignorer totalement que la mine qui se développait dans leur région était à ciel ouvert (Entrevue été 2008). Le discours qui circulait à ce moment était qu'il allait bel et bien y avoir une mine, mais l'opinion populaire était que cette mine serait souterraine. Comme je l'ai indiqué dans le chapitre précédent, la mine souterraine comporte des avantages intéressants : plus d'une génération court la chance d'y travailler grâce à la lenteur de ce type d'exploitation, ce qui favorise la solidification de la classe ouvrière. Par ailleurs, pour les gens qui savaient qu'il s'agissait d'une mine à ciel ouvert, cette expression n'avait tout simplement pas de sens concret. L'ignorance a rapidement fait place à de l'acceptation, puisque les habitants de la région veulent travailler, ils souhaitent améliorer leurs conditions de vie et celles de leur famille. Bref, ils désirent le développement socio-économique que propose la compagnie minière. Le projet d'exploitation minière, dès le début, s'entoure de mystère au niveau local.

L'absence d'un schème explicatif, qui permet aux individus de comprendre et contextualiser ce type d'exploitation et ses conséquences présentes et futures, servira la compagnie minière au cours des huit années d'extraction. Ainsi, plusieurs individus ne croiront pas ce qui se passe sur le site San Martin, car ils n'ont pas l'information ou ne veulent pas la cueillir dans des médias externes à l'industrie minière. La réalité de ce que représente une mine à ciel ouvert a été partagée par des acteurs externes de la région. Une des personnes de San Ignacio interviewées m'a confié que ce sont des religieuses, une Américaine et une Canadienne, dont l'origine de leur présence dans la vallée de Siria, et même au Honduras, est obscure, qui sont venues dans la municipalité en 1999, avec une vidéo démontrant les conséquences environnementales et humaines de ce type d'exploitation. Les individus qui nourrissaient des doutes envers la mine San Martin ont alors répandu la nouvelle dans la région. Les religieuses ont cependant été forcées de quitter San Ignacio puisqu'il est interdit aux étrangers de troubler la paix ou inciter à la révolte au Honduras (Entrevue été 2008). Cet événement laisse entendre que la genèse de la résistance serait venue de l'extérieur. Il faut toutefois faire preuve de prudence envers ce récit : bien qu'elles aient stimulé le désir d'en savoir plus sur les mines à ciel ouvert, les religieuses n'ont pas été des actrices de premier plan dans la mise sur pied du comité régional et du mouvement protestataire. Leur renvoi de San Ignacio démontre par contre la position des autorités locales qui refusaient que de l'information, à majeure partie négative, sur le sujet soit transmise à la population. Il est intéressant de noter qu'un de mes confidents d'El Porvenir m'a souligné que ces religieuses se sont, par la suite, rendues dans sa municipalité, où elles ont été accueillies et ont réussi à transmettre leur message sur les mines à ciel ouvert. Cette présentation favorable de sa municipalité indique le désir des interlocuteurs de créer une division territoriale axée sur la position respective des maires et conseillers municipaux. La dichotomie entre les deux municipalités s'établissait donc déjà avant le début officiel de l'exploitation. L'ignorance constitue la façon la plus efficace de faire accepter le projet aux habitants de San Ignacio, un contrôle de l'information devenait

donc nécessaire. Dès le début, la bataille discursive sur la réalité de ce type d'exploitation se situait dans un contexte socio-économique et politique propre à San Ignacio, où l'élite essayait de se fabriquer une identité basée sur ses liens avec un groupe d'entrepreneurs nord-américains.

Cependant, les habitants de la municipalité n'avaient pas encore accepté que le projet minier San Martin engage la phase d'exploitation. C'est lors d'un vote pendant une réunion à la mairie le 20 juillet 1999, que la position des différentes parties a été exposée au grand jour. À la suite de cette réunion, les gens qui redoutaient le projet ont voté contre la phase d'exploitation. Par contre, la municipalité a décidé de ne pas s'opposer officiellement à l'exploitation avant de connaître les résultats de l'étude sur les impacts environnementaux réalisée par la compagnie (Alcaldia de Policia, San Ignacio, [F.M. Honduras, C.A.] 1999). La position de la mairie s'explique par la croyance selon laquelle la présence de la mine éliminerait le problème de pauvreté, en assurant le développement économique de son territoire. De plus, la publication, par la compagnie minière, de bulletins et de revues soulignant les bienfaits de l'exploitation minière s'ajoutait à la pression externe de la part des résidents souhaitant obtenir du travail et des dirigeants de la mine désireux de passer à la prochaine étape (Almendares 2006). Résister, à San Ignacio, devenait alors plus ardu, les partis de l'opposition étant faibles et possédant peu de ressources, alors que les acteurs en faveur de la mine se rassemblaient en un groupe de plus en plus homogène et uni.

Il faut toutefois voir le vote rejetant l'exploitation de la mine San Martin comme le début réel d'un mouvement protestataire à San Ignacio. Il n'y avait pas de manifestation publique au tout début dans la municipalité; le climat était calme. La politisation des habitants était cependant en processus de formation. La position des gens sur le sujet devenait une position politique. La politisation se faisait au niveau de l'idéologie du développement et non au niveau de la politique, puisque autant chez le parti national ou le parti libéral, les deux partis dominants au Honduras, des gens sont en faveur et contre l'exploitation minière. Par le biais du vote au conseil municipal, les élites de la

mairie ne voulaient pas être perçues comme anti-développement par les dirigeants de la mine. Ces élites proclamaient d'ailleurs que les gens ayant voté contre l'exploitation recherchaient le statu quo, ne voulaient pas progresser et améliorer la situation de la municipalité et de ses habitants. Comme l'a démontré Escobar, le discours du développement n'est qu'une construction récente, adoptée par le discours capitaliste afin de contrer les attaques des écologistes qui critiquaient le modèle destructeur en place avant les années 1980-1990 (Escobar 1995). Le développement durable devient alors le cri de ralliement mondial des capitalistes qui cherchent à maintenir l'exploitation des ressources naturelles et humaines et à augmenter leurs profits. Il faut cependant se demander de quelle façon l'extraction minière basée sur la destruction peut être durable. Est-ce que la réduction des coûts, autant économiques qu'environnementaux, fait en sorte qu'il s'agit d'un développement durable? La situation de la vallée de Siria, avec ses problèmes écologiques et humains, indique le contraire.

Par ailleurs, grâce au vote municipal, les dirigeants pouvaient mettre un visage sur les protestataires, ce qui allait être avantageux pour diriger efficacement les représailles contre eux dans le futur. Identifier ses adversaires est un élément primordial pour limiter les conséquences de leur présence dans la municipalité. Il est plus facile de les soudoyer ou de détruire leur image sociale, donc leur capital social et politique dans la région. Il en va autrement pour les protestataires qui n'ont pas, eux, ce lien avec des adversaires concrets; ils n'ont que l'entité de la mine San Martin, comme je l'ai indiqué dans le chapitre précédent. Je vais de plus aborder le sujet des représailles subies par les manifestants un peu plus loin.

Il est impératif, par contre, de se demander comment et pourquoi l'élite locale a accepté d'autoriser le début de la phase d'exploitation. Petite municipalité, autant au niveau géographique que de la population, la position de l'élite municipale et des leaders locaux est essentielle pour déterminer la position de la majorité des individus. L'influence entre pairs se retrouve en force dans ce type de municipalités, ce qui crée une pression sociale sur les

individus et sur leur façon de penser ou de voir la réalité. La compagnie minière joue cette carte en 2000 lorsqu'elle paye un voyage aux États-Unis aux maires de San Ignacio et El Porvenir, aux députés de San Ignacio et à quelques membres du patronat de Palo Ralo, entre autres. Ce voyage avait comme but d'illustrer ce que représente l'exploitation d'une mine à ciel ouvert. Ainsi, pendant environ une semaine, ces gens de la vallée de Siria, plusieurs n'ayant jamais quitté le Honduras, se retrouvent dans le désert du Nevada à visiter le site d'une mine semblable à celle que la compagnie veut installer à San Ignacio, mais aussi, à faire l'expérience de la richesse américaine et de son capitalisme néolibéral. Les individus de la corporation municipale de San Ignacio sont alors en proie à l'intégration de cette idéologie du profit et de la richesse et ils souhaitent que leur municipalité connaisse un avancement économique similaire. Cependant, certains des voyageurs, comme le maire d'El Porvenir, restent plus critiques, car l'exploitation visitée se trouve dans un désert, loin d'un centre peuplé, contrairement à ce qui est proposé dans leur région. Il faut souligner que, puisque ce n'est pas dans leur municipalité que veut s'installer la mine, à ses débuts du moins, leur position s'explique aussi par l'absence d'attrait économique direct. L'élite de San Ignacio est attirée par le néolibéralisme et les profits rapides. Comme le mentionnent James McCarthy et Scott Prudham « neoliberalism, though various and contradictory, tends not only to generate serious environmental consequences, but – drawing on classical liberalism – is significantly constituted by changing social relations with biophysical nature » (2003 : 275). Ainsi, dans une société historiquement liée à la nature, où la majorité de la population travaille la terre et vit de ce travail, l'approche néolibérale change la vision de ce monde naturel et organique du passé. Ainsi, la terre devient un objet à exploiter non plus pour se nourrir, survivre et vendre ses produits localement, mais bien pour être actif sur le marché international et compétitif, tout en tirant profit de ce nouveau type d'utilisation des ressources de la région.

Le voyage aux États-Unis doit être compris comme un moyen de façonner la pensée de l'élite locale. Ceci ne se fait pas directement bien sûr,

mais plutôt de manière subtile et inconsciente. Le gain rapide de capitaux et de la richesse d'une nation, qui a exploité ses ressources naturelles, devient une source de motivation qu'intègrent plusieurs individus de la vallée de Siria faisant partie du voyage. La pauvreté d'un peuple comme les Honduriens fait en sorte que la quête pour l'amélioration socio-économique rapide est constante. Je ne veux pas insinuer ici que les individus ayant participé au voyage ignoraient tout de la richesse des États-Unis, puisqu'ils ont accès à des médias internationaux par la télévision; ils savaient donc très bien ce qui les attendait au « Nord ». Par contre, ce voyage a permis aux dirigeants du projet minier de faire croire à ces leaders locaux à la possibilité de créer un système et une richesse semblables dans leur région. Pour ce faire, ils devaient accepter l'idéologie néolibérale. Harry Sanabria souligne d'ailleurs qu'afin de comprendre la résistance, il faut comprendre les arts de la domination, et l'un d'eux est de former l'élite locale afin qu'elle pense comme les dominants (2000). En transposant son idéologie dans une région qui n'y avait pas encore adhéré totalement, les dominants du Nord cherchent la légitimation qui leur permettra d'exploiter les ressources minières du territoire de la vallée de Siria au nom du marché international. L'acceptation de cette idéologie par l'élite de San Ignacio devient la légitimation qu'ils recherchaient.

Cette intégration devient un sujet créant une distance symbolique entre les deux municipalités emprisonnées dans le débat de l'exploitation minière de la vallée de Siria. L'élite d'El Porvenir n'a pas adhéré au même niveau à l'idéologie néolibérale, ce qui fait en sorte qu'une coupure s'installe entre les deux groupes municipaux. Une division sur la question minière, et tout ce qui lui est associé, positionne les deux municipalités différemment. San Ignacio se présente comme une municipalité qui va de l'avant, qui veut se développer avec de l'aide externe, grâce à l'exploitation de ses ressources; El Porvenir comme région souhaitant le statu quo. Cette identité donnée aux municipalités se maintient au cours des années, malgré les divers changements d'opinion de la population. Les individus que j'ai interviewés présentaient San Ignacio ou El Porvenir comme une entité monolithique, ayant une façon unique

de penser et d'agir face au débat actuel et passé sur la question minière. Leurs conversations au sujet de la mine San Martin étaient ponctuées de « San Ignacio est comme ça... », « El Porvenir est comme ci ... ». La multitude d'opinions sur le sujet est annihilée pour faire place à un discours généralisé qui crée une identité propre aux municipalités. Ceci renforce par contre la frontière invisible entre ces deux entités (Tilly 1998). Les habitants de San Ignacio ont donc accepté, en majorité, qu'ils étaient en faveur de la mine ou qu'ils ne s'y intéressaient pas, puisque c'est le discours hégémonique dans la région depuis plus de huit ans, autant dans la presse écrite que verbale. Cette identité régionale devient alors un cheval de bataille que certains tentent de redéfinir dont les protestataires contre la mine San Martin qui souhaitent ainsi démontrer que cela ne représente pas la réalité sociale de la municipalité et de ses habitants, alors que la compagnie minière et les gens en faveur de la mine travaillent à prouver que San Ignacio a une identité qui lui est propre, soit celle d'une municipalité pro-développement et pro-mine.

L'ingénieur Francis Lean souligne dans son rapport que

Las actividades mineras han afectado las relaciones sociales de las comunidades. Existen conflictos entre las municipalidades de San Ignacio y El Porvenir. Los impuestos municipales pagados por la empresa minera le corresponden al municipio de San Ignacio, pero las actividades de esta industria afecta algunas aldeas de El Porvenir (2003: 23).

Ceci illustre l'argument principal des leaders communautaires de San Ignacio contre El Porvenir, bien que les gens d'El Porvenir soutiennent que leur position est associée aux dommages sociaux et environnementaux, et non à l'aspect monétaire de la question de la mine. On tente ainsi d'orienter le débat vers une rhétorique économique, sans tenir compte de ses aspects sociaux et environnementaux. Il s'agit d'une démonstration de l'emprise capitaliste néolibérale intégrée dans la pensée de l'élite de San Ignacio.

Par contre, une distance réelle s'est créée entre les protestataires et les gens en faveur de la mine : c'est quand même à San Ignacio que l'on trouve le plus grand nombre de gens favorisant l'exploitation minière dans la région, pour des raisons que j'évoquerai plus loin dans le chapitre. Il n'y a pas qu'une identité municipale qui est en jeu ici, mais aussi la création d'une identité

personnelle. S'opposer à la mine San Martin signifie être marginalisé par rapport au discours de la masse et, dans une petite communauté, se distancier du groupe signifie une perte de capital social. J'ai discuté avec plusieurs habitants de San Ignacio et ce sont ceux qui avaient déjà à la base un réseau social imposant et solide qui sont demeurés dans la lutte de façon active, car ils sont supportés par ces contacts. Par contre, plusieurs ont décidé d'abandonner la bataille puisqu'elle devenait trop coûteuse socialement. Ces coûts se définissent par l'érection d'une frontière symbolique dans la municipalité même et par la domination des individus en faveur de la mine. La peur de la perte de capital social a fait en sorte qu'au cours des dernières années, plusieurs personnes ont décidé de ne pas dévoiler leur position dans le débat et de se présenter comme indifférents. Ceci leur permet de bifurquer d'un côté et de l'autre de la frontière sans en subir d'effets socialement notables. Le directeur du collège d'enseignement secondaire du village de San Ignacio, qui est aussi le vice-président du *Comite ambientalista del valle de Siria*, comme certains protestataires, adopte aussi une position « cachée » à certaines occasions, de crainte que ses convictions personnelles affectent les gains futurs de l'école en tant qu'infrastructure ou argent, autant de la mairie que de la compagnie minière. Ainsi, les protestataires se doivent de « doser » leur voix, afin de ne pas affecter les investissements faits dans leur établissement. Il devient donc plus difficile pour les protestataires à San Ignacio de s'identifier clairement et de maintenir la lutte et leur identité de manifestants au fil du temps, car être reconnu comme tel influence leur capital social individuel ou celui d'institutions auxquelles ils appartiennent. Bien sûr, dans la municipalité, on connaît qui est environnementaliste et qui est en faveur de la mine. Par exemple, la position du directeur de l'école secondaire est bien connue de la population et des autorités locales. Par contre, ce sont les attaques verbales des individus contre l'exploitation minière que l'on veut réduire au maximum localement.

Il y a une difficulté historique à être environnementaliste à San Ignacio. Avant le débat et la résistance sur l'exploitation minière, des individus

s'occupaient de la question forestière<sup>10</sup>. L'industrie forestière est un domaine d'emploi établi depuis plusieurs générations dans la vallée de Siria. Par contre, à San Ignacio, certaines personnes s'assurent que les compagnies n'abusent pas des ressources disponibles. Le vice-président du *Comite ambientalista del valle de Siria* prenait part à la résistance contre cette industrie et voulait réduire sa présence dans la municipalité. Il a accumulé de l'expérience comme protestataire dans cette période de sa vie, comme il me l'a indiqué au cours d'une de nos conversations (Entrevue été 2008). Cependant, en manifestant contre une industrie qui fournit de l'emploi à plusieurs personnes de la région et de la municipalité, ces individus ont rapidement été perçus comme adversaires des travailleurs qui désirent nourrir leur famille, perception qui s'est étendue aux environnementalistes protestant contre la mine San Martin. Les employés défendent, lorsqu'ils sentent de la résistance, leur droit moral au travail (Sanabria 2000). Il devient difficile pour les protestataires de dénoncer certains problèmes environnementaux lorsque la survie de familles dépend du travail d'une industrie dévastatrice. Ainsi, la municipalité de San Ignacio n'en est pas à ses premiers balbutiements en termes de bataille écologique, et l'expérience acquise par certaines personnes ayant appuyé la résistance contre la déforestation s'est transmise aux manifestants miniers.

Arturo Escobar souligne de plus que « peasant resistance reflects more than the struggle for land and living conditions; it is above all a struggle over symbols and meanings, a cultural struggle » (1995 : 167). La résistance ne se dresse pas toujours contre les multinationales qui exploitent les ressources, mais aussi contre des industries locales, comme c'est le cas pour l'industrie forestière à San Ignacio, qui ne respecte pas les symboles de la région qui sont, aux yeux de la plupart des individus avec qui j'ai parlé, la richesse naturelle de la vallée de Siria. Les résistants à la déforestation et l'exploitation minière perçoivent leur territoire comme un lieu où la nature doit être exploitée, mais de façon réfléchie et convenable. Il ne faut pas se perdre dans un romantisme

---

<sup>10</sup> Aujourd'hui, il y a toujours des groupes régionaux qui traitent de ce sujet, par contre, le débat sur la question a été relégué au deuxième rang des problèmes environnementaux, derrière la question minière.

écologique où ces individus vivent en parfaite harmonie avec la nature sans qu'il y ait d'anicroche. Ces personnes souhaitent une exploitation qui serait réellement durable et minimiserait les impacts négatifs sur l'environnement local, mais aussi national et mondial. J'ai été étonné de constater au cours de mes conversations, que la plupart de mes interlocuteurs établissaient un lien entre la sauvegarde de leur environnement et les phénomènes écologiques mondiaux, comme le réchauffement de la planète par exemple. Il ne s'agit pas seulement d'un mouvement qui réagit aux problèmes locaux, mais plutôt un mouvement qui le place dans un contexte mondial. Ainsi, lorsque Escobar parle d'une résistance au niveau des symboles et d'une bataille culturelle, il faut comprendre que, dans le cas de la vallée de Siria, les symboles sont l'abondance et la richesse naturelle et que la bataille culturelle signifie une lutte pour un environnementalisme mondial sain.

Cependant, remettre tout ceci en cause devient difficile pour les protestataires à San Ignacio, puisqu'au niveau local, l'opposition à leur discours est très ardue. La difficulté de créer une action collective municipale limite la portée de leur bataille symbolique et culturelle. Comme l'indique James Scott:

[...] the obstacles to collective action presented by the local class structure are compounded by other cleavages and alliances that cut across class. These are the familiar links of kinship, friendship, faction, patronage, and ritual ties that muddy the « class waters » in virtually any small community (1985: 244).

Exposer son discours au public doit être une action posée après une réflexion ayant tenu compte de ces obstacles, car la perte de liens sociaux, donc de capital social, peut signifier une mort publique pour les personnes ne disposant pas d'un capital solide. À San Ignacio, avec une population majoritairement en faveur ou indifférente à la thématique, il était nécessaire dans les débuts du mouvement de résistance de contrôler son discours public. Être stigmatisé dans une municipalité de cette taille constitue une des peurs de plusieurs des protestataires. L'effet paralysant de cette peur limite les actions que seront prêts à prendre certains individus (Elias 1997). Cette paralysie est aussi encouragée par les représailles que risquent de subir les individus « déviant » de la pensée majoritaire. La répression peut être physique, sociale et économique. Les deux

membres les plus en vue du comité de la vallée de Siria dans la municipalité de San Ignacio m'ont mentionné avoir subi des menaces de mort, des appels téléphoniques anonymes menaçants; ils ont été assaillis et violentés par des camionneurs et des gens tirant des avantages économiques de la mine; l'un d'eux a aussi commencé à se sentir perçu comme un traître par certains membres de sa communauté. Les représailles n'ont pas été aussi violentes que dans d'autres régions de l'Amérique centrale cependant; elles ont toutefois dissuadé des membres du comité de quitter la lutte, du moins publiquement, en stimulant un sentiment de peur. Comme dans le cas des environnementalistes souhaitant protéger le golfe de Fonseca contre l'accroissement des fermes de crevettes qui polluaient ce bassin d'eau, la reconnaissance internationale par les ONG a protégé les membres de représailles plus violentes (Stonich 1996). Des dénonciations à Amnistie internationale ont d'ailleurs été faites afin de s'assurer de documenter ces événements. Le travail des protestataires à San Ignacio a donc été difficile au cours des huit dernières années, en partie à cause des représailles.

Un autre point accroissant la précarité de la lutte à San Ignacio est la pression sociale du groupe. Barrington Moore signale que les subordonnés font leurs propres « patrouilles » et qu'ils identifient tous ceux qui s'associent avec l'élite et qui sont « suspects » à leurs yeux (1978). Les subordonnés agissent d'une manière similaire à celle des dominants avec eux, afin de s'assurer d'identifier les gens susceptibles de nuire au bon fonctionnement de leur groupe. Ils créent donc des dichotomies dans la société en classant les gens par : eux vs nous. Ceci peut créer des tensions dans des petites communautés et en affecter grandement le climat social. La conformité est basée tout simplement sur la pression sociale qui parvient soit des élites, qui désirent que les gens se comportent d'une certaine façon, ou des subordonnés, qui, en tentant de créer un mouvement de résistance, veulent que les gens réagissent d'une autre façon. Scott souligne qu'il faut voir le côté social du discours caché comme un domaine politique qui cherche à renforcer certaines formes de conduite et de résistance dans leurs relations avec les dominants (1990). La

pression sociale est dirigée des deux côtés de la frontière invisible, par contre, c'est de la part du groupe majoritaire qu'elle est la plus forte. L'importance des apparences devient le principal élément en mesure de diminuer les pressions des deux partis. C'est lorsque l'apparence de neutralité disparaît que la classification dans un groupe ennemi ou ami se fait (Scott 1985). Dans ce contexte, il devient facile de comprendre l'augmentation du nombre de gens « indifférents » à San Ignacio et la préférence de certains de se retirer de la bataille et de maintenir un discours caché du public. Les représailles et la pression sociales deviennent des éléments qui limitent le combat des protestataires, puisque les alliances avec d'autres individus sont plus difficiles à créer et à maintenir, dans un climat où règne de la peur de perte de capital social, capital vital dans une petite communauté.

Bref, il est difficile d'être protestataire à San Ignacio. L'ignorance généralisée a fait place à l'acceptation du projet dans lequel la mairie voyait l'occasion d'un développement socio-économique. L'idéologie néolibérale s'est alors imposée chez la majorité des leaders locaux, qui l'ont transmise aux gens qui appuyaient le projet. Une division s'est alors renforcée entre deux visions du développement et de l'exploitation des ressources naturelles (forêt et minéraux). Cependant, l'appui et l'indifférence de la majorité à la mine San Martin sont devenus des instruments paralysants pour les protestataires craintifs face à la perte de capital social.

### ***Quand travailler pour la mine est la seule option disponible***

Les options de travail en dehors du secteur traditionnel de l'agriculture et de l'élevage sont minimales dans la vallée de Siria, et San Ignacio ne fait pas exception à la règle. Bien que situé au centre de la municipalité, dans le village de San Ignacio, il est possible de travailler pour la mairie, les écoles ou de détenir un petit magasin général; les autres villages qui composent la municipalité sont en majorité liés à l'économie rurale. Les individus travaillent corps et âme afin de subvenir aux besoins de leur famille, et lorsqu'une occasion d'améliorer leur position économique apparaît, ils sont plusieurs à

vouloir y acceder. L'arrivée de la mine San Martin dans la municipalité était, et est toujours, perçue par plusieurs comme la chance qui leur permettra de quitter la pauvreté et monter dans l'échelle socio-économique. Cet extrait d'entrevue avec un ancien travailleur de la mine illustre le rôle primordial de la mine pour plusieurs habitants de San Ignacio :

- según usted es que la mina esta haciendo buenas cosas aquí?
- si, la mina se porto bien para aquí, si se porto bien porque le dio, le dio trabajo a mucho de aquí, [...] de la comunidad pues, para parte si se porto bien
- es que la empresa esta ayudando la comunidad?
- aaa, la ayuda que hay es que están dando trabajo
- es el trabajo ...
- no mas que el trabajo porque ahí, ahí [...] a quien la ayuda al alcaldía, pisto que la alcaldía no lo sirve a nosotros (Entrevue été 2008).

La mine est présentée seulement comme une source de travail pour les gens de la région et elle ne demeure utile et bien vue que lorsqu'elle remplit ce rôle. Le même interlocuteur me signalait un peu plus tôt que lorsqu'il travaillait pour la mine, il était en sa faveur, mais, depuis qu'il n'y travaille plus, il est contre puisqu'elle ne lui sert à rien. San Martin n'est alors qu'un moyen pour ces individus d'améliorer leur position économique. Cependant, même cet objectif demeure inachevé pour plusieurs :

- y como fue su vida antes la mina aquí?
- no, por lo mismo, lo mismo de ahora, se es lo mismito
- entonces la agricultura
- si, la agricultura (Entrevue été 2008)

C'est d'ailleurs cette absence de changement qui a donné un deuxième souffle à la résistance à San Ignacio au cours de la dernière année. Le désabusement, maintenant à l'avant-plan, devient une source de mécontentement chez d'anciens travailleurs n'ayant pas atteint le statut social espéré. Les travailleurs, lorsque leur contrat d'emploi se termine, retournent en majorité à leurs activités d'avant la mine, à savoir, l'agriculture et l'élevage principalement. Ceux qui ont vendu leurs terres, car croyant travailler à la mine plusieurs années, se trouvent pris au dépourvu. J'ai pu en effet le constater dans le village de Palo Ralo, qui a été déplacé pour faire place à la mine, alors que plusieurs travailleurs ont décidé de ne pas s'acheter de terres, mais plutôt de belles autos ou des équipements électroniques pour la maison. Par contre, aujourd'hui ces

gens sont forcés de chercher du travail chez d'autres agriculteurs ou de migrer aux États-Unis. Ainsi, l'absence de travail qui les a attirés à la mine en premier lieu se retourne contre eux, si leur avenir économique d'après l'exploitation n'avait pas été planifié. Il faut dire que certains ne veulent plus du travail agricole, car durant les quelques années à l'emploi de la mine, ces personnes ont adopté une identité collective et des habitudes de consommation de la classe ouvrière et non des paysans. J'aborderai ce thème un peu plus loin.

Il est essentiel de comprendre que le travail qui s'offrait aux Honduriens de la vallée de Siria, et spécialement de San Ignacio, puisque comme l'indique le rapport annuel de Glamis Gold de 2004 « Most of the mine's labor force is drawn from the town of San Ignacio, the nearest community, which is approximately five kilometers away » (2004: 12), est un travail non technique, à des salaires peu compétitifs. Il est indéniable que la mine San Martin ait fourni de l'emploi à deux trois cents personnes cependant, il faut examiner la qualité de vie que les gens en retirent. Robert Castel indique que le travail permet de créer une identité collective (1995). Ainsi, les mineurs et les gens employés indirectement par la mine sont en mesure de se percevoir comme un groupe, dans une région et faire des pressions pour que les demandes de ce groupe soient respectées. On traite du sujet dans les ethnographies de June Nash et Taussig où les mineurs boliviens forment un groupe plutôt uni, avec des syndicats qui répondent à leurs demandes et une idéologie propre à leurs conditions<sup>11</sup> (Nash 1979, Taussig 1980). Par contre, aujourd'hui la technologie est au premier plan de l'exploitation minière. Les mines à ciel ouvert et sous terre demandent moins de main-d'œuvre et, lorsque le besoin de travailleurs se fait sentir, ils doivent être qualifiés pour opérer les machines et les nouveaux systèmes. Dans les régions éloignées, l'accès à ces qualifications

---

<sup>11</sup> Selon Nash, « if we take Gramsci's formulation of the three stages of ideological transformation from (1) economic corporative, or one trader with another, to (2) solidarity of all members in a social group defined in the economic field and (3) awareness that one's own corporative interests transcend the narrowly defined group and can become the consciousness of other subordinated members (Gramsci 1973: 169), the cutting edge of a collective movement comes in transforming the sentiments developed in stage (2) to those of stage (3) » (Nash 1979: 321). Cette conscience s'est développée avec le temps chez les mineurs en Bolivie.

est très rare. Ainsi, ce sont des travailleurs provenant des pays d'origine de la compagnie qui viennent combler ces postes.

Au Honduras, l'industrie minière génère 1400 emplois directs et 5000 emplois indirects, alors que le secteur du tourisme en produit 34 207 et 43 006 respectivement. La vallée de Siria comptant une population de 30 000 à 35 000 personnes n'a constaté la création que de 200 à 300 emplois avec la mise en place de la mine San Martin (Henriquez-Dominguez et Ramos Gross 2007). Certaines communautés acceptent parfois l'exploitation minière sur leur territoire à la suite des promesses d'emplois faites par la compagnie. La ville d'Andalgala, dans la province de Catamarca, au nord-est de l'Argentine, a accepté que la mine d'or et de cuivre Alumbra s'installe en 1997, lorsque la compagnie Xstrata a annoncé la création de 16 000 emplois. En 2005, seulement 100 postes avaient été donnés aux résidents d'Andalgala (Latin America Press 2005). La situation est similaire dans bon nombre de sites d'extraction, où les postes créés ne combleraient pas ceux perdus dans le domaine agricole. Les compagnies minières savent très bien que l'attrait pour le travail est un moyen de faire accepter le projet aux communautés éloignées. Ce non-respect des promesses active grandement le mouvement de résistance des populations qui dénoncent le manque d'emplois.

Les compagnies sont conscientes de l'anxiété générée par la question de l'emploi et elles jouent sur les craintes des travailleurs pour réduire au silence les actions militantes ou les demandes d'amélioration des conditions (Nash 1979). Puisque la demande de travail est toujours présente, les compagnies ont beau jeu de mettre de côté les travailleurs qui revendiquent des droits et de meilleurs salaires. De plus, l'augmentation des sous-contractants de 8 % à 33 % entre 1989 et 1995, en Amérique latine, influe sur la sécurité des emplois. Les travailleurs à contrat reçoivent peu de protection des lois gouvernementales ou des syndicats et n'obtiennent qu'une fraction du salaire des employés permanents. Ils travaillent aussi de longues heures, ont des horaires irréguliers, n'ont pratiquement pas de sécurité d'emploi et ont un ratio d'accidents élevé (Clark 2006). Les travailleurs, peu nombreux, se doivent de

composer avec des conditions extrêmement difficiles, mais auxquelles ils ne peuvent s'opposer sous peine de perdre leur emploi et leur revenu. La présente situation n'a pas changé depuis ce que notait Godoy en 1985 :

To minimize costs and avoid political liabilities, mining firms under the auspices of the state tended to pay workers below subsistence wages [...] forcing miners to return home after their contract in the mine expired or once the workers reached the age of retirement (1985: 206).

Le manque de postes et la création de quelques emplois précaires mènent à une redéfinition de ce qui constitue le marché du travail dans un système capitaliste mondial.

À San Ignacio, le petit groupe de salariés qui vivait de l'extraction minière s'est redéfini en tant que classe ouvrière. Les mineurs deviennent une entité sociale reconnue par les habitants de la région de la vallée de Siria, une entité respectée par son désir de travail et son niveau de consommation. Bien que les travailleurs avec qui j'ai discuté aient dit ne pas ressentir de fierté directement liée au fait d'être employés par Entre Mares et Goldcorp Inc., ils reconnaissaient que leur affiliation leur donnait à tout le moins un statut identitaire différent de la norme. Une division entre les mineurs et les non-mineurs s'est opérée dans la municipalité de San Ignacio. Il n'y a pas nécessairement de confrontation entre les deux groupes, bien qu'ils soient interdépendants, puisqu'un ne peut exister sans l'autre (Elias 1997). Les mineurs se définissent ainsi par leurs caractéristiques différentielles, par ce que l'autre groupe n'est pas et n'a pas. De cette façon, il devient une entité à part entière et solidifie la frontière invisible que j'ai mentionnée auparavant. Cette recherche d'une identité propre et le besoin de se distancier des « autres » devient une source de conflit lorsque des individus tentent de contrecarrer la source de cette identité collective, c'est-à-dire attaquer la mine San Martin. En créant des groupes distincts, les batailles identitaires deviennent fréquentes et s'ajoutent à la division sociale fabriquée entre les protestataires et les personnes en faveur de la mine.

Il est avantageux pour la compagnie minière de voir ce genre de tensions s'installer dans la région et la municipalité puisque le fait que des

personnes s'identifient par leur emploi leur donne la légitimité de continuer l'exploitation. Cette dynamique s'est d'ailleurs mise en place rapidement chez les travailleurs de San Ignacio. En effet, les individus qui se sont dirigés vers la mine pour obtenir un emploi étaient prêts à troquer leur identité de paysans, de propriétaires de petits magasins généraux, etc. contre une autre qui correspondrait à leur nouvelle réalité journalière. Ce changement presque instantané est devenu la source d'un conflit interne entre les groupes protestataires, qui clament que ces gens ont « oublié » trop rapidement ce qu'ils étaient auparavant. Par contre, la réalité de la vallée de Siria, c'est-à-dire le manque d'emplois qui, d'ailleurs, fait de la migration un phénomène « surreprésenté » dans chaque famille, est compris des protestataires qui ne s'attaquent généralement pas aux travailleurs directement, puisqu'ils savent que ces personnes ne souhaitent que nourrir leurs familles (Entrevue été 2008). Ainsi, malgré la division d'un groupe de mineurs, qui se perçoit comme une classe ouvrière à part entière et qui cherche à se différencier des classes paysannes et propriétaires, les gens qui ne travaillent pas à la mine comprennent la position et la situation des travailleurs, car, pour la plupart, s'ils en avaient eu la possibilité, ils auraient fait la même chose.

Il ne faut pas oublier que ce groupe est toutefois marginal dans la réalité socio-géographique de la vallée de Siria et, même de San Ignacio, puisqu'on retrouvait tout au plus 300 mineurs à l'apogée de l'exploitation, en 2003-2004, et que le nombre de gens ayant obtenu des emplois indirects venant de la mine San Martin est minime aussi. Cependant, l'accent est mis sur ces gens puisqu'ils symbolisent le symbole de la présence minière sur le territoire. Du côté de l'apport économique, les bas salaires qu'ils reçoivent ne permettent pas de générer une différence positive sur le marché interne de la municipalité. Au contraire, les individus de San Ignacio se plaignent de l'augmentation des prix des produits de base depuis le début de l'exploitation de la mine (Entrevue été 2008). Les maisons en location et les aliments sont les deux éléments dont la hausse des prix, depuis l'année 2000, m'a le plus souvent été mentionnée. Ceci affecte le pouvoir d'achat des habitants qui ne travaillent pas à la mine et

qui tirent de faibles revenus de leur production agricole. La distinction entre ceux qui peuvent se procurer certains biens et d'autres qui n'ont plus les moyens de le faire aussi régulièrement, devient un marqueur de classe et de différenciation sociale. Bien sûr, certains travailleurs n'ont pas plus de pouvoir d'achat que par le passé, puisque leur emploi est mal rémunéré. Les anciens travailleurs que j'ai visités vivaient dans une grande pauvreté, pour ne pas dire extrême dans certains cas. Cependant, même les plus pauvres ont eu la chance de se procurer certains produits de base qu'ils n'auraient pas eu la possibilité d'acquérir aussi rapidement sans cet emploi. Ainsi, comme l'indique un ancien travailleur, il a pu entrer en possession de choses essentielles et améliorer sa condition de vie minimalement :

mi vida antes de trabajar a la mina, pues claro era menos porque estaba entre la extrema pobreza vaya de repente pues me siento que me levanto un poquito mas, no es que llene todo, todo lo básico así, todo a un nivel [...] pero mas o menos, llegamos a vivir mas adecuado, un poquito (Entrevue été 2008).

Ce nouveau pouvoir d'achat associé à son emploi et sa présence dans un groupe défini, lui permet de se différencier des autres gens vivant dans la pauvreté extrême, car il a eu la chance d'améliorer sa condition de vie grâce à un travail<sup>12</sup>. De plus, le fait d'avoir sous les yeux l'exemple des travailleurs dont la condition de vie s'est améliorée devient une source d'appui à la mine de la part de population même si, dans un rapport fractionnaire, la proportion des gens bénéficiant d'une amélioration de leur condition demeure inférieure à la masse de gens souffrant de l'exploitation dans la vallée de Siria.

Par ailleurs, lorsque je demandais à d'anciens employés s'ils seraient prêts à retourner travailler à la mine si l'occasion se présentait, la majorité d'entre eux n'hésitaient pas un instant avant de répondre par l'affirmative. Ceux

---

<sup>12</sup> Il est intéressant de noter que la majorité des employés avec qui j'ai discuté lors de mon séjour, étaient des gens illettrés et souvent très pauvres. Ce sont ces personnes que recrute l'entreprise minière puisqu'elles seront les plus dociles et influençables. Ces gens ne peuvent s'offrir le luxe de refuser un travail en raison du risque pour leur santé ou pour le bien de la communauté. Ils ne questionneront pas le processus d'exploitation minière et se dévoueront sans relâche afin de conserver l'emploi le plus longtemps possible. Ce type de travailleurs constituait la principale ressource en main-d'oeuvre de la mine San Martin. Avec des employés « terrorisés » à l'idée de perdre leur travail, la compagnie sait qu'ils ne dénonceront jamais ses procédures et qu'ils l'appuieront pour combattre la résistance écologique.

qui disaient non donnaient comme raison leur état de santé déficient ou bien dans un cas précis, l'adhésion à la lutte contre la mine. La majorité des gens soulignent que le travail de mineur n'est pas du tout mal perçu, malgré la résistance à la mine et les dénonciations publiques qui se sont produites au cours des dernières années au sujet des problèmes qui en découlent. Il ne fait aucun doute que le maintien d'une identité d'ouvrier, de mineur, à long terme joue un rôle aussi important que l'aspect économique dans la décision des individus. Ces gens associent le gain monétaire au fait qu'ils ne travaillent plus comme paysans et, s'il était possible de continuer ainsi, ils le feraient. Tant que le mineur comme ouvrier et groupe distinct de la majorité sera perçu comme un idéal à atteindre, tant qu'il y aura une possibilité de travail, en fait, la résistance ne pourra prendre de l'ampleur à San Ignacio. La symbolique du travailleur minier est l'aspect qui nuit le plus à la lutte dans cette municipalité.

Il est important de souligner que cette identité n'est pas totale chez les travailleurs, car la mine est sur le point de fermer, ce qui fait en sorte que plusieurs personnes ont perdu leur emploi au cours des deux dernières années. Certains travailleurs ont de la difficulté à revenir à leur identité de paysans, après avoir eu la chance de s'identifier à une autre classe. Ainsi, ceux qui n'acceptent pas ce retour aux sources et qui veulent continuer dans la même voie, n'ont d'autre choix que d'émigrer pour trouver des emplois d'ouvriers. La transition se fait alors difficilement pour ceux qui avaient assimilé leur nouvelle position sociale. Les travailleurs n'ayant jamais occupé de poste permanent à la mine n'éprouvent pas cette difficulté et acceptent leur retour au statut de paysans, puisqu'ils avaient conservé leurs terres, afin de maintenir l'agriculture et l'élevage familiaux.

Par contre, il devient difficile de réduire cette idéalisation de la classe ouvrière puisque ce ne sont pas seulement les mineurs qui en profitent, mais aussi leurs familles proches. Négliger le rôle de la famille dans la résistance ou la non-résistance serait de négliger les passagers d'une automobile dans un accident. L'unité familiale devient une source de transfert du point de vue du membre dominant. Ainsi, à San Ignacio, les familles de mineurs sont en

majorité en faveur de la mine, car un membre en retire des profits, soit du travail et un salaire stable. En ne condamnant pas cette personne, ils peuvent espérer retirer de l'aide du travailleur lorsque les temps sont un peu plus difficiles. Tous les travailleurs et anciens travailleurs avec qui j'ai discuté m'ont répété la même chose : leurs relations avec la communauté et les membres de leurs familles étaient très normaux, il n'y avait pas de problème. Les gens les appuyaient dans leur travail et les frictions étaient absentes. C'est par l'acceptation généralisée dans les familles des mineurs que la « popularité » de ce symbole d'exploitation de ressources naturelles et de développement qu'est la mine San Martin prolifère. De plus, il ne faut pas négliger le rôle des potins sur le maintien d'une unité familiale solide. Moore, Scott et Elias soulignent l'importance de ce mécanisme dans la cohésion sociale et dans l'évitement que certaines personnes sortent des normes, dans ce cas-ci, l'acceptation du travail à la mine, sous peine d'être socialement punis (Moore 1978, Scott 1985, Elias 1997). C'est avec cette pression et ce contrôle de l'unité familiale rapprochée et large qu'il est possible de s'assurer le soutien de ses membres et de la diminution de la résistance. Les potins deviennent des indices de cohésion sociale puissants et neutralisants (Elias 1997). Ainsi, les membres des familles s'allient aux mineurs par peur d'être mal perçus socialement, par désir de recevoir de l'aide lors de moments difficiles, ou encore, ils adoptent la position de l'indifférence, comme je l'ai indiqué un peu plus haut, pour éviter la perte de capital social.

Il faut cependant savoir qu'à San Ignacio des individus vont dans le sens opposé de leur famille. Un ancien travailleur m'a indiqué que son changement de position dans le débat, d'ex-travailleur, il est devenu un des membres les plus actifs du *Comite ambientalista del valle de Siria*, a affecté son unité familiale. Cet individu et son frère sont maintenant à couteaux tirés, puisque son frère est toujours employé par Entre Mares et que lui, il travaille à discréditer l'entreprise. Les deux sont des ennemis dans leur petit village de Palo Ralo, mais aussi au niveau national, où ils se retrouvent souvent dans les mêmes forums, à débattre de la question minière (Entrevue été 2008). J'ai moi-

même participé à une manifestation à Tegucigalpa, la capitale, au mois d'août 2008, où j'ai pu observer les deux frères s'opposer sur la réalité de la vie à Palo Ralo à la suite de l'installation de la mine sur le territoire. Ce genre de confrontation est difficile à vivre dans une communauté de taille restreinte comme Palo Ralo. Il ne faut pas croire qu'il s'agit d'un cas isolé, cela se retrouve également à San Ignacio, cependant, elle court la chance d'y être moins visible que dans le cas précédent, puisque nous parlons des deux positions extrêmes adoptées par les acteurs. Plusieurs individus sont en désaccord avec les membres de leur famille en faveur de la mine ou qui y travaillent, puisqu'ils connaissent des gens qui sont affectés négativement par sa présence. Par contre, la peur de conflit interne limite leur voix.

Par ailleurs, l'identité des travailleurs et le renforcement de la position des gens en faveur de la mine se nourrissent de la présence de symboles de la mine dans la municipalité. À San Ignacio, la présence d'une coopérative *Minerales Entre Mares*, des autobus *Entre Mares*, et du centre de promotion de la mine San Martin ne sont que quelques exemples de ce qui rappelle l'exploitation minière sur le territoire. Tout ceci souligne le rôle de la mine dans l'économie de la municipalité, autant direct qu'indirect. Ce type de symboles ne se retrouve pas à El Porvenir, car la résistance de la population à cet endroit ne le permettrait pas.

La présence de ce symbolisme joue un rôle primordial sur le type de résistance que l'on note à San Ignacio. La visibilité de la mine et de symboles qui soulignent son emprise dans la municipalité augmente la difficulté des protestataires à s'exprimer ouvertement sans qu'on leur remémore le rôle favorable de l'exploitation minière pour plusieurs familles sur le territoire de San Ignacio. Avec des plaques commémoratives sur les quelques infrastructures qui ont été financées par les capitaux miniers, le discours du développement semble faire place à une réalité structurelle sur le terrain. La compagnie souligne son apport à la communauté de San Ignacio sans évoquer ce qui se passe dans la municipalité voisine. Les symboles légitiment ce discours et démontrent l'aspect avantageux du capitalisme néolibéral pour des individus de

cette région du Honduras. Les protestataires travaillent à enrayer ce discours et illustrer les méfaits sociaux et écologiques de l'entreprise sur les habitants de la vallée de Siria. Cependant, la publication et l'acceptation de leur discours sont rendues difficiles par la crainte de représailles et la présence de ces symboles qui servent de contre-argument aux personnes en faveur de la mine San Martin. La résistance travaille à rendre illégitime le discours du développement économique et social de San Ignacio en soulignant l'inefficacité de la construction d'infrastructures, comme je l'ai mentionné plus haut, et les conséquences négatives pour les activités traditionnelles de la région, dont l'agriculture et l'élevage.

Par contre, ces symboles miniers permettent aux employés de renforcer leur vision d'eux-mêmes en tant que classe ouvrière. Malgré la temporalité de cette expérience de classe, les symboles conservent ce statut social aux anciens employés, qui n'acceptent pas de retourner à la position de paysans. L'expérience de travail reste ancrée dans la mémoire des individus et leur confère une identité commune qu'ils peuvent continuer à revendiquer, même s'ils ne participent plus directement à l'exploitation minière. Ainsi, lors d'une visite dans le département d'Olancho, j'ai eu la chance de rencontrer un groupe de personnes qui se présentaient comme mineurs, même si la compagnie qui désire s'installer dans la région n'est qu'à la phase d'exploration. Par contre, les symboles de propagande soutiennent leur identité comme pour les individus de San Ignacio. Il ne faut pas sous-estimer la portée des symboles miniers sur le façonnement de la pensée des gens. Puisque je n'ai pas été témoin de sabotage, de graffitis ou de toute autre action visant à les détruire ou à les endommager, j'en conclus que la résistance à San Ignacio ne les vise pas directement et redirige ses actions vers le discours, un discours souvent caché par peur de représailles. Ainsi, au lieu d'attaquer le symbole, ils s'en prennent à ce que représente ce symbole, soit un modèle de développement purement économique. Ils veulent donc détruire l'image de symbiose entre les travailleurs et ce modèle.

Bref, en s'installant dans une région où les emplois hors du secteur traditionnel se font rares, la compagnie attire une main-d'œuvre qui désire améliorer sa position économique. Par contre, le travail est majoritairement non technique et les salaires très bas. C'est avec l'émergence de la classe ouvrière par l'entremise d'une identité commune, créée par le travail, qu'une division sociale se creuse à San Ignacio. Cependant, la position des travailleurs demeure marginale par rapport à l'économie de la région et même de la municipalité. Une identité de classe temporaire met en lumière cette nouvelle réalité que constitue une mine à ciel ouvert à exploitation rapide. Malgré la courte durée de l'exploitation, l'idéologie capitaliste néolibérale se renforce à San Ignacio par le biais des liens familiaux multiples des travailleurs et des symboles de l'exploitation minière dans la municipalité.

***Palo Ralo : exemple de « tout ce qui est mauvais »***

Le petit village de Palo Ralo, dans la municipalité de San Ignacio, est l'endroit que prennent en exemple les ONG, les groupes anti-mines et les sociétés internationales de droits humains pour traiter de la problématique de la vallée de Siria. Ce village, formé d'une vingtaine d'habitations et où résident un peu plus d'une centaine de personnes, a été visité par des délégations provenant d'aussi loin que l'Angleterre et le continent africain. Situé à la limite de la municipalité de San Ignacio, la mine le sépare du village d'El Pederal dans El Porvenir; ce village représente le microcosme idéal pour illustrer les problèmes entraînés par la résistance à une multinationale, au capital économique, politique, social et surtout symbolique si influent. Déplacé en 2000 pour faire place au site d'exploitation, les nouveaux problèmes que cela a générés chez les habitants ne font que s'ajouter sur une pile déjà bien haute. Lors d'une entrevue, un résident de Palo Ralo m'a raconté les difficultés de laisser son ancien village où il avait grandi, où il possédait une maison et des terres, pour être relocalisé à deux kilomètres de l'exploitation minière. Henriquez Dominguez et Ramos Gross mentionnent que le déplacement a donné lieu à une rupture avec les coutumes familiales, passant d'une habitation en milieu rural à

une autre située dans un espace semi-urbain, puisque les maisons sont maintenant toutes regroupées dans une même rue et très près les unes des autres. De plus, la transition d'un territoire agricole à un territoire considéré comme minier ajoute une problématique supplémentaire (2007). Certains ont perdu leurs terres et n'ont pas les moyens ou ne veulent simplement pas en racheter d'autres, car ils travaillent pour la mine. Cependant, comme je l'ai noté auparavant, ces personnes qui rejettent leur statut de paysans éprouvent de la difficulté à accepter leur congédiement de la mine à la suite d'une diminution de travail, donc de la classe ouvrière. Ainsi, près de la moitié des travailleurs provenant de Palo Ralo, n'ont pas acheté de terres et, puisqu'ils doivent assurer la survie de leurs familles, migrent vers les États-Unis afin de poursuivre dans une économie de marché, où ils sont perçus comme des ouvriers malléables et une main-d'œuvre bon marché.

Par ailleurs, les habitants de Palo Ralo sont aux prises avec plusieurs problèmes, dont celui des droits de propriété de leurs maisons et de leurs terres. Ainsi, lors de ma recherche sur le terrain, seulement la moitié des individus disaient avoir reçu les droits que la compagnie avait promis remettre dans un intervalle de six mois suivant le déplacement. Quelques-uns ont même obtenu des documents de la compagnie qui se sont révélés faux aux yeux des autorités honduriennes (Entrevue été 2008). De plus, les problèmes de santé sont omniprésents dans le village. Une des causes principales proviendrait de l'eau soi-disant « potable » tirée d'un puits construit par la compagnie. En effet, après quatre ans d'utilisation par les habitants, il s'est révélé contaminé par des métaux lourds (Secretaria de recursos naturales y ambiente 2007). De plus, la proximité du village et de l'exploitation minière est décriée par les habitants protestataires, qui dénoncent le bruit des explosions, la poussière et la contamination des terres environnantes (Entrevue été 2008). Ces problèmes stimulent la résistance à Palo Ralo. Elle prend, par contre, difficilement son envol malgré des conditions pour l'embraser presque idéales.

La division interne est palpable à Palo Ralo. Simplement en marchant dans les rues avec des gens qui s'opposent à la mine, le regard des familles des

travailleurs se porte sur nous avec dédain. Même si seulement une quinzaine de personnes du village y ont travaillé et que, présentement, seulement 2 individus y sont employés, le soutien à l'exploitation minière est toujours vivant chez certains à cause des liens familiaux étroits entre habitants de Palo Ralo. L'allégeance familiale grossit les rangs des personnes en faveur de la mine et limite l'expression publique de résistance. Un de mes informateurs, un ancien travailleur, maintenant membre du comité environnemental de la vallée de Siria, est perçu par plusieurs comme un traître. Lors d'une entrevue, il m'a mentionné qu'il lui était difficile de vivre ce genre de pression sociale : auparavant les relations étaient cordiales mais maintenant, plusieurs personnes ne lui parlent plus et le regardent avec mépris (Entrevue été 2008). Il n'est pas le seul à s'opposer à la mine dans son village, même que la majorité la réproouve. Cependant, les quelques personnes partageant son opinion ne vont pas aussi loin dans leurs actions et considèrent qu'il exagère, ce qui le marginalise encore plus dans sa communauté. Une dame m'a d'ailleurs avoué que lorsqu'elle voit une délégation d'étrangers se diriger chez cet individu, elle se cache chez elle avec ses enfants, même s'ils sont malades, selon elle, à cause de la mine, afin que mon informateur ne se rende pas, avec la délégation, la visiter pour illustrer les problèmes de santé liés à la mine (Entrevue été 2008). Ainsi, certains voient d'un mauvais œil la résistance plus active et préfèrent adopter une position moins ouverte.

Ceux adoptant une position plutôt publique tentent de redéfinir la frontière entre le discours public et le discours caché. Ceci constitue une zone de bataille constante et ce ne sont pas tous les individus qui sont prêts à endosser ce type de conflits. C'est le manque d'adhésion à cette bataille qui influe négativement sur la résistance à Palo Ralo, mais aussi, dans toute la municipalité de San Ignacio. La pression sociale, la peur de représaille, et la présence de symboles de l'exploitation minière, autant la présence de travailleurs que de plaques commémoratives, sont des aspects qui limitent la voix d'opposants à la mine. Ainsi, le discours caché peut être partagé, mais, contrairement à ce qu'indique Scott (1990), les acteurs ne s'entendent pas

nécessairement sur sa publication et sur les moyens de le rendre public. Depuis peu, cependant, ceci est en voie de changement dans la municipalité de San Ignacio, et je l'explorerai dans la prochaine section.

Les difficultés de cohabitation entre les travailleurs et les paysans affaiblissent la vie sociale de Palo Ralo. Les deux groupes, aux idéologies distinctes, ne perçoivent pas de la même façon la vie dans la vallée de Siria. Les travailleurs profitent de leur salaire pour se procurer des biens matériels comme des autos, des téléviseurs, des produits électroniques, etc., ce qui favorise les échanges internationaux dans un système néolibéral, alors que les paysans vivent de l'agriculture et de l'élevage. Je pourrais même dire qu'il s'agit d'une économie de subsistance pour ces derniers, qui ne stimule que marginalement le marché mondial des échanges. Le mode de vie des mineurs est perçu comme le développement, l'avancement économique qui fera progresser le Honduras (Entrevue été 2008). Contrairement au village de San Ignacio, l'indifférence ne constitue pas une position importante dans la dynamique interne de Palo Ralo pour une raison bien simple : tous les habitants ont été affectés par la présence de la mine, que ce soit par le déplacement, la contamination de l'eau ou par le travail. Ainsi, dans cette localité, plus que n'importe où ailleurs dans la vallée de Siria, la division entre pro-mine et anti-mine est plus forte que jamais.

La division est accentuée, car « chaque groupe tend à se faire de l'autre une image stéréotypée et hostile [...] » ce qui réduit les échanges entre ces entités opposées (Goffman 1968 : 49). Une bataille symbolique est présente à Palo Ralo afin de détruire l'image projetée par les autres et de renforcer celle qu'ils présentent de l'autre. Des accusations de mensonge, d'intérêts personnels ou monétaires deviennent des thèmes de premiers plans dans les discours sur l'autre acteur en jeu. Cependant, en aucun cas, la résistance contre la mine et contre les discours des autres ne prend des formes ouvertement violentes, comme le décrit Scott pour les paysans de Sedaka (1985). La violence n'est pas un outil qu'envisagent les protestataires, car ils savent très bien que ceci risque d'affecter négativement la légitimisation de leur position et de leurs demandes.

La mine représente d'ailleurs, pour beaucoup d'individus, un symbole utilisé pour des demandes qui favoriseraient une amélioration de leur condition de vie. Ainsi, mon informateur principal à Palo Ralo mentionnait à la délégation d'une ONG canadienne que la compagnie ne leur a pas construit d'église lorsqu'elle les a déménagés où ils vivent présentement et qu'ils ont dû le faire eux-mêmes. Cependant, dans leur ancien village, il n'y avait pas d'église et la compagnie ne s'était jamais engagée à en construire une. Ceci n'est pas unique à Palo Ralo, mais à plusieurs individus de San Ignacio et d'El Porvenir qui soulignent que la compagnie n'a pas fait X ou Y et qu'elle devrait le faire. Des demandes extrapolées sont dirigées vers la compagnie minière, qui est accusée de tous les maux malgré le manque de preuves tangibles. Cette absence de preuves devient un fardeau pour la résistance, car dans un système axé sur la science, le fait que les protestataires n'aient pas les moyens de payer les frais de laboratoire pour des recherches, limite la possibilité de démontrer ce qu'ils avancent au sujet de la contamination. Par contre, ceci ne les empêche pas de persévérer dans leurs dénonciations et leurs demandes. Ainsi, des gens malades associent rapidement leurs maux à la présence de la mine, car ils espèrent en tirer une quelconque compensation. Ceci n'est pas une tactique utilisée par la majorité des protestataires, et je dirais même que ce ne sont pas les protestataires « professionnels »<sup>13</sup> du comité et les gens qui lui sont associés qui pratiquent ce type de demandes, mais bien des personnes qui espèrent profiter de la situation dans leur intérêt économique personnel.

La situation à Palo Ralo constitue la version amplifiée de celle de la municipalité de San Ignacio. La résistance y est plus active en raison des nombreuses conséquences de l'installation de la mine San Martin sur l'ancien territoire du village; elle est toutefois limitée par la voix des travailleurs et de leurs familles qui appuient ce type de développement. Un niveau de marginalisation affecte aussi la cohésion concernant les moyens à utiliser pour

---

<sup>13</sup> Par protestataires « professionnels », je sous-entends les individus ayant acquis des techniques de contestation, qui se dévouent activement à la lutte et qui maintiennent des contacts avec d'autres groupes contestataires et des ONG afin de créer un réseau solide de protestation, autant national qu'international.

s'opposer. Les travailleurs et les paysans vivent une confrontation ouverte pour déterminer la frontière entre le discours caché et public. Cependant, les difficultés rencontrées par les protestataires pour établir la preuve de ce qu'ils avancent sur les conséquences entraînées par la mine limitent la portée de leur voix. De plus, certains individus tentent de profiter de la situation pour tirer avantage de la résistance, en créant des demandes axées sur des intérêts économiques personnels.

### ***La reprise de la résistance à San Ignacio***

Au cours de la dernière année, les données ont changé à San Ignacio. La fermeture imminente de la mine et la mise à pied de plusieurs travailleurs ont augmenté l'insatisfaction des habitants de la municipalité. Le comité et les protestataires ont enfin la possibilité de s'exprimer publiquement sans une aussi grande peur de représailles que par le passé. Durant mon séjour, j'ai pu remarquer que le comité tente de profiter de cette situation pour accentuer la pression sur la compagnie minière. Les protestataires opèrent un travail en coulisse, afin de tirer avantage, le plus possible, de cette nouvelle conjoncture créée par la compagnie minière elle-même. En raison d'une exploitation de quelques années seulement, la classe ouvrière n'a pas le temps de se consolider et, les anciens travailleurs, déçus et aigris sont, pour certains, prêts à se liguier contre leur employeur. La contestation dans le *theater of power* (Scott 1985) pour redéfinir les positions de dominants et de dominés, est activement en place à San Ignacio, bien que les protestataires demeurent toujours marginaux face à l'indifférence et l'acceptation de l'exploitation minière.

La voix du comité s'est intensifiée malgré le manque de membres « officiels » issus de la municipalité de San Ignacio, puisque, depuis les trois dernières années, on y trouve toujours les deux mêmes représentants. Cependant, l'occasion m'a été donnée de discuter avec un ancien membre qui a témoigné de son implication toujours active sur le sujet et de son appui au *Comite ambientalista del valle de Siria* (Entrevue été 2008). Cet ancien membre, un ingénieur agricole, joint sa voix à celle du comité lors de

dénonciations environnementales, liées aux problèmes de contamination des terres et des surfaces aquifères.

Les attaques contre la mairie de San Ignacio, contre la pollution de l'eau et des terres et contre ce modèle de développement, qui n'en est pas un, sont à l'avant-plan dans l'émergence de la voix des protestataires. Appadurai souligne l'importance de la voix pour les dominés et le besoin d'écoute de la part des grandes institutions internationales et des acteurs du développement international (2004). Ce qui crée problème, par contre, est que la voix de la minorité élitiste est perçue par la compagnie minière comme la voix populiste de la majorité, ce qui n'est pas le cas. Les individus qui se présentent comme « indifférents » choisissent de ne pas faire entendre leur voix, ce qui favorise l'acceptation de la prémisse que la voix des élites est celle du peuple. Celle du comité ne détient pas encore le capital social et politique nécessaire pour surpasser celle des dirigeants de San Ignacio et influencer les acteurs du développement qui perçoivent l'industrie minière comme un outil servant cette fin.

En présence de symboles, d'anciens employés directs et indirects de l'industrie minière et de leurs familles qui, tous, ont tiré profit de l'exploitation au cours des huit dernières années, il devient difficile pour les protestataires d'enrayer toute cette structure symbolique et culturelle qui régit leur opinion. De plus, puisque la mine est sur le point de fermer, la compagnie minière tente de favoriser la construction du plus grand nombre d'infrastructures possible, dont celle d'un gymnase pour l'école secondaire et d'un hôtel pour touristes, ceci afin d'assurer le maintien d'une opinion favorable dans la population de San Ignacio et d'empêcher les habitants désabusés de rejoindre les rangs des protestataires. Le maintien de l'image est important pour deux raisons : 1) cette tactique permet de garder le support nécessaire jusqu'à la fermeture de la mine en 2009; 2) faire bonne figure est primordial pour une entreprise qui se trouve à la bourse et qui projette de mettre en place d'autres projets au Honduras. Il est donc relativement facile et, surtout, essentiel pour une multinationale de réduire l'opposition dans des contrées limitées structurellement. Ceci met, par contre,

en relief l'inégalité du capital économique entre les opposants, ce qui force le comité environnemental de la vallée de Siria à trouver d'autres moyens pour compenser ce manque et augmenter leur capital social et symbolique surtout.

De cette façon, le comité travaille à accroître la masse de protestataires, dans le but de maintenir la résistance jusqu'à la fermeture complète de la mine. Ces appuis constituent du capital social et symbolique dont a besoin le discours protestataire à San Ignacio. Contrairement à El Porvenir, où ce type de capital est assuré, les opposants à la mine de San Ignacio sont à mettre en place une masse d'opposition pour stabiliser la résistance au niveau municipal et, par la suite, au niveau régional. La voix protestataire, instance cachée auparavant, permet maintenant à la masse, qui se reconnaît dans ce discours, de s'unir et de souhaiter l'exprimer publiquement, si les conditions le permettent (Scott 1990). Par contre, il ne faudrait pas croire que les habitants de San Ignacio ignoraient tout de la présence de ce discours anti-mine, caché par peur de représailles. L'exploitation de la mine San Martin se révèle un dossier chaud au niveau régional et même, national, puisque le comité joue un rôle central dans la lutte nationale. Ainsi, l'augmentation d'apparition publique de ce discours est plutôt liée à la conjoncture actuelle, où les membres du comité remarquant une insatisfaction grandissante chez la population désirent en tirer profit.

Les membres du comité tâtent le pouls de la population de la municipalité lors de dénonciations, ce qui leur permet d'analyser les réponses qu'ils reçoivent. Il s'agit d'une bataille lente et symbolique entre ce qu'il est permis d'insinuer et ce qui ne l'est pas. Grâce à ce travail en coulisse, car le comité ne s'exprime toujours pas publiquement lors de manifestations ou protestations, il devient possible aux contestataires de connaître le niveau d'appui que reçoit leur message. Le vice-président du comité m'a mentionné qu'au cours de la dernière année, la pression a diminué sur lui et ses confrères, et qu'il est maintenant possible de discuter avec des individus qui, auparavant, n'auraient jamais voulu les recevoir et parler avec eux (Entrevue été 2008). En obtenant une augmentation de l'appui local, les protestataires arrivent à

légitimer les requêtes en justice au nom de la population de la vallée de Siria et de San Ignacio, en plus de s'assurer que le plan de fermeture de la mine San Martin respecte les lois environnementales. San Ignacio n'est pas devenu « révolutionnaire », par contre, il est important de comprendre que la dynamique interne de cette municipalité est en évolution et que la pression des dominants (les individus en faveur de la mine et qui profitent de son capital) a diminué à tel point que les protestataires peuvent se permettre plus de liberté dans leurs actions dénonciatrices.

La recherche constante de nouveaux appuis s'avère une nécessité pour la lutte que livrent plusieurs habitants de la vallée de Siria et le comité environnemental. Les protestataires ne peuvent se reposer sur la masse d'appuis aujourd'hui pour la lutte de demain. La conjoncture de la région, caractérisée par le manque de travail et un taux de migration élevé, reflète le danger de perdre des sympathisants. Cependant, les nouveaux appuis que recueille le comité à San Ignacio n'assurent pas la participation de plus de gens aux réunions du comité se dévouant pour la cause. La structure du comité ne change pas et ces appuis vont dans le même sens qu'un soutien politique, où les gens « promettent leur vote ». Ces individus sont appelés à aider lors de manifestations, de protestations et d'activités sociales qui visent à lancer un message, à dénoncer. Sinon, leur rôle se limite à un appui moral et symbolique pour la bataille et le comité qui représente la région. Ainsi, un camionneur qui désire aider la cause peut faire une offre de service plus basse que la normale, pour subvenir au transport du comité pour un événement donné, comme j'ai pu le constater auprès d'un sympathisant à El Porvenir. Ce type de support permet la distribution du message protestataire du comité à l'extérieur des frontières régionales, mais sert également à lancer un message à la population locale à savoir que les appuis augmentent et que l'opposition n'est pas représentée seulement par le comité en tant qu'entité, mais provient aussi des gens qui les appuient symboliquement.

La reprise de la résistance à San Ignacio est directement liée à une augmentation de l'insatisfaction de la population de la municipalité qui voyait

l'exploitation minière comme un mécanisme de développement. Je l'ai indiqué dans le chapitre précédent, la compagnie minière a fait beaucoup de promesses à la population afin de gagner l'appui local. Ces promesses de développement en infrastructures, d'amélioration des conditions de vie et de croissance économique n'ont pas été ce que la population croyait. Les avantages se sont limités à un petit groupe d'individus de la municipalité. Les gens attendent toujours que leurs rues soient pavées, que des restaurants, des hôtels et l'industrie touristique s'installent à San Ignacio; c'est ce que la compagnie minière avait promis. Après huit ans et quelques constructions d'infrastructures, comme le centre social, la restauration de la place centrale et, actuellement, le gymnase de l'école secondaire, les habitants de cette municipalité considèrent n'avoir pas reçu tout ce qui leur avait été promis. Un ancien membre du comité se réjouit d'ailleurs de cette grogne montante dans son village. Au cours d'une entrevue, il m'a souligné qu'il était heureux que les gens constatent que les bénéfices que la compagnie promettait de générer n'était qu'un discours (Entrevue été 2008). Ainsi, lors de conversations avec des habitants de la municipalité, il est fréquent d'entendre des plaintes au sujet de ce qui n'a pas été fait et ce qu'on avait promis de faire. Dernièrement, la compagnie minière tente d'atténuer ce discours d'insatisfaction en proposant des projets à la mairie, dont la construction d'un centre touristique avec un hôtel, une piscine et un espace de jeu extérieur. Cependant, il faut comprendre que sans l'augmentation de l'insatisfaction de la population, ces projets n'auraient pas été proposés, car la compagnie n'aurait pas ressenti le besoin de préserver son image.

Par contre, l'insatisfaction provient aussi du regard comparatif que portent les habitants de San Ignacio. Ils se comparent avec la municipalité voisine d'El Porvenir. Ce jeu de comparaison fait aussi place à des confrontations verbales entre les représentants des deux entités politiques. Des querelles entre les deux municipalités ont toujours eu cours, selon plusieurs de mes informateurs, mais elles se sont amplifiées depuis le début de l'exploitation en 2000. La recherche de l'identité sociale de la municipalité fait en sorte que la comparaison devient le moyen de se positionner face à l'autre. Cependant, au

niveau de développement des infrastructures, les habitants de San Ignacio m'ont mentionné ne pas comprendre qu'El Porvenir possède une banque, Internet, un restaurant et trois hôtels, alors qu'eux n'ont rien de tout cela malgré les revenus générés par l'exploitation minière (redevances de 1% des profits générés) (Entrevue été 2008). Derrière ces différences se pose aussi la situation géographique des centres des municipalités. San Ignacio est très éloigné de la route principale menant dans le nord du pays, alors que cette route passe directement à El Porvenir. Il ne faut pas sous-estimer ce facteur dans le développement économique et des infrastructures d'El Porvenir. Les individus en saisissent l'importance, mais ils ont de la difficulté à s'expliquer pourquoi les revenus de la mine n'ont pas permis de réduire les différences entre les deux municipalités. La résistance se nourrit de cette insatisfaction lorsqu'elle souligne l'inefficacité du développement associé à l'exploitation minière. La symbolique du discours sur le développement est détruit par les acteurs locaux par l'entremise d'acteurs externes, comme les ONG, pour faire place à ses problèmes, ses irrégularités et toute sa laideur (destruction et pollution environnementales, contamination humaine). Les protestataires souhaitent que les habitants perçoivent de façon critique la dialectique utilisée par la compagnie minière. Il est plus facile de faire ce type de travail après huit ans de présence minière qu'il ne l'était avant le début de l'exploitation, puisque les exemples de ce qui a été promis et n'a pas été respecté sont multiples.

L'insatisfaction est aussi directement liée aux nombreuses mises à pied qui indiquent la fermeture imminente de la mine. Les employés représentaient le soutien local de la mine San Martin et renforçaient la légitimité de sa présence dans la région. Cependant, comme le souligne l'extrait en page 94, l'association entre le travail et la mine assure que les gens y soient favorables et, sans le travail, la majorité des habitants de San Ignacio ne veulent pas de la mine (Entrevue été 2008). Ces pertes d'emploi ont engendré une masse de gens à la recherche de travail et qui, dans la plupart des cas, n'ont d'autre choix que de retourner travailler dans le secteur agricole. Certains sont insatisfaits de ce retour à un emploi peu rémunéré et moins prestigieux que le travail de mineur.

De plus, ce ne sont pas tous les anciens employés qui se trouvent du travail; c'est ce manque qui choque les habitants. Sans emploi, les individus perdent leur identité sociale et deviennent des marginaux dont la société et la famille doivent se charger (Castel 1995). De plus, les individus ne croyaient pas que le travail serait de si courte durée : seulement treize ans se sont écoulés entre la période d'exploration et la fin de la période d'exploitation. Les habitants de San Ignacio se demandent de quoi est fait leur avenir avec une telle masse de sans emploi.

Ainsi, dans la municipalité de San Ignacio, la fermeture imminente de la mine est en conjonction avec une reprise de la résistance et une hausse de l'acceptation du discours protestataire. Les individus se plaignent des prix élevés des biens de première nécessité dont la location des maisons, mais aussi, des biens en général. Lors de mes visites dans la municipalité, j'ai pu remarquer que le même produit se vend quelques *lempiras* de plus à San Ignacio qu'à El Porvenir, malgré la présence d'une coopérative qui ne servait, en fait, que de pourvoyeur aux employés durant leur quart de travail, avant qu'une cantine ne s'installe en face de la mine et ne fasse de la coopérative qu'un magasin général comme tous les autres, forcée d'augmenter ses prix, car n'obtenant plus l'appui indispensable de la compagnie. Ces différences sont stimulées par l'augmentation d'une masse salariale stable à San Ignacio au cours des sept années précédentes, mais aussi des travailleurs étrangers qui viennent résider dans la municipalité, le temps d'y travailler. Comme ces étrangers occupent généralement des postes mieux rémunérés, ils peuvent assumer ces augmentations de prix, ce que la masse des paysans et des personnes ne jouissant pas d'un emploi stable ou d'un emploi bien rémunéré n'arrive par contre pas à faire. Avec les pertes d'emploi et les prix qui demeurent élevés, une plus grande partie de la population voit son pouvoir d'achat diminuer. Cette perte de pouvoir économique signifie pour les anciens travailleurs un retour à la case départ et leur effondrement comme classe ouvrière, plus prestigieuse que celle de paysans.

La dynamique socio-économique de San Ignacio a changé au cours de la dernière année. La municipalité redevient peu à peu ce qu'elle était avant la mine, soit un lieu tranquille, caractérisé par l'agriculture et l'élevage, au développement socio-économique minime, sinon presque absent. Pour certains, la frustration et le désir d'accepter le discours des protestataires viennent du fait qu'ils voient en cela un retour en arrière. Après qu'on leur ait fait miroiter pendant les dernières années la possibilité de devenir « moderne » selon les standards du Nord, ils ont de la difficulté à accepter l'échec. Cependant, il ne s'agit pas d'un retour en arrière puisque la population a été transformée par l'établissement de la mine San Martin. Les relations sociales ont été affectées par la division interne et un sentiment d'identification à la classe ouvrière a pris forme pour un petit groupe de la municipalité. Une réunification est en marche entre les protestataires et certains anciens travailleurs liés par l'insatisfaction populaire face au non-respect des promesses de développement faites à la municipalité.

Il ne faut pas oublier le rôle très important que jouent les anciens travailleurs dans la reprise de la résistance et dans sa médiatisation. La pression sociale qu'ils exerçaient a diminué avec l'augmentation des mises à pied. Le *Comite ambientalista del valle de Siria* travaille à créer des rapprochements entre certains travailleurs et sa lutte. Il faut dire que plusieurs d'entre eux sont malades et souhaitent se venger de la compagnie pour : 1) les avoir licenciés (perte de statut social et économique) et, 2) les avoir rendus malades (perte d'autonomie sociale et économique). Le comité veut donc recruter les anciens travailleurs les plus déterminés pour qu'ils apportent un support à la bataille. Leur soutien est essentiel aux membres du comité, et bien que les travailleurs soient rarement prêts à les écouter, lorsqu'ils perdent leur emploi, ils se souviennent du discours du comité et sont habituellement plus ouverts à la discussion.

Les anciens travailleurs sont des acteurs de premier plan pour changer le discours sur la mine à l'intérieur de la municipalité. Sans leur appui, la résistance risque de demeurer très faible et dans l'ombre à San Ignacio.

Plusieurs habitants, puisqu'ils sont malades, sont prêts à appuyer le comité s'il les aide à régler leurs problèmes de santé. Lors de mon séjour, le vice-président du comité entretenait des liens avec des travailleurs, dont deux que j'ai eu la chance de rencontrer. Ces travailleurs ont pu se faire examiner par un médecin de Tegucigalpa qui appuie la résistance et qui était venu prendre des échantillons de sang de gens malades dans la région. Les anciens travailleurs ont collaboré afin d'aider le comité pour une demande de dédommagement qui sera présentée devant les tribunaux. Ils sont prêts à s'impliquer dans la lutte indirectement. Un de ces anciens travailleurs m'a mentionné, au cours de notre conversation, qu'il sentait que la compagnie lui avait volé sa dignité, puisqu'il n'est plus capable de travailler à plein régime, comme il le faisait auparavant à cause de maux de dos qui l'accablent depuis qu'il a travaillé à la mine. Auparavant, la compagnie minière déboursait pour les rencontres avec le médecin et les médicaments, mais plus depuis son licenciement. Pour lui, aider le comité dans leurs demandes lui sert aussi au niveau individuel, car il souhaite recevoir des redevances qui contribueront à la survie économique de sa famille (Entrevue été 2008). Ainsi, ce n'est pas purement par conscience sociale ou vengeance que les anciens travailleurs désirent aider le mouvement protestataire et, de cette façon, ouvrir la porte à une résistance plus visible et vocale, mais aussi, par intérêt personnel et familial. C'est le cas surtout lorsque le père, souvent la seule personne rémunérée dans l'unité familiale, ne peut plus être employé et doit, par conséquent, tenter d'obtenir des dédommagements monétaires pour compenser les contraintes entraînées par son incapacité à travailler comme auparavant. Les anciens travailleurs deviennent, eux, du capital social et symbolique pour les protestataires.

De plus, en s'alliant à d'anciens employés de la mine San Martin, les contestataires sont en mesure de mieux connaître ce qui se passe à l'intérieur du site d'exploitation. Les réalités minières deviennent des outils utiles pour les membres de la résistance; il s'agit de capital technique qu'ils ne peuvent recueillir eux-mêmes. Dans le comité, un ancien travailleur de Palo Ralo, membre depuis 2001, est une des personnes détenant des connaissances de ce

type. Il les transmet aux protestataires et il s'en sert lors de rencontres à l'extérieur pour expliquer à des gens qui désirent se renseigner sur les mines à ciel ouvert, le fonctionnement technique de l'exploitation. Toutefois, puisqu'il a quitté au début de la période d'exploitation en raison de problèmes de santé, il était indispensable pour le comité d'établir des liens avec d'anciens travailleurs ayant longtemps participé à cette phase. Il était difficile, voire impossible, selon le vice-président du comité, d'entrer en contact avec les travailleurs lorsque l'exploitation était à son sommet. Par contre, les importantes mises à pied des deux dernières années ont permis l'émergence de la communication avec quelques anciens travailleurs, ce qui repousse lentement les frontières entre les deux groupes.

En acquérant ce capital technique, les protestataires peuvent faire connaître de manière plus précise ce qui se passe sur le site de la mine. Les membres du comité travaillent par la suite à informer la population de cette réalité, afin de stimuler un discours protestataire. À San Ignacio, ce capital technique était partagé par les travailleurs et leurs familles, cependant, le comité cherche à gagner des appuis chez les gens indifférents. Sans les anciens travailleurs et leurs discours, il devient difficile de légitimer les attaques sur les pratiques internes de la compagnie, puisque l'accès y est nul. Les protestataires ne peuvent se baser que sur de l'information générale concernant ce type de site d'exploitation en particulier. Ce rapprochement entre travailleurs et membres du comité permet aussi d'obtenir de l'information mettant en lumière la particularité locale de la mine. Ainsi, ce ne sont pas les données sur le processus d'une mine à ciel ouvert qui sont importantes, mais plutôt sur la réalité journalière des travailleurs, leur santé, leur protection et leur capacité à faire le travail de manière sécuritaire pour la région. En acquérant de l'information de ces acteurs, le comité et les protestataires désirent démontrer de la négligence dans les façons de faire de la compagnie, ce qui pourrait être utilisé lors d'une dénonciation publique et en justice. Les anciens travailleurs permettent d'outrepasser le niveau des spéculations pour atteindre un niveau réel de faits et gestes. Ce n'est qu'avec cet appui qu'il devient possible pour les

protestataires de changer la vision que certains adoptent vis-à-vis de la mine et de souligner la réalité de ce type d'exploitation. Le comité veut augmenter le support qu'il reçoit à San Ignacio afin d'accroître son capital social et politique. Le processus d'accès aux anciens travailleurs se déroule très lentement cependant. C'est seulement lorsqu'on analyse le phénomène vers la fin de la vie minière qu'il est possible de rencontrer cette dynamique nouvelle qui aurait été tout autre, il y a moins de deux ans de cela.

Ainsi, au cours de la dernière année, année et demie, San Ignacio vit une reprise de la résistance. La diminution de la répression et de la pression sociale permet au comité de mieux faire entendre sa voix. Il est de plus à la recherche de nouveaux appuis pour maintenir la résistance d'ici la fin de l'exploitation. Profitant de l'insatisfaction de la population face au non-respect des promesses et au regard comparatif que les habitants insatisfaits de San Ignacio portent sur la municipalité d'El Porvenir, il devient plus facile de parler. La perte d'emplois engendrée par la fermeture imminente de la mine constitue aussi une source d'insatisfaction, mais annonce aussi l'arrivée d'un acteur de premier plan dans la reprise de la résistance : les anciens travailleurs. Ces derniers permettent, par leur expertise technique, de changer le discours sur la mine en mettant au jour les réalités journalières de la mine San Martin. Le comité se sert de ce capital pour revitaliser sa lutte à San Ignacio, gagner en légitimité et en capital social, politique et symbolique.

### *Conclusion*

Les dynamiques internes de la municipalité de San Ignacio influent sur la direction de la résistance dans cette région. La difficulté d'être protestataire dérive des changements structurels des huit dernières années. De l'ignorance au rejet de la phase d'exploitation, c'est finalement l'acceptation qui finit par dominer la pensée sociale de la municipalité. Une élite qui cherche à se définir par la richesse et une vision du développement selon la réalité des pays riches, a, dès le début, profité de l'inégalité dans la lutte pour se créer une identité plus forte. Ainsi, une politisation au niveau de l'idéologie du développement est

apparue à San Ignacio. Une frontière symbolique invisible a été mise en place entre les gens en faveur de la mine, de l'idéologie néolibérale du développement et les protestataires, mais aussi, entre San Ignacio et El Porvenir. Les protestataires souhaitant redéfinir l'identité municipale de San Ignacio sont limités dans leurs actions par la peur de la marginalisation, de représailles et par la pression sociale qui détermine le pouvoir de détruire leur capital social. Ainsi, ils contrôlent leur discours public et leur voix dénonciatrice afin de ne pas affecter négativement leur survie sociale et celle de gens ou d'institutions auxquels ils sont liés.

Par contre, la résistance à San Ignacio est directement influencée par la présence d'une masse de travailleurs. Les emplois étant rares dans la région, les individus ont voulu améliorer leur situation en acceptant le discours de développement proposé par la compagnie minière. Cette masse d'employés permet la création d'une identité de classe. Une division se fabrique entre les mineurs et les non-mineurs, à partir d'où se joue une bataille identitaire sociétale. Cette identité de classe est temporaire, puisque plusieurs perdent leurs postes après quelques années de travail et retournent à leur situation pré-mine. Ce retour à des emplois agricoles est difficile à accepter pour certains ayant intégré plus intensément la notion de classe ouvrière.

Il ne faut oublier que la famille joue aussi un rôle primordial dans la résistance ou son étouffement dans le cas de San Ignacio. La position pro-mine est d'ailleurs renforcée par la présence de symboles miniers dans la municipalité rappelant l'existence de l'exploitation et des actions entreprises par la mine sur ce territoire. Ce symbolisme augmente la difficulté de se faire entendre et de résister, en plus de renforcer l'idée d'une identité de classe pour les travailleurs et les anciens travailleurs.

Dans le petit village de Palo Ralo, on retrouve un microcosme de la réalité de la municipalité de San Ignacio. Bien que les problèmes soient plus nombreux à cet endroit, la division interne entre pro-mine et anti-mine est également accentuée par des différences idéologiques sur les techniques de résistance et la publicisation du discours. De plus, à Palo Ralo, on peut se

rendre compte que la mine est un outil de demandes afin de tirer un avantage économique personnel.

Toutefois, au cours de la dernière année, une reprise de la voix protestataire dirigée contre l'industrie minière et le développement qu'elle apporte a vu le jour à San Ignacio. Le comité participe activement à ce renouveau afin d'augmenter la masse des protestataires. Le travail en coulisse demeure la méthode prisée par les protestataires pour gagner des appuis et tester l'ouverture de la population envers de futures actions publiques. Il ne fait aucun doute que cette reprise est liée à l'augmentation de l'insatisfaction des habitants de San Ignacio et des nombreuses mises à pied qui accentuent la masse des sans-emplois. Les anciens travailleurs sont courtisés par les membres du comité afin de tirer profit de leur capital technique. Ainsi, il est possible pour la population de mettre au jour les réalités de la mine San Martin et, de cette façon, stimuler une plus grande acceptation du discours protestataire.

San Ignacio se trouve ainsi en réorientation, une réorientation qui pourrait bien suivre des tangentes différentes, selon les actions que prendront le comité environnemental et la compagnie minière. La réalité de San Ignacio est cependant tout autre que celle d'El Porvenir.

## EL PORVENIR : RÉSISTER, COMITÉ, VOCALITÉ

*To Honduran peasants, what observers would call nonviolence is neither an ethic nor a tactic but pursuit of common sense born of necessity. Their power is their numbers, stubborn persistence, courage, and organization. The incessant efforts of Honduras's ruling elites to divide peasant unions into faction, buy off their leaders, and intimidate or repress the unwavering is a tribute to that power (Schlabach 1991 : 64).*

Les luttes paysannes ont été amplement étudiées par les anthropologues et je crois que le temps est venu de passer à une autre étape dans la recherche sur ces luttes, ces mouvements de résistance, puisque la réalité sociale des paysans a changé depuis les vingt dernières années. Est-ce que les gens d'El Porvenir sont des paysans? En partie, oui et en partie, non. Ils vivent au même moment dans une économie parallèle au capitalisme, mais ils sont aussi directement influencés par cette dernière. Je dis que la réalité sociale des paysans n'est plus la même parce que, comme je le démontrerai dans ce chapitre, leurs batailles ne sont plus des batailles où ils sont les seuls acteurs principaux. La présence de groupes internationaux et d'ONG a favorisé la division des tâches entre acteurs de différents lieux géographiques et politiques ce qui redéfinit les luttes paysannes mondiales. Mais comme je l'indiquais précédemment, la municipalité d'El Porvenir n'est pas composée uniquement de paysans. Malgré une allure homogène à première vue, la population de ce territoire est caractérisée par une hétérogénéité qui se retrouve dans la lutte écologique contre la mine San Martin. La résistance est aujourd'hui l'affaire de leaders régionaux concentrés en grande partie à El Porvenir. Les « paysans » en tant que tels ne sont que très rarement impliqués activement dans la bataille. Leur position est représentée par le *Comite ambientalista del valle de Siria* qui gagne en expertise dans des demandes environnementales et socio-

économiques, à travers le temps. La force de la masse a été réduite et n'est utilisée que lorsque nécessaire. Ce chapitre rend compte des dynamiques de la résistance dans la municipalité d'El Porvenir et son statut particulier défini par la présence des leaders du comité.

### ***Résister à El Porvenir***

On ne rencontre pas la même difficulté comme protestataire dans la municipalité d'El Porvenir qu'à San Ignacio, et pour cause : les leaders du *Comite ambientalista del valle de Siria* y vivent, la mine n'apporte pas d'avantages concrets, comme des emplois ou des redevances sous forme de taxes, et les effets négatifs de l'exploitation y sont concentrés. Une dynamique différente vient par conséquent influencer la résistance dans la municipalité. La présence de nombreux membres du comité et leur implication dans la vie sociale de leur village respectif (El Porvenir, El Pedernal) assurent que le discours protestataire se fasse entendre publiquement. Cependant, la résistance contre la mine San Martin est contrôlée par le comité et ses membres. Ainsi, la résistance populaire est menée par un groupe régional, constitué d'individus majoritairement d'El Porvenir. Ce groupe est devenu le porte-parole de la région et décide des actions à prendre contre l'exploitation minière. Afin de maintenir un contact avec la population, deux des membres du comité diffusent une émission de radio hebdomadaire où ils discutent de thèmes importants au Honduras, dont la politique, l'économie et, parfois, de l'exploitation minière. De cette façon, il est possible d'émettre de l'information sur la lutte au niveau local, mais aussi national. D'ailleurs, plusieurs de mes informateurs m'ont dit que c'est de cette émission de radio qu'ils tiraient leur information sur le sujet, du moins, au début de la résistance (Entrevues été 2008).

Les membres du comité sont satisfaits de leur travail et de la résistance qu'ils représentent et définissent par la même occasion. Le trésorier m'a souligné à maintes reprises sa fierté d'avoir contribué à la mise sur pied d'une résistance locale, mais aussi nationale, puisque le comité sert de modèle à bon nombre d'organisations populaires contre l'exploitation minière au Honduras

(Entrevue été 2008). Au cours de mon séjour, j'ai eu la chance de participer à des rencontres entre le comité et d'autres groupes protestataires. Nous sommes allés à Tegucigalpa à quelques reprises et dans le département d'Olancho pour discuter de la situation de la vallée de Siria et des actions du mouvement protestataire. Ceci est sans compter la visite de deux délégations canado-américaines sur le terrain et les contacts par courriel avec des organisations populaires latino-américaines. Cette légitimation nationale et internationale renforce le contrôle du comité sur ce qu'est la résistance de la vallée de Siria et sa représentation à l'extérieur de la région. Il s'agit d'un gain de pouvoir qui augmente la difficulté de contester ou de modifier le groupe. Je démontrerai d'ailleurs, à la fin de ce chapitre, la difficulté, pour des gens de la municipalité, de critiquer le comité.

Le pouvoir symbolique de porte-parole des habitants de la vallée de Siria conféré au comité est si important que les actions concrètes prises contre la mine San Martin n'émanent que de cette entité. Les demandes en justice, les réclamations auprès de la mine, les dénonciations, etc. ne proviennent que du *Comite ambientalista del valle de Siria*. Par exemple, une plainte contre le niveau trop élevé d'arsenic dans l'eau a été déposée auprès du ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement du Honduras par le comité, en juin 2007 (Mondragon Ponce 2007). Dans le document, le nom du comité revient à plusieurs reprises afin de faire comprendre qu'il dénonce au nom de tous les résidents et, ainsi, démontrer sa légitimité. De plus, le gouvernement canadien a reçu une lettre écrite par le comité, au nom des habitants de la région, et qui témoigne de la situation précaire de certains endroits de la région (RightsAction 2007). Dans les documents écrits, la présence de ce groupe témoigne de son emprise dans le mouvement de résistance de la vallée de Siria. Il ne s'agit plus d'une bataille de paysans contre une multinationale, mais plutôt, de « professionnels » régionaux dirigeant le mouvement à leur guise et selon ce qu'ils croient être le mieux pour la population.

Il faut faire attention d'y voir de la manipulation de quelques individus. Les membres du comité se présentent comme porte-parole de leur

région lors de situations de dénonciation. Si le comité est à l'avant-plan et qu'il domine les échanges sur la résistance et l'exploitation minière dans la vallée de Siria, c'est bien parce qu'il s'agit de son rôle premier. Les habitants le laissent agir de manière autonome, car ils connaissent leurs représentants et savent que ces individus sont dévoués à la cause et au bien-être des résidents de la région. La grande majorité des individus interviewés m'ont dit connaître quelques membres du comité et vouer une confiance absolue à l'organisation créée pour défendre la région. De plus, grâce au comité qui travaille exclusivement à la cause, les habitants peuvent mettre l'accent sur d'autres aspects de la vie collective de leur municipalité et même de la région, et ainsi, ne pas dépenser toute leur énergie à cette situation problématique.

Il existe toutefois des frictions à l'intérieur du comité, particulièrement entre certains membres d'El Porvenir. Ces frictions sont méconnues de la population, mais à l'interne, elles en viennent à diviser les membres concernant les méthodes et les moyens d'obtenir des résultats concrets. Le président du comité est d'ailleurs un des membres d'El Porvenir les plus critiqués à l'interne. Son inertie et son manque d'implication irritent les autres membres, qui disent en faire plus que lui et qu'il n'a pas l'étoffe d'un leader (Entrevue été 2008). Les membres de San Ignacio sont moins touchés par les critiques. Puisqu'ils sont très peu, les autres membres ne peuvent dénoncer le travail effectué, dans une municipalité possédant une tout autre dynamique sur la résistance. Les critiques se font secrètement pour éviter d'affecter la survie du comité, déjà beaucoup affaibli par la désintégration des sous-comités, comme je l'ai expliqué dans le chapitre 2. Ainsi, dans le comité, trois personnes d'El Porvenir se sont proclamées leaders, afin de prendre en charge le groupe et ses actions. Ces individus sont d'une très grande influence dans le village d'El Porvenir. Ce sont eux qui discutent de la problématique et des moyens à prendre dans la lutte, mais ils sont aussi ceux qui critiquent le plus le travail des autres membres. Ces trois personnes sont également impliquées localement. L'un d'eux a été le premier maire d'El Porvenir et a aussi siégé au congrès hondurien pendant dix-huit ans, alors que les deux autres s'investissent dans

plusieurs projets locaux et possèdent leur émission de radio comme je l'ai mentionné précédemment. À l'interne, une résistance subtile s'opère à la suite du mécontentement entraîné par l'inaction de certains membres, au cours des dernières années. Il faut souligner qu'après huit ans de lutte, quelques-uns n'ont plus la vigueur du début. Il est donc important pour le comité d'augmenter ses alliances avec des organisations locales, régionales et internationales susceptibles de maintenir une résistance de grande envergure.

Il n'y a pas que l'inaction de certains membres qui fasse surgir de la friction dans le comité, mais aussi ce qui a trait à l'orientation future du comité. Le trésorier, qui vit dans le village d'El Porvenir, se plaint généralement du manque de vision du comité. Il voudrait que le *Comite ambientalista del valle de Siria* s'occupe aussi des autres problèmes environnementaux de la région, dont la coupe de bois illégale (Entrevue été 2008). Cependant, son désir d'augmenter la portée du groupe n'est pas apprécié de tous. Il souhaiterait, de plus, un remaniement du comité pour y adjoindre de nouvelles recrues et ainsi, injecter du « sang neuf » dans la bataille, ce que la majorité des autres membres ignorent. Le comité se présente alors comme un groupe conservateur à l'interne, souhaitant ne pas bousculer les acquis des dernières années et ne désirant nullement changer son image. Un certain habitus, selon la définition de Bourdieu (1980, 1984), s'est créé chez les individus du groupe, qui se reconnaissent comme les acteurs principaux de la résistance contre l'exploitation minière. Cet habitus limite les changements, puisque cela signifie remodeler un nouvel habitus. La peur de perdre la zone de confort dans laquelle il se situe présentement maintient le comité dans une zone de *statu quo*, qui ne favorise aucunement la préservation d'une résistance active et forte dans la municipalité d'El Porvenir. J'ai d'ailleurs pu l'observer lors de mon séjour et, j'en discuterai à la fin du chapitre.

Malgré les divisions à l'interne, le *Comite ambientalista del valle de Siria* détient l'appui de la population à El Porvenir. Les habitants ont accepté que ce groupe représente leurs intérêts et défende leurs droits, selon les méthodes qu'il croit les mieux adaptées pour obtenir du succès. Un soutien

inconditionnel permet au comité d'agir à sa guise sans avoir à rendre de comptes immédiats aux habitants de la municipalité. Les gens leur font pleinement confiance, comme me l'ont souligné un membre de la mairie et un professeur de l'école secondaire d'El Pedernal (Entrevues été 2008). D'après la majorité des habitants, ce groupe de résistance régional joue un rôle essentiel dans la lutte et dans la publicisation de leur situation au niveau mondial, comme l'indique cet extrait avec le professeur d'El Pedernal :

yo pienso que el comite ambientalista fue como la organización fundamental para que se diría conocerá al nivel nacional y al mundo entero de lo que estaba ocurriendo en el valle de Siria se vió la buena intención de cumplir con la misión que ellos habían planteado de denunciar a una compañía minera y de contrarrestar la contaminación (Entrevue été 2008).

Cette vision positive du travail du comité lui permet de gagner en légitimité localement et internationalement. Grâce à leurs actions, qui définissent la collectivité d'El Porvenir comme protestataire face à l'exploitation minière, les membres du comité d'El Porvenir sont reconnus en tant qu'acteurs dans ce nouvel aspect identitaire de la municipalité. Les habitants d'El Porvenir sont fiers de cet ajout à leur identité collective, et c'est en partie pour cette raison qu'ils soutiennent le comité dans ses démarches et ses actions. Le soutien n'est pas toujours présenté sous forme « physique » lors de protestations, mais se définit majoritairement de façon morale en acceptant d'être représentés par le groupe.

Le lecteur doit être prudent : il ne lui faut pas confondre le manque d'expression visible avec de l'indifférence chez la population. Le soutien moral se manifeste lorsque les individus font connaître leur position lors d'enquêtes et d'entrevues par exemple, mais aussi par de simples gestes comme d'aider le comité à se déplacer pour des réunions à l'extérieur ou des manifestations dans d'autres régions du pays. D'ailleurs, la visibilité prend forme environ une fois par année lors de manifestations d'importance majeure dans la capitale comme cela a été le cas au cours des quatre dernières années. Ces manifestations, qui rassemblent toujours plusieurs centaines d'individus, sont des exemples « physiques » d'appuis au comité et à la lutte contre l'exploitation minière, qui ajoutent au soutien moral en vigueur la plus grande partie du temps.

Il ne faut pas oublier que les mouvements de résistance contre les mines sont la réponse à l'augmentation de l'exploitation minière, qui ne respecte pas les droits des individus et leur espace naturel (Latin America Press 2005). Le mouvement que l'on retrouve en vigueur dans la municipalité d'El Porvenir fait partie de l'augmentation du nombre des mouvements populaires qui :

have been instrumental in constructing a new conception of democratic citizenship, one that claims rights in society and not just from the state, and that challenges the rigid social hierarchies that dictate fixed social places for its (non)citizens on the basis of class, race, and gender (Alvarez, Dagnino et Escobar 1998 : 12).

Une redéfinition de la participation citoyenne s'opère, par conséquent, quand on fait face à un mouvement de résistance de cette ampleur. À El Porvenir; un idéal citoyen, actif et conscient des enjeux sociaux et environnementaux, régional et national, est en évolution depuis le début de l'exploitation minière. La bibliothécaire du village d'El Porvenir m'a raconté que lorsqu'elle fréquentait l'école secondaire du village, en 2002 et 2003, des travaux axés sur les conséquences négatives de l'industrie minière sur les gens et l'environnement lui étaient demandés. Les enfants doivent toujours aujourd'hui faire de la recherche dans les livres et à l'ordinateur pour se renseigner et, par la même occasion, informer leur famille et leurs amis (Entrevue été 2008). Cette méthode permet entre autres à ceux qui ne font pas l'écoute de la radio et qui s'informent peu sur le sujet, de se forger une opinion; elle se révèle, généralement, défavorable à l'exploitation minière, ce qui renforce l'appui à la résistance, conduite par le comité de la vallée de Siria. Ainsi, en 2003, il a été possible de rassembler quelque mille habitants de la vallée de Siria, principalement d'El Porvenir, pour une manifestation contre l'extension de l'exploitation dans cinq autres communautés de la région (La Tribuna 2003). La municipalité d'El Porvenir s'est donc construit une identité protestataire, qui appuie le groupe « officiel » de la résistance, soit le *Comite ambientalista del valle de Siria*.

L'appui populaire provient aussi de la domination idéologique du comité. Il possède une position de groupe central pour la réussite et le maintien

de la résistance par le biais de la position sociale qu'occupent la majorité des membres dans la communauté. Les membres influents du comité, provenant surtout d'El Porvenir, comme je l'ai indiqué précédemment, sont actifs aux niveaux politique et social dans la municipalité. Cette position leur confère un statut de leader, directement associée à une domination idéologique axée sur les connaissances de base du sujet et ses ramifications. Ils peuvent alors expliquer aux habitants les raisons de l'installation de la mine dans la région, tout en propageant une idéologie d'égalité, de protestation et de rejet de l'élite en place. Ce discours idéologique, à saveur rassembleuse, est essentiel pour augmenter le soutien aux actions du comité et à ses membres. Le soutien de la masse permet de transmettre ce discours et favorise l'acceptation de leur idéologie humanitaire.

Par contre, si ce discours est approuvé en grande partie par la population d'El Porvenir, c'est aussi en raison de l'insatisfaction générale envers le gouvernement hondurien. Le comité profite d'une conjoncture où le gouvernement central n'a plus le support des habitants pour s'immiscer et proposer son idéologie différente. L'idéologie néolibérale du capitalisme mondial par laquelle le Honduras tente de hausser son statut ne satisfait pas les gens d'El Porvenir. De plus, le discours relativement au développement induit par la mine et l'arrivée de nouveaux capitaux les a déçus tout autant que les habitants de San Ignacio. Presque tous les individus interviewés m'ont souligné leur mécontentement et l'absence de confiance envers les autorités honduriennes, comme l'indique cet extrait d'entrevue avec une infirmière du centre de santé d'El Porvenir :

- no piense que el cambio de presidente de 2006 va a cambiar nada?
- este presidente liberal hahaha, no cambiaria nada David si aquí en Honduras las autoridades se hacen..., hay un refrán popular en nuestro medio que dice: "se hacen de la vista gorda", que no miran el daño al pueblo ellos miran los beneficios que ellos pueden obtener de una transnacional (Entrevue été 2008).

Ce manque de confiance favorise la résistance et le soutien à un groupe de petite taille minime et populaire comme le comité. Les gens se sentent avec ce groupe plus près des décisions et d'un pouvoir d'action en mesure d'influencer leurs activités quotidiennes et leur futur. Il s'agit aussi d'un mouvement qui

transcende les divisions politiques puisque les allégeances ne sont pas discutées et ne limitent pas l'accès au comité. Il devient plus facile aussi de mobiliser la population lorsqu'un sujet de désaccord est partagé par la majorité. La résistance n'a donc pas à travailler dans l'ombre comme elle le fait à San Ignacio. La publicisation du discours protestataire n'est pas condamnée et réprimandée à El Porvenir. Au contraire, elle est souhaitable afin de consolider son alliance à la position de la majorité. Les habitants d'El Porvenir s'élèvent contre la mine depuis le début et assurent qu'ils n'accepteront jamais que la compagnie entre sur leur territoire. Cette attitude combative diffère de ce qu'on retrouve à San Ignacio où elle est réprimandée puisqu'elle se situe hors norme. Pour cette raison, le comité se révèle plus solide à El Porvenir et son discours beaucoup plus radical que celui de la municipalité voisine. La peur de dénoncer les incohérences et la corruption gouvernementales est presque inexistante, grâce au soutien populaire et à la faiblesse des représailles des gens en faveur de la mine. Par contre, je démontrerai dans la prochaine section que chez certains individus, la peur de représailles les tenaille, surtout lorsqu'ils se trouvent à l'extérieur de leur municipalité.

Par ailleurs, cette acceptation du discours du *Comite ambientalista del valle de Siria* sur la résistance se fait « aveuglement » dans le sens que les gens sont influencés par le pouvoir bureaucratique des porte-parole, sans jamais mettre en doute quelque aspect de la résistance. Ce pouvoir de ces leaders locaux leur donne de l'autorité sur la masse, puisqu'ils ont accès à de l'information et à du capital social, politique et économique, par l'entremise des autres acteurs du mouvement, que la population ne possède pas. Il se crée ainsi une certaine distance entre les leaders du comité et le reste de la population d'El Porvenir. Puisqu'ils sont les représentants des habitants de la vallée de Siria et surtout de la municipalité d'El Porvenir, car il s'agit du lieu où la résistance reçoit le plus de support, les membres du comité se sont donné comme mission de promouvoir les droits de la population selon ce qu'eux, comme membres, pensent être le mieux. Les gens ne prennent pas le temps de s'interroger sur l'origine des données utilisées par le comité ni sur les actions qu'il entreprend,

car ils ont accepté l'autonomisme du groupe de résistance. L'opposition générale est présentée comme purement conséquente aux effets négatifs de la mine (Lean 2003). Cependant, il ne faut pas oublier le rôle du facteur économique dans la résistance. San Ignacio retire des taxes et des salaires de l'exploitation minière sur son territoire, ce dont El Porvenir ne peut bénéficier directement. Ainsi, lors de mes interviews, plusieurs individus m'ont mentionné être contre la mine en raison des problèmes de santé qu'elle apportait, mais quelques-uns ont osé me dire que l'aspect économique était aussi conflictuel. Certains de mes informateurs croient que la position de la mairie d'El Porvenir serait différente si elle avait accès à ces taxes (Entrevues été 2008). Ceci révèle que le discours sur la résistance pour une cause noble, comme la protection de l'environnement et des droits humains, a été absorbé par la population sans être remis en question, puisqu'il permet de se différencier de San Ignacio et de la vision économique destructrice. Cependant, il serait erroné de croire que ce discours, promulgué par le *Comite ambientalista del valle de Siria*, est accepté par tous les individus. La résistance constitue le front commun qui unit la population, mais ses raisons d'être ne sont pas les mêmes aux yeux de tous, malgré ce qu'on tente de faire croire.

À première vue, on est porté à croire que le mouvement de résistance de la vallée de Siria est quelque chose de simple, puisque tous les individus disent être contre la mine pour des raisons identiques. C'est, par contre, l'uniformité du discours qui est notoire dans ce cas-ci. Au cours des huit années de lutte du comité, les gens ont appris à s'identifier selon des standards écologiques et humanitaires liés, en partie, à leur mode de vie axé sur la terre. La propagation et l'acceptation de ce discours identitaire se retrouvent aussi dans l'accès à l'information pour les habitants d'El Porvenir. Puisque le comité occupe la place centrale, l'information passe par lui. En mettant l'accent sur ces aspects pour sa lutte, la population ne fait qu'accepter ce qui lui est dit par leurs porte-parole. De plus, les documents accessibles à tous, dans la bibliothèque par exemple, soulignent le contrôle de l'information comme le feuillet *Oro versus Piel : El llanto de los niños del Valle de Siria* qui a été approuvé par le comité

(Revistazo 2003). Les individus qui prônent aussi l'aspect économique comme motif de protestation sont en marge, car il ne s'agit pas d'une « bonne raison » pour résister selon le comité (Entrevue été 2008). Le discours humanitaire et écologique, qui semble plus « juste » aux yeux des organisations internationales, est mis de l'avant, pendant que l'aspect économique est ignoré, oublié ou réduit au silence. Toutefois, puisque la majorité des problèmes dans la municipalité sont environnementaux et humanitaires, il est tout à fait normal que plus d'efforts soient consentis à cette lutte et que les citoyens veuillent que ce soit cette dimension qui les représente.

L'absence de connaissances générales de la population au sujet du comité, de la mine San Martin et de la lutte est également notoire. Lors de mes entrevues, j'ai noté que mes informateurs ignoraient tout de la situation du moment dans la vallée de Siria. J'ai d'ailleurs appris à quelques-uns que la mine était sur le point de cesser ses opérations dans la région. Les habitants m'ont mentionné à plusieurs reprises ne pas connaître suffisamment le sujet pour faire une entrevue (Entrevues été 2008). Les gens me dirigeaient souvent vers d'autres individus mieux informés selon eux. Ainsi, les habitants disent ne pas bien connaître le sujet, mais ils s'accordent tous sur le fait qu'ils sont contre l'exploitation minière dans leur municipalité et dans la région. C'est cette dynamique particulière qui caractérise la résistance dans le village d'El Porvenir. À El Pedernal, j'ai retrouvé un peu de cette dimension, mais, en général, les gens connaissaient mieux le sujet la mine. Ceci peut s'expliquer par la proximité géographique avec la mine et aussi par le fait que les conséquences négatives se font plus présentes dans ce village que dans tout autre de la municipalité, comme je l'expliquerai dans la prochaine section. Dans le village d'El Porvenir, les conséquences directes se ressentent moins, et les individus adoptent une position protestataire plutôt pour s'allier au mouvement dominant de la municipalité.

L'ignorance populaire concerne principalement le *Comite ambientalista del valle de Siria* et les actions qu'il pose. Comme je l'ai expliqué dans le chapitre 2, une distanciation entre le comité et la population s'est créée

au cours des dernières années, à la suite de l'effondrement des sous-comités. Cette perte de contact est ressentie dans le niveau de connaissances que possède la population sur l'entité qui les représente. À ma grande surprise, au cours de mes entrevues, j'ai constaté que les gens ne savaient pas ce que le comité demandait et ce qu'il désirait de la compagnie minière et du gouvernement hondurien. Bien sûr, ils sont tous au courant de la demande de fermeture de la mine, mais ce sont les autres requêtes qui sont généralement ignorées. En plus, les actions récentes du comité sont méconnues en grande partie de la population<sup>14</sup>. Les habitants savent qu'il y a des rencontres entre les membres, mais ils ignorent les thèmes traités et les actions présentes et futures du comité (Entrevues été 2008). Cette dynamique particulière illustre bien la division existant dans la résistance, autant régionale que municipale. L'appui au comité est toujours présent et il ne fait aucun doute que les habitants réprouvent la mine San Martin et l'exploitation minière. Cependant, ils sont tenus à l'écart des décisions prises pour l'avenir du mouvement<sup>15</sup>. Cette ignorance est directement liée à l'autonomisme qu'accorde la population d'El Porvenir au comité, en raison de la confiance qu'elle accorde à cette entité qui les représente. Cela profite par conséquent au comité qui peut travailler sur le dossier sans avoir de compte à rendre à la population à intervalles réguliers. Ainsi, au cours de mon séjour, ses actions ont été axées sur des demandes de compensation, autant médicale qu'économique, pour les gens malades de la région d'El Pedernal. L'ignorance générale est, par contre, dangereuse pour la stabilité du mouvement, puisque certaines personnes croient que plus aucune action concrète n'est entreprise par le comité, alors que d'autres sont en colère

---

<sup>14</sup> Bien que les habitants d'El Porvenir peuvent écouter l'émission de radio de deux membres du comité, cette dernière ne mentionne pas les actions du comité (rencontres avec groupes étrangers, organisation de visites de médecin, d'ONG, dénonciations devant des instances internationales, etc.). Elle permet plutôt de débattre du sujet, de rappeler les effets négatifs de l'exploitation minière et de souligner les problèmes qu'elle cause au Honduras. C'est l'opinion de la population qui est ainsi forgée et non ses connaissances sur le mouvement qui lui est propre.

<sup>15</sup> Cette situation ressemble au lien que la population maintient avec le gouvernement hondurien. Cependant, dans le cas présent, les leaders du comité sont beaucoup plus accessibles publiquement puisqu'ils sont des bénévoles, ce qui permet de créer une illusion de proximité du centre de décision.

de ne pas être tenues informées. L'aspect populaire de ce mouvement s'engage dans un processus de disparition, si le comité ne réalise pas qu'il se doit d'informer la population des faits et gestes du groupe et des autres acteurs impliqués dans la bataille. L'identité d'El Porvenir s'est construite au cours des huit dernières années sur la résistance qu'elle opposait à l'exploitation minière dans la région et sur son territoire. Toutefois, si l'organisation dotée de maintenir cette lutte et cette identité se distancie de la population, l'identité protestataire risque de se perdre, ce qui compromettra la cohésion du mouvement régional et sa survie.

Bref, résister à El Porvenir signifie appuyer ou faire partie du *Comite ambientalista del valle de Siria*. Ce groupe qui représente la population de la région, mais qui est composé surtout de membres d'El Porvenir, est celui qui contrôle la résistance. Cependant, de la friction interne mine la cohésion entre les membres, car ils n'ont pas tous la même éthique envers le mouvement et ne s'entendent pas nécessairement sur les directions et les actions que doit prendre le comité. Malgré cela, l'appui général de la population d'El Porvenir pour le mouvement est maintenu par le biais de soutien moral et les quelques expressions annuelles visibles. En redéfinissant la participation et l'identité citoyennes, la résistance promulguée par le comité devient un élément principal de ce qui constitue un habitant d'El Porvenir. Le comité parvient aussi à faire accepter son idéologie humanitaire, puisqu'il se nourrit de l'insatisfaction générale face à l'autorité nationale hondurienne. La résistance se maintient d'ailleurs grâce à une acceptation « aveugle » du discours humanitaire, sans remettre en question les multiples motifs cachés derrière la résistance. Les gens sont de plus mal informés sur des sujets de première importance, comme l'avenir de la mine San Martin et les actions du comité. On se retrouve alors avec une résistance « populaire », dirigée par des représentants régionaux, qui tire avantage de la confiance des habitants pour être plus autonome et choisir les actions à initier pour le bien-être collectif.

### *El Pedernal : l'autre village près de la mine*

Tout comme Palo Ralo dans San Ignacio, El Pedernal possède sa dynamique propre qui influe sur le mouvement de résistance municipale et régional. Ce village paye sa proximité avec la mine de diverses façons, surtout par la santé de ses habitants et des animaux qu'ils élèvent. El Pedernal est un endroit très pauvre, où les routes de terre sont parsemées de trous et d'objets qui les encomrent, ce qui rend la circulation difficile et périlleuse. La pauvreté extrême est commune et significativement plus visible que dans le village d'El Porvenir. C'est à cet endroit également que je me suis le plus senti comme un étranger, différent de la masse. Bien que les gens m'aient épié démesurément, se demandant ce que je cherchais dans leur village, ils restaient très amicaux et certains même, très généreux de leur temps envers moi, afin de m'aider dans ma recherche. La migration économique aux États-Unis et aussi, dans une grande proportion, dans l'ouest du Canada est monnaie courante chez les jeunes hommes. D'ailleurs, je me suis fait apostropher, à plusieurs reprises, en anglais par d'anciens migrants ayant appris la langue de Shakespeare lors de leurs périples. Malgré la proximité de la mine, le manque d'emploi est flagrant dans un petit village comme El Pedernal, et la migration devient un outil pour assurer la survie de la famille. L'agriculture et l'élevage dominent les activités économiques des résidents qui m'ont mentionné, à maintes reprises, l'augmentation des difficultés pour atteindre la rentabilité depuis l'arrivée de la mine San Martin. Il faut aussi comprendre que les ennuis dans ce secteur ne sont pas uniques aux agriculteurs et éleveurs de la vallée de Siria. Les changements climatiques affectent directement tous les agriculteurs de subsistance, qui voient le surplus qu'ils vendaient habituellement dans les grands centres économiques de leur région respective, fondre et même être anéanti par des sécheresses ou une saison des pluies trop longue. Dans la vallée de Siria, c'est le manque d'eau qui affecte le rendement des agriculteurs et des éleveurs. La mine devient responsable de ce problème en raison de l'utilisation de 220 gallons d'eau par minute qu'elle en fait (Revistazo 2003). Dans un village comme El Pedernal, où la grande majorité des emplois sont liés à l'industrie agricole, le manque d'eau et de profits signifie une chance moindre

d'embaucher des individus pour travailler sur les terres. L'insuffisance de secteurs économiques en mesure d'absorber les sans-emplois met en relief la faiblesse de l'économie de la région. La mine San Martin devait remplir ce rôle, mais, malgré les promesses, son apport en travail dans la région demeure marginal et même, virtuellement absent de la municipalité d'El Porvenir.

Il est cependant possible de trouver quelques travailleurs d'Entre Mares dans la municipalité d'El Porvenir. Selon plusieurs sources, seulement deux individus travailleraient pour la mine et ils seraient originaires d'El Pedernal. Cette information est par contre à remettre en question, car je me suis fait dire à plusieurs reprises qu'il n'y avait que deux employés, mais il ne s'agissait jamais des mêmes personnes. On les disait quelques fois originaires d'autres petits villages et non d'El Pedernal. Il faut donc faire attention avec l'information obtenue lors d'entretien. Ce qu'il est essentiel de comprendre toutefois, c'est que l'on trouve des employés d'Entre Mares, subsidiaire de Goldcorp Inc., à El Pedernal. Malgré que la majorité de la force de travail provienne de San Ignacio, la proximité de ce village avec la mine n'a permis qu'à un nombre infime de travailleurs de trouver un emploi. Ainsi, à El Pedernal, il est possible de trouver quelques personnes en faveur de la mine. Elles sont cependant marginalisées dans la municipalité et les habitants les considèrent en grande majorité comme des traîtres, des Judas. Ces personnes ne détiennent par contre pas l'influence, par le biais de leur capital social et économique, leur permettant de chambarder la position officielle du village. Elles demeurent en plus absentes du discours social présenté dans les médias des ONG et des organisations protestataires sur El Pedernal, en raison de la pression qu'elles subissent et de leur quantité négligeable. Similairement à San Ignacio, les adeptes de l'idéologie dominante souhaitent limiter leur voix localement et régionalement.

L'on peut constater que la compagnie minière a utilisé deux techniques pour améliorer son image à El Pedernal au cours des années : 1) elle a embauché quelques individus pour travailler sur le site ; 2) elle a construit un lavoir public. Ces tactiques entraînent des conséquences directes sur la position

de certains individus. Dans le cas des travailleurs, comme à San Ignacio, il y a de fortes chances que leurs familles les appuient et, par conséquent, favorisent l'exploitation des ressources minières dans la région, car elles tirent des bénéfices directs et indirects des salaires et entrevoient l'aide qu'elles pourraient obtenir dans des moments difficiles. En ce qui a trait au lavoir, l'exploitation minière en tire des avantages concrets. J'ai eu la chance de discuter avec une dame qui profitait de cette installation et qui m'a souligné apprécier ce que la compagnie a fait pour elles<sup>16</sup>. Elle n'était pas en désaccord avec l'exploitation, car elle avait obtenu un bénéfice direct : elle n'avait plus à se rendre à la rivière pour nettoyer les vêtements; elle pouvait le faire dans le village même. Elle m'a aussi mentionné que l'eau fournie par la compagnie pour le lavoir public provient d'un des ruisseaux supposément contaminés, selon les dires des protestataires. Elle a alors levé ses mains en me les montrant et m'a dit : « Regarde, je n'ai rien, je ne suis pas malade ». Elle remettait incontestablement en doute les dénonciations des protestataires de son village. C'était la première et l'unique fois dans tout El Porvenir qu'une personne me démontrait son appui à la mine et dénonçait clairement les contestataires. Ceci met en lumière deux aspects importants de la dynamique d'El Pedernal : 1) la présence, bien que peu visible, de la mine sous une forme indirecte (travailleurs, lavoir public) permet de gagner l'appui d'une minorité ; 2) la pression sociale sur les gens en faveur de la mine a diminué au cours des années, ce qui favorise l'éruption de leur opinion lors de moments opportuns. Cette expression d'opinion permet d'examiner la pertinence du débat sur la mine dans le discours villageois actuel et, si c'est pertinent, évaluer la possibilité de s'inclure ou de se retirer de ce discours.

Par contre, il serait erroné de croire qu'une bataille d'aussi grande envergure qu'à San Ignacio, entre protestataires et gens en faveur de la mine, est en place à El Pedernal. La résistance est par contre très solide dans ce petit

---

<sup>16</sup> Je dis « elles » ici, car le lavage est le travail des femmes et des jeunes filles. D'ailleurs, le fait d'être un homme a rendu ma visite dans ce centre à aire ouverte très difficile. Les deux dames et la jeune fille qui s'y trouvaient ne semblaient pas comprendre ce qu'un homme venait faire dans ce lieu et me regardaient avec des points d'interrogation dans leurs yeux. Il faut dire qu'être un étranger n'aidait pas non plus la situation dans ce contexte précis.

village. Bien que la dame m'ait exprimé une position claire en faveur de la mine, une grande majorité s'élève contre et cette opinion domine la réalité locale et le discours. Les leaders de la lutte environnementale se font d'ailleurs nombreux dans ce village. Le président du comité demeure à El Pedernal et malgré qu'il soit contesté à l'interne par certains membres, il joue toujours un rôle important dans le village. Certains habitants de la vallée de Siria sont très religieux, dont le président du comité. Il axe donc son rôle sur l'obtention de l'appui des ecclésiastiques de la région autant de ceux des villages à proximité que de ceux d'El Pedernal. De plus, il aide au transport de membres du comité lors de réunions; il va chercher le membre de Palo Ralo et transporte aussi deux autres membres d'El Pedernal. Sa présence tient son importance du gain et du maintien de l'appui d'organisations religieuses et de la présence de quelques membres lors des réunions afin de débattre des actions du comité. Il augmente la diversité et la démocratie de la lutte.

Son frère participe aussi aux réunions du comité et, bien que s'exprimant moins, il est présent lors des manifestations populaires. L'aspect familial est important à El Pedernal contrairement à El Porvenir, où la famille des membres ne participait pas aux activités, sauf à l'exception de la femme du secrétaire du comité, qui utilisait son expertise d'infirmière pour dénoncer la situation lors des rencontres avec les ONG. Ainsi, à El Pedernal, le président et son frère sont actifs dans l'enjeu de l'exploitation minière. Autant la famille des travailleurs contribue à créer une dynamique d'acceptation de l'industrie minière, autant à El Pedernal, on voit le contraire : la famille devient une unité sociale qui solidifie la résistance régionale. Le support de membres de la famille est alors enclin à augmenter la pression sociale dans le village. La petite taille du village fait en sorte que la position des gens est rapidement connue. Conséquemment, la position hégémonique et idéologique dominante limite la publicisation du discours des quelques individus en faveur de la mine.

Il est aussi intéressant de noter que les leaders locaux d'El Pedernal ne proviennent pas uniquement du *Comite ambientalista del valle de Siria*, contrairement à El Porvenir. Deux individus influents de la résistance régionale

travaillent au collège secondaire. Ces individus sont d'ailleurs en contact presque constant avec les membres dominants du comité. Ils apportent leur contribution lors de mouvements populaires, mais aussi pour des actions ayant moins de visibilité ou qui ne touchent que quelques habitants, comme des rencontres chez le médecin pour des analyses sanguines. Une des personnes-clés d'El Pedernal est aussi membre du *Réseau des femmes d'Amérique latine contre l'exploitation minière* (Entrevue été 2008). Ces deux personnes possèdent des connaissances techniques utiles pour la résistance et le comité. Bien qu'elles ne soient pas membres « officiels » du comité, elles occupent une position aussi influente que n'importe quel membre. Dans le village d'El Pedernal, ces deux individus sont connus et la population répond à leurs appels de soutien. Lors de la manifestation du mois d'août, ce sont ces individus qui ont invité la majorité des gens à venir protester. Le rôle du président du comité dans la mobilisation de son village, bien qu'en contact avec eux, avait été minime et même effacé. Les membres les plus importants du village d'El Porvenir décriaient son manque d'implication même si, de leur côté, dans leur village respectif, ils n'avaient fait aucune convocation. Les critiques envers le président étaient donc injustifiées puisque leurs agissements sont les mêmes. Cependant, ces critiques démontrent le manque de confiance qu'on lui accorde et le désir de changement à l'interne après sept ans de statu quo. En se tournant vers les deux individus devenus des leaders locaux, le comité tente d'augmenter ses appuis, qu'il considère en perte de vitesse dans le village.

La résistance est toutefois bien vivante à El Pedernal et les gens ont l'habitude de traiter du sujet. D'ailleurs, chez certains la lassitude envers la problématique et les techniques de résistance employées devient un moyen de protester, comme je l'indiquerai un peu plus loin. Il ne fait aucun doute que le village d'El Pedernal, en partie à cause de sa situation géographique et humaine, est plus activement lié à la lutte régionale. Les gens ont des connaissances sur le sujet beaucoup plus à jour et concrètes que les habitants d'El Porvenir. Lors de conversations avec des habitants, j'ai été surpris de l'étendue de leurs connaissances et sur sa portée. Il faut dire que la mine San

Martin a chambardé la réalité quotidienne des agriculteurs et des éleveurs de la région avec l'absorption d'une quantité d'eau importante, qu'ils utilisaient auparavant pour leurs terres. De plus, un éleveur m'a raconté avoir retrouvé quelques-uns de ses animaux morts près des sources d'eau qui émanent de la mine, en plus de remarquer une augmentation des avortements chez ses bêtes. Tous ces problèmes font en sorte que les individus sont directement affectés par la présence de la mine et que, conséquemment, ils se renseignent sur elle par tous les moyens possibles. Le village d'El Pedernal est marqué par les maladies, les problèmes écologiques et d'autres problèmes, dont la poussière provoquée par les camions qui voyagent dans les rues à une plus grande fréquence et les explosions journalières. Cette réalité est différente de celle du village d'El Porvenir où les conséquences directes sont rarissimes, l'acquisition, par les habitants, d'information sur l'exploitation minière ainsi que le discours protestataire qui en émane, par le biais des expériences de premier ordre et de deuxième ordre, soit les récits collectifs au sujet des maladies et des effets de la mine sur telle ou telle personne.

Malgré cette ouverture du discours protestataire, une peur de représailles est toujours palpable chez certains individus. Il ne faut pas croire qu'être environnementaliste ou activiste est chose facile pour les gens de la municipalité d'El Porvenir. Autant à El Pedernal que dans le village central d'El Porvenir, les individus connaissent la réalité historique de la violence envers les protestataires. La violence, ou la peur de, est une constante omniprésente et qui influence les actions ou le désir de publiciser le discours. Les environnementalistes contestataires de la mine savent que, dans le département voisin d'Olancho, des protestataires, pour des actions similaires aux leurs, sont morts après avoir subi une répression violente. Les habitants de la vallée de Siria qui accusent la compagnie minière sont, d'une certaine façon, chanceux qu'il y ait absence de conséquences funestes pour les protestataires. Comme je l'ai indiqué dans le chapitre précédent, des représailles ont eu lieu, mais elles n'ont jamais atteint la férocité subie dans d'autres régions ou même,

d'autres pays, comme le Guatemala et l'affaire Panzos par exemple<sup>17</sup>. Les environnementalistes sont conscients de la précarité de leur position, et plusieurs m'ont souligné qu'ils se savaient susceptibles de subir de la violence. Nul besoin qu'elle soit directe; les récits d'actes de violence, aux niveaux national et international, infligés à des gens qui défendent des intérêts semblables, servent à remettre en perspective leur position de bénévole et à semer le doute chez les gens impliqués dans la lutte environnementale. L'impression d'attente est aussi, sinon plus dommageable à l'adhésion au mouvement de résistance que si la violence était directe et prévisible. À El Pedernal et El Porvenir, puisque la majorité est contre la mine, les gens ont le sentiment d'appartenir à la masse et d'être ainsi protégés des représailles dirigées contre des individus précis. Bien sûr, les représailles, lorsqu'il y en a, sont rarement administrées contre la population entière, mais plutôt contre les individus les plus actifs dans le mouvement.

À El Pedernal, un des leaders locaux a manifesté sa peur de représailles et de violences axée sur ce qu'il connaît d'événements s'étant déroulés dans d'autres régions du pays et envers certains habitants de San Ignacio, comme je l'ai indiqué dans le chapitre précédent. Cet individu et un autre du village d'El Porvenir m'ont demandé l'anonymat complet, précisément à cause de la peur de représailles. L'individu d'El Pedernal a même fait le geste de « se faire trancher la gorge » lorsqu'on est trop bavard. Cependant, aucune action de cette ampleur n'a caractérisé le mouvement de la vallée de Siria et il serait surprenant que ça se produise, alors que la mine est en processus de fermeture et que la pression sociale diminue. De plus, habitant la municipalité d'El Porvenir, il est moins marginalisé que les protestataires de San Ignacio qui ont déjà été victimes de représailles. Toutefois, le président du *Comite ambientalista del valle de Siria* a été victime d'actions violentes lorsqu'il se trouvait dans la municipalité de San Ignacio. Alors qu'il était à bicyclette, un

---

<sup>17</sup> La mine Panzos au Guatemala, près du lac Izabal, a été le théâtre d'un massacre (entre 30 et 60 morts) au cours d'une manifestation qui a « pacifié » les gens pendant plus de 25 ans. Ce massacre a réduit leur mouvement de résistance au silence complet, du moins leur discours public.

des autobus qui transportent les employés du village de San Ignacio à la mine a changé sa trajectoire pour simuler une collision avec lui. Il s'est alors jeté sur le côté de la route pour éviter d'être frappé par l'autobus (Entrevue été 2008). Ce genre d'incident vient enrichir les récits propagés chez les protestataires et dans les communautés au sujet des dangers découlant de leur position. Deux effets principaux se font sentir à la suite de la propagation de ces récits : 1) augmentation de la peur et du désir d'anonymat chez les protestataires, les plus effrayés abandonnant d'ailleurs la lutte; 2) émergence d'un sentiment d'unification chez la population afin de contrecarrer l'intimidation et de défendre efficacement sa position. L'effet ressenti ne sera jamais seulement l'un ou l'autre, mais un mélange des deux, selon la violence des représailles et la position générale de la population. Dans le cas d'El Pedernal, et même du village d'El Porvenir, le deuxième effet domine sur le premier et c'est ce sentiment qui légitimise le maintien de la résistance par le comité. Les gens ont adopté en grande majorité une position anti-mine ferme, que l'on ressent surtout à El Pedernal et qui favorise l'éclosion des leaders locaux sur le territoire. Ce soutien populaire procure un sentiment de sécurité lorsqu'ils se trouvent dans la municipalité; c'est lors de visites à l'extérieur qu'ils ressentent le plus la peur, n'ayant plus l'impression d'être protégés par la masse.

Donc, El Pedernal est un village dont la réalité sociale est constituée d'une pauvreté lamentable, et de problèmes de santé humaine et animale accrus depuis le début de l'exploitation minière, en 2000. De plus, les difficultés économiques liées au manque d'emploi ont fait en sorte qu'une minorité d'individus ont décidé d'aller à l'encontre de l'opinion populaire et de se trouver du travail à la mine. Quelques personnes sont en faveur de la mine à El Pedernal (travailleurs et gens qui profitent de bénéfices directs et indirects), ce qui signifie que la pression sociale a diminué avec le temps dans le village. Toutefois, la résistance est très forte à El Pedernal, en partie grâce au soutien familial et, d'autre part, en raison de la présence de multiples leaders autant du comité que de l'extérieur. D'ailleurs, les habitants du village sont plus à l'affût des actions de la compagnie minière sur le territoire que leurs voisins d'El

Porvenir. La peur de représailles vient par contre affecter la résistance, car certaines personnes craignent de subir de la violence comme dans d'autres régions du Honduras ou d'Amérique centrale. L'appui de la population permet cependant de créer une illusion de sécurité localement, illusion qui disparaît à l'extérieur de la municipalité d'El Porvenir.

### ***Changement de tactique et déconnexion populaire***

La résistance dans la municipalité d'El Porvenir a changé au cours des huit dernières années. Elle est passée, avec l'aide des ONG, d'une résistance purement locale, à une résistance locale et internationale. La création de réseaux entre groupes protestataires internationaux a permis ce changement de tactique, qui touche les résidents d'El Porvenir en grande majorité. Sur deux fronts, celui du pays d'origine de la compagnie minière et celui du pays où se situe l'exploitation, une bataille est menée par les ONG et les membres du *Comite ambientalista del valle de Siria*. En s'attaquant à deux niveaux, la résistance s'internationalise et se renforce du point de vue du nombre de participants, beaucoup plus que si elle était limitée à une lutte locale. Le capitalisme néolibéral mondial et ses outils de développement sont à l'avant-plan dans les attaques sur les deux fronts. L'hégémonie occidentale et l'idéologie néolibérale sont contestées par ce recueil de voix d'individus de pays riches et moins riches. Une bataille discursive intense, entre la compagnie et les protestataires, se livre sur l'environnement, la santé, l'économie et le société. Pendant que les ONG, soutenues par le comité de la vallée de Siria, attaquent les manquements de la compagnie dans tous ces aspects au Canada et aux États-Unis, le comité, soutenu par les ONG, fait de même au Honduras. Ainsi, l'ONG Développement et Paix a organisé, en 2007, une visite dans la vallée de Siria de représentants politiques du Canada et de l'Angleterre, pour qu'ils prennent la juste mesure des difficultés de la population (Development and Peace 2007). Ils ont inspecté la région, visité des gens malades à Palo Ralo et dans la municipalité d'El Porvenir, en plus de se rendre sur le site d'exploitation. Ces actions ont permis une meilleure visualisation de la

problématique dans le pays d'origine de la compagnie Goldcorp Inc. Déjà, en avril 2007, le Bloc Québécois avait écrit au Congrès national du Honduras pour leur faire part de leur crainte que l'industrie minière demeure aussi vorace, s'il n'y avait pas de réforme de la loi dans ce pays (Chambre des communes 2007). En septembre 2007, à la suite de la visite organisée par Développement et Paix, une lettre de dénonciation a été soumise à la Chambre des communes d'Ottawa et de Londres au sujet des actions du Canada et de l'Angleterre (Chambres des communes 2007). Le problème de ces lettres est qu'elles rejettent la faute uniquement sur les lois honduriennes, trop faibles, et non sur le manque de réglementation des industries canadiennes et britanniques à l'étranger.

La publicisation du problème dans le pays de la compagnie minière est cependant devenue possible avec l'engagement des ONG dans la bataille et leur soutien par le comité et les protestataires régionaux. Le codirecteur de RightsAction me soulignait que son organisation laisse la voie libre au comité, pour la visibilité au Honduras. Chacun s'occupe de son lieu de bataille, tout en s'assurant d'aller dans la même direction et d'avoir le même objectif. Cette division de la lutte sur deux fronts indique l'importance du capital symbolique, politique et social des ONG. Le comité peut maintenant se concentrer sur les actions à prendre dans la région, car il sait que des pressions se font ailleurs. Les ONG jouent un rôle d'expansion de la lutte, mais aussi un rôle qui permet à chacun des acteurs protestataires de détenir un lieu et un objectif de travail précis. Les leaders de la résistance d'El Porvenir et de la vallée de Siria apprécient cette conjonction des tâches à accomplir, puisqu'ils ne sont que des bénévoles n'ayant pas les moyens d'offrir d'opposition, outre celle de la vallée et du Honduras. Cette nouvelle tactique de résistance, facilitée par les ONG, contraste avec la résistance purement populaire qui favorisait l'apport des habitants de la région de la vallée de Siria. De cette façon, la résistance se « professionnalise », puisqu'il faut augmenter l'efficacité des actions locales afin de maintenir une pression stable. Les protestataires dominants d'El Porvenir et du comité prennent de plus en plus de place dans le contrôle des actions et ne deviennent que redevables à leurs alliés nationaux et

internationaux. Les individus qui ne sont pas directement impliqués dans la bataille s'éloignent graduellement des actions actuelles et futures des groupes d'opposition locaux et internationaux. Cette tendance est très dangereuse pour le mouvement de résistance, car, sans la base, le comité et les ONG risquent de perdre toute crédibilité.

Le changement de tactique, bien qu'ayant insufflé une puissance nouvelle au front international contre l'industrie minière, a accentué la déconnexion avec la population de la vallée de Siria, dont celle d'El Porvenir. Au début de la résistance, sa dimension populaire et locale assurait que les habitants prennent conscience de ce qui se déroulait dans le dossier. Avec l'effritement des sous-comités et la professionnalisation de la résistance, le « populaire » visible s'est désagrégé et la déconnexion s'est accentuée. Au cours des dernières années, le comité a décidé de livrer bataille spécialement devant les tribunaux, assuré que la compagnie n'allait pas cesser l'exploitation malgré l'opposition à El Porvenir et d'une minorité à San Ignacio. Grâce aux ONG, cette « redirection » devenait possible, car des capitaux et de l'expertise étaient accessibles. Les actions populaires ont diminué pour faire place à des actions spécifiques, selon l'aspect que désirait traiter le comité. Au cours de mon séjour, l'accent était mis sur la préparation de dépositions en justice, concernant la santé d'un groupe d'individus d'El Pedernal et de Palo Ralo dont l'état se serait détérioré depuis le début de l'exploitation minière. Ce groupe de gens est informé au jour le jour des actions du comité, pendant que la population générale nage dans le plus grand des mystères. En s'attaquant à des problématiques spécifiques, le *Comite ambientalista del valle de Siria* tente d'élaborer des dossiers précis sur les conséquences particulières de l'exploitation de la mine San Martin, sur le territoire frontalier de San Ignacio et El Porvenir. Toutefois, vers la fin de mon séjour, le comité était sur le point de mettre en place des actions en vue de freiner le processus de détachement populaire et assurer ainsi la présence des habitants, principalement de la municipalité d'El Porvenir, dans la lutte. Une des actions consistait simplement à faire en sorte que les gens soient informés de ce qu'ils font pour eux, qu'ils

connaissent les demandes actuelles du groupe grâce à leur publicisation dans les médias régionaux et ce qu'ils sachent de quelle façon aider le mouvement.

Il faut dire que le changement de la tactique de résistance est aussi stimulé par la plus grande autonomie acquise envers ce qui constitue la résistance dans la vallée de Siria. La population protestataire de la région, qui vit majoritairement à El Porvenir, a décidé de faire confiance au comité dans les actions qu'il entreprendrait. Malgré la réduction des actes et des consultations populaires, le support au comité demeure semblable, car les gens ont accepté le discours anti-mine de leurs représentants. La résistance est donc en voie de redéfinition par les leaders du comité, à d'El Porvenir. Il ne s'agit plus seulement d'actions populaires et symboliques qui illustrent le rejet de ce type de modèle de développement et d'industrie, mais plutôt d'actions discursives contre l'exploitation minière et ce qu'elle représente. Pour les habitants d'El Porvenir que j'ai interviewés, résister ne signifie pas nécessairement prendre part à des actions publiques ou être actifs dans le comité, il s'agit d'avoir une position morale contre quelque chose, dans ce cas-ci, la mine San Martin.

Les contacts entre protestataires non membres du comité sont réduits à presque rien, sauf lors d'occasionnels mouvements de masse qui permettent de raviver la flamme dans la municipalité et dans les différents coins de la région. Ces contacts se produisent lors d'événements comme la manifestation contre la nouvelle loi minière en août 2008 à Tegucigalpa. Ce manque de contact fait en sorte que lorsqu'on parle de résistance dans la vallée de Siria et à El Porvenir, on ne parle pas d'une résistance active de la population, mais bien d'une résistance active d'un groupe restreint : le comité environnemental qui représente la population. Il devient indispensable de redéfinir la résistance aussi comme un discours et non seulement, des actions. Les gens s'opposaient vivement à la mine, même s'ils ne sont pas impliqués dans les actions qui visent à faire respecter leurs droits et à obtenir des dédommagements. La résistance d'El Porvenir est ainsi discrète et cette dimension ne fait que s'accroître avec les nouveaux moyens pris par le comité pour livrer bataille.

Donc, l'adoption d'une nouvelle tactique de résistance par le mouvement de résistance général de la vallée de Siria et des leaders du comité centré à El Porvenir, aidé par les ONG, permet de travailler à faire pression sur deux fronts : le pays d'origine de la compagnie et le pays d'exploitation. Toutefois, ceci requiert des changements chez les individus impliqués afin qu'ils deviennent des protestataires professionnels. La division s'est alors accentuée, à El Porvenir principalement, entre les protestataires actifs, généralement membres du comité ou des gens très près d'eux, et la population en général. Une déconnexion de la réalité de la résistance fait en sorte que le mouvement perd son aspect populaire visible permanent, pour un partiel. La résistance est devenue principalement discursive chez les habitants non impliqués d'El Porvenir, pendant que les contacts entre « professionnels » renforcent la dichotomie résistance active et non active.

### ***Fatigue et pression sociale à El Porvenir***

La diminution des contacts entre le comité et la population favorise un désintérêt envers la lutte et même, une lassitude en regard du sujet traité. Comme j'ai pu le constater sur place, les habitants d'El Porvenir, généralement perçus comme les protestataires par les médias nationaux et internationaux, démontrent un certain accablement devant l'intérêt de groupes externes cherchant à recueillir des données sur eux et la situation. Au cours d'une visite de la délégation de RightsAction, en juillet 2008, les habitants du village d'El Pedernal l'ont démontré, lorsqu'ils ont refusé de recevoir les « étrangers » chez eux. Ainsi, des visites chez des gens malades étaient prévues, mais ces malades ne souhaitent plus parler de leurs problèmes et voulaient être laissés seuls. Cette réaction confirme que les habitants d'El Pedernal, fréquemment cités dans les rapports d'ONG pour illustrer les conséquences négatives de l'exploitation minière dans leur région, désirent plus que de simples visites « touristiques » de la part des ONG. La résistance en a donc aussi contre l'appareil qu'elle a elle-même créé. Les individus rejettent ce genre de visites touristiques guidées, alors qu'on se promène dans la région pour découvrir les

plus malheureux exemples de la présence néfaste de l'industrie minière sur le territoire. Ce genre de « zoo humain » n'est pas apprécié de la population en général; cela ne l'aide aucunement à régler ses problèmes. Cependant, il faut comprendre que ces voyages sont primordiaux pour les ONG, puisqu'ils contribuent à justifier les demandes de fonds auprès des supporteurs de l'organisation. Le travail de l'ONG consiste alors à initier des gens à la situation de la population de façon directe, afin que ces individus racontent leurs expériences auprès de leurs contacts, mais aussi aux médias de l'ONG. L'image de l'organisation est alors légitimée dans son réseau de publicisation.

Il serait par contre erroné de présenter El Pedernal comme un village qui fuit la résistance après huit ans de lutte. Au contraire, El Pedernal est l'endroit où la voix de la résistance se fait le plus entendre. D'ailleurs, moins d'un mois après cet incident avec la délégation de RightsAction, une manifestation a été organisée par le *Comite ambientalista del valle de Siria* et ses partisans, dans la capitale nationale, pour protester contre la possibilité qu'une nouvelle loi minière soit adoptée, pour remplacer celle qui a été démontrée inconstitutionnelle en 2006, sans que les demandes des groupes environnementaux ne soient respectées. Un autobus, qui partait du village d'El Porvenir, s'est dirigé vers El Pedernal afin de recueillir des manifestants. L'autobus était vide à El Porvenir; j'étais la seule personne du village principal de la municipalité qui allait manifester. Ceci était lié au manque de publicité concernant l'événement de la part des leaders locaux. Même des acteurs de premier plan du comité, dont le président et le vice-président, ne sont pas venus à Tegucigalpa cette journée-là, ce qui a accentué les critiques internes à leur égard. Cependant, en arrivant à El Pedernal, l'autobus s'est rempli d'autant d'hommes que de femmes, de filles que de garçons, de paysans que de professionnels. Cette démonstration d'appui à la cause confirmait que les individus étaient toujours prêts à manifester leur désaccord avec les politiques de l'État et ses dirigeants. La résistance prenait alors corps et rendait toute sa visibilité à un mouvement qui, malgré une existence de huit ans, se lève debout lors de moments importants. Il s'agit de l'unique expérience de résistance

populaire visible que j'ai eu la chance d'observer et à laquelle j'ai pu participer, lors de mon séjour de trois mois, dans la vallée de Siria. C'était une expérience qui faisait chaud au cœur, car je venais de comprendre que, pour ces gens, la résistance n'est pas de montrer chaque jour son désaccord envers l'exploitation minière à l'aide de symboles et d'actions, mais plutôt d'être prêts à agir en groupe lorsque leurs représentants demandent de rendre public leur discours protestataire. Il faut souligner qu'il est aussi beaucoup plus facile d'exprimer son discours caché lors d'une manifestation publique, puisque les coûts qui y sont associés sont moindres, individuellement. Les repréailles de la part des contestés, qui n'acceptent pas cette publicisation, seront alors dirigées sur une masse de gens et non sur un individu en particulier, ce qui élimine en partie la peur du stigmatisme et de la violence et assure un certain anonymat au protestataire (Scott 1990).

La réaction des habitants d'El Pedernal véhicule aussi un aspect essentiel de la résistance écologique de la vallée, en plus du fait que le mouvement soit déjà âgé : les gens désirent devenir plus que des statistiques pour les organisations internationales, ils souhaitent des actions concrètes qui leur permettront d'améliorer leur situation au quotidien. La visite d'ONG ou de chercheurs d'outre-mer, qui ne viennent qu'étudier la situation sans apporter de solution, est de moins en moins appréciée (Entrevues été 2008). Après toutes ces années de lutte et d'aide à des groupes étrangers et locaux, les habitants d'El Porvenir, et spécialement d'El Pedernal, ont la nette impression de n'avoir pas reçu l'équivalent en aide de tout ce qu'ils ont donné comme soutien, par exemple, en participant à des enquêtes, en acceptant des entrevues ou même, en donnant des échantillons de sang à des fins d'analyse. Il faut dire que ce sentiment est accentué par le fait qu'une étude du gouvernement hondurien en 2007, où l'on avait pris des échantillons de sang chez cinquante habitants de la vallée de Siria, n'avait toujours pas été publiée au moment de mon travail de terrain, soit un an plus tard. Bien sûr, les gens participent encore aux recherches, car ils ont l'espoir qu'ils recevront de l'aide, ou que ces recherches condamneront l'exploitation minière d'Entre Mares, subsidiaire de Goldcorp

Inc., ce qui favoriserait les demandes d'indemnisation. Selon ce mode de pensée, la réponse favorable à la manifestation du mois d'août devient compréhensible : il s'agit d'actions concrètes dirigées dans le sens de leurs demandes générales.

De plus, ce type d'activité permet au comité environnemental de la vallée de Siria de rappeler à la population qu'il travaille pour elle et qu'il a besoin de son soutien, afin de maintenir sa légitimité locale, nationale et internationale. La lassitude des habitants d'El Porvenir devient alors obsolète dans le sens où il s'agit d'une lassitude construite et spécifique à des types d'actions et d'événements qui, selon les habitants, ont déjà été abordés et qui n'ont pas d'impact concret dans leur vie. La démonstration de la lassitude et même du désintérêt devient, pour certains, une technique assurant l'avancement de la cause, car elle permet d'éviter les répétitions ou les actions non nécessaires à ce moment précis de la lutte. Cette technique projette l'image d'une résistance faible et même inexistante à première vue, mais au cours de dialogues avec les habitants de la région, l'éthique protestataire apparaît. Ainsi, à El Pedernal, la puissance de la résistance est perçue lors des actions de groupe, alors que, dans le village d'El Porvenir, elle demeure principalement cachée, car la participation à des mouvements de masse se fait plus rare. Les membres du comité, spécialement les leaders originaires d'El Porvenir, connaissent cette dynamique et c'est pourquoi ils mettent l'accent sur El Pedernal et les petits villages entre El Porvenir et El Pedernal. Le centre de la municipalité reste en retrait, car les conséquences y sont moins visibles et, par conséquent, les gens y sont généralement moins intéressés de participer à des manifestations.

La résistance des habitants de la municipalité d'El Porvenir est caractérisée par l'absence de visibilité constante. Un individu ignorant tout des problèmes entraînés par la présence de la mine dans la région et, qui n'initie pas le sujet, ne verra rien de particulier à la municipalité d'El Porvenir. Le manque de symbolisme y est flagrant et révèle l'aspect caché, mais aussi la déconnexion du populaire dans le mouvement. Contrairement à San Ignacio, où l'entreprise

minière fait sentir sa présence par ses symboles, comme je l'ai illustré dans le chapitre précédent, les habitants d'El Porvenir ne démontrent pas leur position de cette façon. En aucun endroit, autant à El Pedernal qu'à El Porvenir, je n'ai aperçu de symboles rejetant la présence de la mine, que ce soit des graffiti sur les murs, des affiches ou des banderoles. D'ailleurs, un mystère entoure le comité et son lieu de rencontre : alors qu'à San Ignacio, on trouve la *casa San Martin*, la *cooperativa mixta minerales Entre Mares*, à El Porvenir, le lieu de prédilection du comité n'est même pas désigné ni connu de la majorité de mes informateurs. La connaissance du lieu est le fait de certains individus très impliqués dans la résistance. La déconnexion avec la population depuis les dernières années ne fait qu'augmenter cette aura de mystère qui entoure le comité et les voies qu'emprunte la résistance. La diminution de la visibilité est alors directement liée à celle du comité depuis son changement de la tactique de résistance.

La dimension populaire du mouvement s'effrite et ne permet plus d'y reconnaître, à première vue, un mouvement de masse contre une entité étrangère. Depuis le summum de la résistance en 2003-2004, au moment même de l'exploitation de la mine San Martin, la visibilité et l'expression publique de la résistance hors comité ont diminué. La courbe des manifestations populaire de mécontentement, avec ses hauts et ses bas, correspond aux variations de l'exploitation minière. Ainsi, lors de mon étude de terrain, les activités sur le site de la mine étaient réduites et on annonçait sa fermeture imminente. Cette baisse de régime se ressentait dans la résistance visible des habitants d'El Porvenir. Ne possédant pas de symbolisme pour rappeler la bataille contre l'exploitation minière dans la région, les gens sombrent dans un laxisme palpable. Le comité environnemental ne profite pas de cette absence de symbolisme, car la diminution du populaire signifie aussi une diminution de capital social lors des manifestations comme ce fut le cas pour les habitants du village d'El Porvenir en août 2008. La diminution de la résistance visible constitue un enjeu affectant la légitimité du mouvement dans la vallée de Siria. À environ une manifestation populaire par année, l'opinion de la population

n'est pas suffisamment publicisée pour affecter une entreprise comme Goldcorp Inc. ainsi que son capital social, politique et économique important. Il est facile pour cette compagnie de créer une illusion de soutien dans toute la vallée, puisque aucun symbole ne vient contrarier son image et contredire la présentation de la région qu'elle fait à des investisseurs qui n'y mettront jamais les pieds.

Bien que la résistance visible et symbolique soit absente d'El Porvenir, il ne faut pas croire qu'elle soit morte. Elle vit toujours dans l'opinion publique et y demeurera jusqu'à la fin de l'exploitation minière dans la région. James Scott l'indique, il ne faut pas juger la résistance seulement selon les actes visibles; ceci serait une erreur d'analyse de ces mouvements sociaux (1990). Il faut entrer dans la résistance, dans son domicile, afin de comprendre les tactiques et les techniques utilisées par les protestataires selon le contexte de la région où ils demeurent. Oui, à El Porvenir, une absence de résistance visible, pour des raisons nommées plus haut, est notoire. Cependant, j'y ai trouvé une solide base de résistance discursive. La résistance discursive est revenue au niveau du discours en coulisse conséquemment à la lassitude des habitants de traiter du sujet. Ainsi, l'exploitation minière est un thème abordé exclusivement lors d'occasions bien précises. Au cours de mes entrevues, les habitants d'El Porvenir pouvaient s'exprimer sur le sujet, comme ils avaient pu le faire lors du summum de la résistance populaire. Il faut comprendre qu'après huit ans de lutte, l'exploitation minière dans la région constitue un thème ayant été allègrement traité. Il est évident qu'en supplément à ce que notait Scott (1990), le discours en coulisse ne s'établit pas seulement en raison de la répression des dominants, mais aussi relativement aux aspects temporel et répétitif du mouvement de résistance. Lorsque les habitants savent que leur position est adoptée par la majorité et que le soutien se maintient à travers les années de lutte, le thème de la résistance risque de retourner à son statut caché et être exprimé généralement lorsque la situation le nécessite. Il ne s'agit pas d'un pas en arrière ou d'un affaiblissement de la résistance. En fait, il s'agit d'une position qui permet aux protestataires de ne pas laisser ce thème envahir leur

vie au quotidien et de continuer à vivre dans la « normalité », dans la mesure du possible. Avec le *Comite ambientalista del valle de Siria* pour défendre la région et les droits de la population, les habitants peuvent reléguer aux coulisses le thème de l'exploitation minière et de la mine San Martin dans la région, car ils savent que des individus s'occupent de mettre à l'avant-plan cette problématique. Pour certains, le désengagement direct de la population pourrait être lié à l'idée que le mouvement est inutile, car il n'a pas réussi à faire cesser l'exploitation. Toutefois, le discours de la population indique tout le contraire. Pour la grande majorité des habitants d'El Porvenir, la résistance est efficace puisque la mine est sur le point de fermer. De plus, la concession officielle de la compagnie s'étend sur le territoire de la municipalité d'El Porvenir. Selon les résidents, si elle n'est jamais venue exploiter chez eux, c'est en raison de leur résistance. Ainsi, pour eux il s'agit d'une résistance efficace qui a empêché l'exploitation minière d'entrer dans la municipalité.

La résistance discursive reste vivante à El Porvenir et demeure la forme la plus utilisée pour traiter de la mine San Martin. Dans toutes les entrevues que j'ai eu la chance d'obtenir dans la municipalité, on a critiqué et rejeté de l'exploitation minière (Entrevues été 2008). Personne ne m'a dit ne pas avoir d'opinion sur le sujet, contrairement à San Ignacio. Ceci révèle que les habitants d'El Porvenir n'ont pas peur de faire entendre leur voix et même qu'ils l'utilisent à bon escient lorsque la conversation dérive sur ce thème. La pratique de la résistance discursive est un moyen d'exprimer son mécontentement et son appui à la résistance plus directe que mène le comité environnemental. Ce dernier se nourrit de cette insatisfaction et l'utilise publiquement lors des manifestations de masse, pour signaler aux autorités nationales qu'El Porvenir n'acceptera en aucun temps qu'une mine s'installe sur son territoire. Les interviewés m'ont tous et chacun indiqué qu'ils ne permettraient pas à l'exploitation minière de s'étendre à El Porvenir et que, si le gouvernement hondurien l'autorisait, ils « prendraient les armes » afin de s'assurer que la compagnie ne s'introduise sur le territoire de la municipalité. Ce discours virulent témoigne de la survie de la résistance chez les habitants. Ils

ont fini par « accepter » la présence de la mine San Martin à son lieu actuel, avec le temps et parce qu'ils ont réalisé qu'il ne pouvait en être autrement. Mais jamais ils ne laisseraient Goldcorp Inc., ou toute autre compagnie faire de l'exploitation dans la municipalité.

Ce soutien à la résistance se fait doublement sentir dans le type de pression sociale que doivent subir ceux qui remettent en doute le *Comite ambientalista del valle de Siria* et ses actions. À El Porvenir, la peur de condamner le comité est palpable. Un de mes informateurs, très critique de tout le mouvement de résistance, hésitait à participer à une entrevue par peur de représailles. De plus, puisque je séjournais chez le membre le plus actif du groupe, il appréhendait l'idée qu'il ait accès à mes données, donc à ses commentaires. À plusieurs reprises il a confirmé avec moi que son entrevue n'allait pas être partagée avec le comité. De plus, il préférerait que le membre chez qui j'hébergeais ne soit pas informé de notre entrevue. Le comité et les gens contre la mine San Martin exercent une pression sur l'opinion publique du mouvement. Cet individu était aussi contre l'exploitation minière et le manifestait par des propos très virulents, mais il n'approuvait par contre pas les techniques choisies pour la résistance. Il décriait le manque d'implication de la population et l'absence d'informations récentes de la part du comité, dont il considérait les membres comme des opportunistes sociaux (Entrevue été 2008). Sa position face à l'entité ayant façonné une identité de protestataire à la municipalité le marginalisait. Il n'était pas le seul à critiquer le comité. Un professeur de l'école secondaire d'El Pedernal, qui travaille conjointement avec le comité, décriait aussi le manque de mises à jour venant du groupe, concernant les actions, l'avancement des demandes d'indemnisation et la situation de la mine San Martin. Un ancien membre de San Ignacio critiquait aussi cet aspect du comité et la direction que la résistance avait prise au cours des dernières années. Il a d'ailleurs quitté le groupe parce qu'il ne croyait plus en sa possibilité de résister adéquatement à la situation régionale (Entrevues été 2008).

Tous ces individus dénoncent le *Comite ambientalista del valle de Siria*, mais ils le font avec une certaine crainte; celle associée à l'idée d'être mis de côté par la population et le comité lui-même. Ces gens sont contre l'exploitation minière et souhaitent participer de leur mieux au succès de la résistance régionale. Cependant, ils se doutent qu'en critiquant l'organisation centrale du mouvement, ils risquent d'être marginalisés socialement. Cette dynamique ressemble à ce qu'on retrouve à San Ignacio, mais à l'inverse. Ici, les individus en faveur de la mine, ou qui critiquent l'entité de la résistance, sont victimes de pression sociale et de marginalisation s'ils se font entendre publiquement. Un minime pourcentage de gens sont en faveur de la mine dans la municipalité d'El Porvenir, mais ils n'osent pas l'exprimer trop ouvertement par peur de perdre du capital social. Les travailleurs sociaux du village d'El Porvenir m'ont souligné que, selon eux, environ 5 % de la population de la municipalité est en faveur de l'exploitation minière, mais que je ne les entendrai jamais le dire, puisque ces gens ne s'expriment pas publiquement. Ainsi, comme à San Ignacio, la peur du stigmatisé et de la marginalisation dans une petite communauté, où la perte de liens sociaux signifie une mort sociale, prévaut. Dans ce cas-ci, les dominants, comme les appelle Scott (1985, 1990), ne sont pas ceux du haut de l'échelle économique ou des propriétaires terriens, il s'agit plutôt d'un groupe de quelques individus ayant réussi à forger une identité municipale partagée par la masse et dont elle est fière. Ceux qui n'y adhèrent pas ou qui signalent l'inefficacité de certains aspects du mouvement de résistance deviennent des dominés. L'équation dominants/dominés se traduit par un rapport de force entre des définitions différentes de la résistance et de ce qui constitue l'exploitation minière.

La pression publique à El Porvenir travaille à créer une conformité chez les habitants de la municipalité. Cette conformité s'avère essentielle pour le comité qui tente de démontrer l'appui de la population pour la résistance et les moyens utilisés pour la faire. Cette vision uniforme de la résistance, du comité et de l'exploitation minière est d'ailleurs ce que j'ai trouvé à El Porvenir lors de mes entrevues, comme je le mentionnais plus haut. Cette conformité

publique révèle par contre la présence d'un discours caché sur les faiblesses et même les inconsistances de la résistance, puisqu'un se nourrit de l'autre. Il y a tentative de démontrer une conformité, car certaines inconsistances pourraient ébranler l'image du mouvement. Scott souligne de plus que le discours public du subordonné est généralement façonné pour satisfaire les attentes des dominants. Ceci est fait par prudence ou par peur (1990). Le discours public n'est, a priori, pas utilisé pour contredire ou défier l'autorité en place; dans le cas présent, celle du *Comite ambientalista del valle de Siria* et ses associés. En fait, le discours public est « l'autoportrait de l'élite dominante [les protestataires et les représentants du comité à El Porvenir] comme elle l'aurait vu elle-même » (Scott 1990 : 18). Avec le discours caché, les dominés peuvent s'exprimer contre les leaders sans avoir peur de subir des conséquences physiques, psychologiques et sociales. Le discours caché chez les subordonnés devient le site privilégié du discours subversif et contre l'autorité (Scott 1990). Ainsi, une résistance contre la résistance et la forme qu'elle a adoptée se profile à El Porvenir, mais elle est annihilée par la puissance du soutien populaire au comité environnemental et de ses leaders basés dans la municipalité.

Les habitants d'El Porvenir sont aussi victimes de pression sociale, tout comme ceux de San Ignacio, afin de respecter l'image et l'identité collectives qui ont été favorisées par les leaders locaux. Ses identités sont aux antipodes l'une de l'autre et elles créent des dynamiques différentes face à ce que représente la résistance dans chaque municipalité. Cependant, la similarité est aussi frappante entre les deux territoires. Les marginaux sont acceptés tant qu'ils n'exercent pas leur voix pour affecter l'identité municipale. Pendant qu'à San Ignacio une recrudescence de la résistance se fait sentir, le support au comité et à ses actions à El Porvenir varie avec le temps et les moyens pris pour résister. Les marginaux restent toujours observés et poussés à accepter leur statut différentiel. Ainsi, les dominés d'un territoire deviennent les dominants d'un autre, et vice versa.

Bref, les habitants de la municipalité d'El Porvenir, après huit ans de lutte, sont victimes d'une certaine lassitude face au sujet de l'exploitation

minière, des recherches sociales des chercheurs universitaires et des ONG. La population d'El Pedernal souligne qu'elle souhaite des gestes concrets, comme des manifestations, et cesser de représenter des statistiques pour des rapports d'ONG ou universitaires. La résistance visible est alors en diminution et le manque de symboles rappelant la lutte et la résistance populaires affecte négativement le rôle de la population dans le mouvement de la vallée de Siria. Cependant, la résistance discursive est toujours aussi présente et permet au comité de démontrer un support à leur message anti-exploitation minière. L'acceptation de ce message par la grande majorité de la population fait en sorte que les marginaux craignent de critiquer le mouvement et ses techniques de résistance ou de montrer leur appui à l'industrie minière. La pression sociale aide au maintien d'une conformité publique dans laquelle on retrouve, par contre, une résistance à la résistance, que les individus ne peuvent exprimer publiquement sous peine d'être exclus de l'unité sociale.

### ***Conclusion***

El Porvenir est le lieu principal de la résistance dans la vallée de Siria. La présence dominante du *Comite ambientalista del valle de Siria* exerce un contrôle sur ce qu'est la résistance et comment elle se définit en termes d'actions. Malgré des problèmes à l'interne sur les définitions de la résistance et malgré les protestataires, l'appui populaire pour le comité et ses actions perdure. Il est ainsi possible pour cette entité de former une domination idéologique, facilitée, en plus, par le manque de confiance envers l'autorité centrale du pays. Une uniformité du discours populaire, favorisée par l'ignorance générale de la situation et des actions de ses représentants, met en lumière le soutien aveugle des habitants à la résistance.

El Pedernal, tout comme Palo Ralo, détient sa propre dynamique à l'intérieur de la municipalité d'El Porvenir. La pauvreté extrême et le manque de travail font en sorte qu'un nombre infime d'individus ont décidé de travailler pour la mine San Martin, malgré les conséquences sociales que cela entraînait. L'exploitation minière se retrouve sur le territoire du village sous deux formes :

les quelques mineurs et le lavoir public construit par la compagnie. Leur présence, qui favorise un discours positif ou même plus neutre face à la mine, ne chamboule pas l'identité collective du village, qui maintient sa position anti-mine de façon très ferme. De plus, à El Pedernal, des leaders, autant du comité qu'à l'externe, maintiennent le discours contre ce type d'exploitation et de développement. J'ai aussi trouvé à El Pedernal un aspect familial à la résistance qui n'était pas présent dans d'autres villages et qui alloue plus de solidité au mouvement. Par ailleurs, les habitants du village sont beaucoup plus à jour sur les informations au sujet de la mine et ses actions que les résidents du village d'El Porvenir, ce qui peut être conséquent à leur position géographique rapprochée du centre d'exploitation et aux nombreux problèmes qui affligent leur territoire. Cependant, leurs connaissances concernent non seulement la mine, mais aussi ce qui arrive aux protestataires et aux leaders de mouvements de résistance dans d'autres contrées du Honduras et de l'Amérique centrale. Une peur de représailles tenaille certains répondants qui désirent garder l'anonymat, car en dehors de leur village, sans l'appui de la masse, ils ne se sentent plus en sécurité.

Un changement de tactique, favorisé par l'arrivée des ONG et de leur capital économique, politique et social, est venu influencer le mouvement de résistance de la vallée de Siria et la participation des habitants de la région, spécialement d'El Porvenir. Ainsi, une division sur deux fronts favorise la professionnalisation des protestataires, ce qui entraîne une déconnexion de la majorité de la population d'El Porvenir qui n'est pas impliquée activement dans le dossier.

Après huit ans de lutte, certains habitants du village d'El Pedernal utilisent la lassitude comme technique pour maintenir des actions concrètes et directes, favorisant l'amélioration de leur situation. Ainsi, des actions, comme des manifestations, sont prisées par les individus de ce village, car elles leur permettent d'exprimer leur discours publiquement. Cependant, le manque de visibilité et de symboles de la lutte qui nourrissent une résistance active soutenue, fait en sorte que le populaire s'effrite. Les individus en viennent donc

à stimuler leur résistance discursive, leur voix, afin de démontrer leur position. D'ailleurs, à El Porvenir l'appui à la résistance et au comité est majoritaire, ce qui crée une pression sociale aux critiques des actions et de l'entité responsable de défendre leurs droits. Une image de conformité municipale, tonifiée par l'ignorance populaire, est alors présentée internationalement, alors qu'à l'interne, une résistance marginale aux acteurs et aux méthodes utilisées s'opère.

## CONCLUSION

La vallée de Siria est un endroit directement affecté par la présence de la mine San Martin, propriété de l'entreprise canadienne Goldcorp inc. Comme je l'ai démontré, la résistance est caractérisée par une division sociale, autant au niveau des municipalités qu'au niveau des individus, qui favorise le maintien en place de la compagnie et l'exploitation des ressources naturelles sur le territoire. Le manque d'unité régionale sur la perception de l'exploitation minière et les façons de résister ont accentué les difficultés de la lutte. De plus, le contrôle de la résistance par le *Comite ambientalista del valle de Siria* a stimulé la dissociation des secteurs populaires dans la lutte régionale. Cette situation complexe s'est établie au cours des huit années qui séparent le début officiel de l'exploitation, en 2000, et ma recherche de terrain, qui coïncidait avec la fermeture imminente de la mine San Martin, en 2008. Étudier un mouvement social en perte de vitesse a permis de mettre en évidence les changements qui, au cours des années, ont mené à la situation actuelle. Je présente la résistance contre un phénomène précis, l'exploitation minière, non comme statique, mais plutôt dynamique, en constante évolution et en quête de capital symbolique<sup>18</sup> pour pallier l'appauvrissement du capital social qui s'installe avec le temps. La transformation des dynamiques régionales, mais aussi locales et individuelles, caractérise ces mouvements sociaux, à la base populaire et qui se transforment, en cours de route, en mouvements internationaux, grâce à l'apport d'acteurs externes et de leurs réseaux de contact.

La réalité historique du Honduras illustre la contribution de l'industrie minière dans la création et le maintien de ce pays. Elle fournit aussi une base de connaissances aux protestataires concernant sa constitution et son incapacité à

---

<sup>18</sup> Le capital symbolique signifie la création de symboles, d'images, de lieux, etc. représentant le *Comite ambientalista del valle de Siria* et la lutte contre la compagnie minière et chez lesquelles les individus peuvent s'associer. La perte de capital social, de son côté, souligne la diminution de participation active de la part des habitants de la région qui ne se déplace que lors des grands événements comme les manifestations publiques.

devenir une source de développement socio-économique fiable pour les habitants de la nation. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un pays minier au même titre que le Chili, par exemple, le Honduras a toujours exploité ses ressources métalliques. Le rôle de l'exploitation minière dans la composition du pays, spécialement à ses débuts, est non négligeable, car elle déterminait la position du centre politique et économique. Cette époque, comme colonie espagnole, était caractérisée par une exploitation sauvage et violente des ressources naturelles et humaines. Après l'indépendance au 19<sup>e</sup> siècle, le Honduras a tenté de diversifier son économie. Ainsi, la production bananière est devenue l'élément principal de la richesse du pays. L'apport des mines a diminué, mais l'État s'est tout de même immiscé dans ce type d'exploitation. Les principaux acteurs de l'industrie minière au pays étaient alors des compagnies étrangères et le gouvernement hondurien. Les entreprises, provenant en majorité des États-Unis, jouissaient d'une liberté d'action qui leur permettait d'agir à leur guise et d'utiliser les ressources du pays comme bon leur semblait. Toutefois, les hausses et les baisses du prix des minéraux, ainsi que l'emphase mise sur les bananes et le café, qui commençaient à jouer un rôle important dans l'économie nationale, ont fait en sorte que l'exploitation minière s'est retirée lentement et que les concessions exploitées ont diminué. Ce n'est qu'avec le troisième boom minier qu'une recrudescence de l'exploitation minière a frappé le Honduras, soit à partir du milieu des années 1990. Le pays, criblé de dettes et poussé à devenir compétitif dans un monde capitaliste néolibéral, a accepté le discours qui présentait l'industrie minière comme un moteur de développement social et économique. De plus, la destruction causée par l'ouragan Mitch en 1998 le força à promouvoir davantage la distribution de concessions minières sur son territoire. Une nouvelle loi minière a alors été votée, quelques semaines seulement après l'ouragan; c'est dans cette conjoncture particulière que le projet minier San Martin prenait vie officiellement et que l'exploitation allait pouvoir débiter en 2000.

La vallée de Siria est une région majoritairement rurale, où l'économie est basée sur l'agriculture et l'élevage. L'arrivée d'une compagnie minière

devenait alors un élément qui ajoutait à la diversité économique du territoire. L'exploitation par Glamis Gold, entre 2000 et 2006, et celle par Goldcorp inc., entre 2006 et 2008, démontre que ces deux entreprises canadiennes ont su profiter des politiques internationales favorables et d'un manque de législation des entreprises canadiennes à l'étranger pour agir à leur guise. Des promesses de développement social et économique étaient faites par les représentants de la compagnie afin de faire accepter le projet par la population. Le discours est, depuis le début du projet minier, l'aspect principal sur lequel autant les individus en faveur que ceux contre l'exploitation minière mettent leurs efforts dans le but de gagner du capital social et politique et légitimer leur position. Les dirigeants de l'entreprise canadienne propriétaire de la mine la présentent d'ailleurs comme un modèle à suivre, comme un exemple d'une façon de faire efficace et sans faille dans des pays étrangers. Cependant, la réalité est tout autre. L'emplacement de la mine, limitrophe entre San Ignacio et El Porvenir, entache le respect des promesses faites à la région entière. Il s'agit ici d'un problème de grande importance, qui nourrit la résistance et les divisions sociales dans la vallée de Siria. La compagnie minière a toujours présenté la région comme un tout homogène et a fait des promesses pour ce tout. Par contre, elle ne se trouve que sur le territoire de la municipalité de San Ignacio et elle se dissocie des demandes des autres municipalités, spécialement celles d'El Porvenir, en soulignant qu'elle ne leur est pas officiellement liée. Ainsi, le discours de la compagnie dans la région s'ajuste selon ses besoins particuliers, soit de gagner le support des secteurs populaires avant le début de l'exploitation ou de limiter ses dépenses dans la région par la suite. Avec l'augmentation des maladies cutanées en 2000, une partie de la population a rapidement soupçonné la présence de la mine San Martin.

Le *Comite ambientalista del valle de Siria* est né à quelques mois d'intervalle du début officiel de l'exploitation. Ce groupe protestataire a été créé dans le but de travailler pour les habitants de la région et de dénoncer les problèmes locaux engendrés par la mine. Au début, une représentation régionale s'effectue grâce aux nombreux sous-comités qui permettent la

diffusion d'information dans les petits villages plus éloignés. Cependant, une inégalité dans la résistance naît rapidement, puisque les municipalités de San Ignacio et d'El Porvenir ne tirent pas les mêmes avantages et désavantages de la présence de la mine. Une division s'installe entre ces deux centres, autant entre les élites locales que les leaders régionaux. Des identités municipales se fabriquent, alors que la perception de San Ignacio en faveur et d'El Porvenir contre l'exploitation minière stimule la division sociale régionale. Des luttes sur le discours du développement deviennent courantes puisque, d'un côté San Ignacio profite des revenus de la mine et que, de l'autre, El Porvenir en subit les conséquences sur les hommes et la nature. Cette division est avantageuse pour la compagnie minière qui ne reçoit pas de pressions de partout à la fois et qui, de cette façon, peut démontrer du support local lorsqu'elle met l'accent sur ses réalisations à San Ignacio et sur l'opinion des travailleurs et de leurs familles qui y vivent. Les protestataires, qui éprouvent de la difficulté à combattre le capital politique, social et économique de la compagnie minière, décident alors de rediriger leurs efforts vers un rôle de vérificateur des techniques et des différentes activités sur le site. Cette réorientation sera permise, en partie, grâce au support technique qu'apportent les ONG.

C'est dans la municipalité de San Ignacio que les divisions sociales sont les plus en vogue, car trois positions se côtoient : les individus en faveur de l'exploitation minière, ceux contre et les personnes indifférentes ou qui disent l'être. La position des habitants a changé à travers le temps et elle est en constante redéfinition avec la fermeture imminente de la mine. Ainsi, au début, les gens avaient voté contre la phase d'exploitation, mais l'élite municipale a décidé d'accepter le projet après avoir été confrontée directement à l'idéologie néolibérale aux États-Unis. C'est cette acceptation qui crée une frontière invisible entre El Porvenir et San Ignacio ainsi qu'entre individus en faveur et ceux contre. Des identités propres se consolident dans les divers groupes. Les habitants qui se présentent comme indifférents le font afin de : 1) s'assurer le support des membres de la famille qui tirent profit de la présence de la mine lors de moments difficiles; et 2) ne pas perdre de capital social important, ce

qui les marginaliserait dans cette petite municipalité. Il est donc ardu d'être environnementaliste à San Ignacio. Ceci ne date pas de l'arrivée de la mine, puisque la problématique de la coupe de bois avait déjà contribué à la mise en place d'un discours axé sur le maintien durable de la nature. Toutefois, leur survie économique fait en sorte que les gens qui tirent profit de la mine (l'élite locale, les petits commerçants et les travailleurs) mettent de la pression sur les protestataires pour limiter la portée de leur voix. Le discours environnementaliste à San Ignacio est donc dissimulé par peur de représailles, pendant la majeure partie du temps de l'exploitation.

Les travailleurs miniers, qui proviennent en grande partie de la municipalité de San Ignacio, influencent la dynamique de la résistance dans cette localité. Ces individus tentent de profiter de la conjoncture et de la présence de la mine pour améliorer leur position sociale, car, habituellement, les choix de travail, hors de l'agriculture et de l'élevage, sont minimes dans la région. Devenir mineur signifie aussi acquérir une identité particulière par le biais du travail. Ainsi, à San Ignacio, l'émergence d'une classe ouvrière vient ajouter aux divisions sociales. Les mineurs se différencient des non-mineurs par leur travail, mais aussi par leur capacité économique accrue; même si les salaires restent bas, leur pouvoir d'achat est plus élevé que pour les individus qui ne profitent que de revenus agricoles. Les mineurs aident de plus au renforcement de l'idéologie néolibérale, de l'hégémonie capitaliste et du discours du développement dans la région et dans la municipalité. L'unité familiale intègre habituellement, sauf à quelques rares exceptions, la position du membre qui profite de la mine. Ceci se fait pour les mêmes raisons que l'adoption de l'indifférence. D'ailleurs, plusieurs membres de familles dont un individu travaille à la mine San Martin adoptent l'indifférence comme position. Les potins viennent aussi servir d'instrument de cohésion entre membres de la famille et entre habitants de la municipalité qui risquent de taire leur voix publiquement par peur de représailles ou d'être marginalisés. De plus, la présence de symboles de l'industrie minière dans la municipalité aide à renforcer la position des personnes en faveur de l'exploitation de la mine San

Martin et à accentuer les divisions locales. L'existence de ces symboles illustre la domination et l'acceptation du discours du développement prôné par les représentants de la mine et les gens qui profitent de sa présence.

Dans la municipalité de San Ignacio, on retrouve un petit village où les divisions sociales et les problèmes liés à l'existence de la mine se font encore plus présents. Palo Ralo est l'exemple parfait des difficultés environnementales et humaines que peuvent vivre les populations qui habitent près d'une mine à ciel ouvert. Malgré les nombreux problèmes vécus 2000, la position des habitants est toujours divisée. La cohabitation entre travailleurs et paysans se fait difficilement et les tensions entre protestataires et individus en faveur de l'exploitation minière sont très élevées. Des familles sont touchées de l'intérieur par les différentes prises de position et la cohésion sociale disparaît. De plus, à l'intérieur même du groupe protestataire, des dissensions sont apparentes alors que ces individus ne s'entendent pas sur les moyens à prendre pour manifester leur opposition. Dans ce village, une dynamique intéressante apparaît aussi. La mine San Martin sert de levier pour des demandes de toutes sortes, comme la construction d'une église. Certains tentent de profiter de la vague dénonciatrice pour tirer des avantages personnels ou pour un groupe, avec des demandes qui n'ont rien à voir avec la présence de la mine dans la région. De même, les revendications pour des indemnisations à cause de problèmes de santé prennent davantage d'importance depuis que la mine doit fermer.

Au cours de la dernière année, la résistance a repris vigueur à San Ignacio. Le *Comite ambientalista del valle de Siria* a augmenté son travail en coulisse et en public afin de trouver de nouveaux appuis pour maintenir la résistance d'ici la fin de l'exploitation minière. L'insatisfaction de la population, à la suite du non-respect des promesses, et la perception qu'El Porvenir se développe plus que leur localité malgré la supériorité de leurs revenus, aide le comité à gagner du support local. En plus, les nombreuses pertes d'emplois au cours des deux dernières années, ont désillusionné une grande partie des habitants et ceci se ressent dans l'augmentation de

l'indifférence et des critiques. Les anciens travailleurs jouent un rôle de premier plan dans la renaissance de la résistance et sa récente possibilité de s'exprimer publiquement. Ces acteurs ont l'occasion de changer le discours sur la mine, en mettant à jour les réalités de l'exploitation minière dans la région. D'ailleurs, aux yeux de certains travailleurs, la mine ne leur apporte plus d'avantages lorsqu'ils sont licenciés, alors, ils sont prêts à se tourner du côté des protestataires, particulièrement s'ils croient possible de recevoir des dédommagements pour des problèmes de santé ou pour les problèmes causés à la région en général. Ceci rend compte de la fragilité de la classe ouvrière, qui n'a jamais pu se fortifier avec une exploitation de huit ans seulement et le manque d'industries parallèles, qui pourraient les accueillir et les aider à maintenir leur statut. Les mineurs n'ont eu qu'un aperçu de ce qu'est une classe ouvrière en tant qu'unité sociale, et maintenant, pour plusieurs d'entre eux, c'est le retour aux sources comme travailleurs agricoles. Certains retirent de la frustration de ce retour à leur situation antérieure et décident alors d'aider le comité; de cette façon, ils abaissent la hauteur de la frontière entre les protestataires et les gens en faveur de la mine à San Ignacio et ouvrent la porte à une nouvelle position municipale.

Dans la municipalité d'El Porvenir, la situation est autre. Bien que les divisions sociales régionales placent El Porvenir comme centre de la résistance, ce qu'on y trouve est un contrôle de la résistance par le *Comite ambientalista del valle de Siria*. Ce groupe, en place depuis le début de l'exploitation, est celui qui dénonce, celui qui fait connaître la situation à l'extérieur et celui qui représente la population de la région. Il ne s'occupe que de la question minière et cela cause des frictions à l'interne, car certains aimeraient augmenter l'apport du comité aux problèmes écologiques du territoire. Une certaine friction provient aussi du relâchement de quelques membres au cours des dernières années et du besoin de restructurer le comité, afin qu'il reprenne son support auprès des secteurs populaires qui ont été affectés par la dissolution de nombreux sous-comités au cours des années, dans les municipalités de Cedros et de San Ignacio ainsi que dans quelques coins d'El Porvenir. L'appui de la

population d'El Porvenir au comité est toujours présent, puisqu'il s'agit du groupe ayant redéfini l'identité collective de cette entité. Cette identité est contraire à celle de San Ignacio, ce qui assure le maintien des divisions régionales. Le soutien de la population au comité est aussi directement lié à l'absence de confiance envers le gouvernement central du pays et à la domination idéologique qu'exercent les membres du groupe sur la population, par leur contrôle de l'information et leurs connaissances techniques de la situation. D'ailleurs, le pouvoir bureaucratique, qui provient de l'accès à une information privilégiée, ici, un savoir expert concernant les procédés techniques de la mine de ces porte-parole locaux et régionaux, fait en sorte que les habitants d'El Porvenir ne remettent pas en question les faits et les données sur la situation, puisqu'ils leur accordent pleine confiance. Ils acceptent le discours du groupe qui les représente, sans s'interroger sur les sources d'information et sans s'informer davantage sur les demandes et les actions qu'il pose. Cette ignorance et ce laisser-aller permettent au comité une plus grande liberté d'action et un meilleur contrôle de ce qu'est la résistance pour les instances externes au conflit.

De son côté, le village d'El Pedernal présente une dynamique particulière par sa position géographique à proximité de la mine et sa réalité sociale, caractérisée par des problèmes de santé et un manque d'emplois. Ainsi, on trouve quelques travailleurs miniers à El Pedernal ainsi que des gens en faveur de la mine en raison des avantages directs qu'ils en retirent. Ces personnes sont en position d'être les acteurs du discours pro-mine qui existe dans la municipalité. Par contre, la pression sociale, tout comme à San Ignacio, ne leur permet pas de s'inclure dans la conversation sur l'identité d'El Porvenir. Il faut dire qu'El Pedernal est le lieu de résidence de quelques membres du comité ainsi que des activistes impliqués dans la lutte contre l'exploitation minière. Ce support à la résistance permet aux habitants de parler plus librement contre la mine San Martin et de dénoncer ce type de pratique de développement. Leur proximité au site d'exploitation et leur liberté d'expression favorisent l'acquisition de connaissances contrairement à ce que

l'on trouve au village d'El Porvenir où les habitants ne sont pas confrontés au même genre de problèmes causés par la mine. Quelques résidents d'El Pedernal et d'El Porvenir, malgré le fait qu'ils partagent le discours dominant de protestation de leur municipalité, craignent les représailles qui touchent les environnementalistes au Honduras. La connaissance d'actes de violence ayant cours autant dans la région qu'à l'extérieur favorise l'adoption de l'indifférence ou de l'anonymat, par le biais du discours caché.

Le changement des tactiques de résistance, facilité par l'arrivée et l'aide des ONG, a, de son côté, accentué la déconnexion du secteur populaire du mouvement, alors que l'accent est mis sur les demandes juridiques, par le comité. Ce détachement ne fait qu'augmenter le contrôle du comité sur la résistance et les moyens pris pour protester, en plus d'accroître la division au sein du groupe protestataire, spécialement avec la professionnalisation des contestataires, qui doivent être en mesure de combattre sur des sphères autres que régionales.

Après huit ans de lutte, les habitants désirent des résultats. Ils savent que la mine est là pour rester, mais ils souhaitent de l'aide pour régler leurs problèmes. Les habitants d'El Pedernal utilisent la lassitude comme un moyen de souligner qu'ils veulent plus que des études statistiques, pour et par des ONG et des universités internationales; ils désirent des actions concrètes. La résistance, dans la municipalité d'El Porvenir, n'est pas visible; il n'y a pas de symboles comme à San Ignacio pour illustrer la prise de position de la population ou de son élite. Ainsi, la résistance est devenue discursive avec le temps; même que le discours anti-mine a repris son statut de discours caché, ne devenant public que lorsque nécessaire. Le discours caché ne doit plus être simplement vu comme un outil utilisé au moment où la répression ou les représailles sont trop menaçantes, mais aussi comme un discours utilisé quand la situation se banalise avec le passage du temps. La temporalité a aussi une autre conséquence directe : les critiques contre les techniques de protestation augmentent. Dans le village d'El Porvenir, certaines personnes ont commencé à critiquer le comité pour son absence, se traduisant par un manque de contacts

avec la population. Toutefois, l'appui pour le comité est encore très fort et la pression sociale sur ces critiques limite leur voix. L'image présentée localement est alors celle de la conformité publique. Cependant, à l'interne, une division s'opère chez les protestataires qui désirent plus de la lutte. Pendant que le temps permet au mouvement de résistance de San Ignacio de se reconstruire et de s'unir avec des acteurs importants comme les travailleurs, celui d'El Porvenir, qui s'est maintenu au niveau public depuis huit ans, devient sujet à des critiques et à voit sa base s'effriter lentement, ce qui ne fait qu'augmenter les divisions qui caractérisent les dynamiques de ce phénomène de résistance.

L'étude d'un mouvement social est une tâche ardue, mais qui donne le sentiment de mieux comprendre la réalité humaine pour ce qu'elle est : remplie d'inégalités et de batailles qui la redéfinissent quotidiennement. La situation de la vallée de Siria, malgré sa dynamique particulière, n'a rien d'unique. Des milliers d'habitants de l'Amérique latine et de l'Afrique vivent des difficultés et des situations de résistance contre les entreprises minières canadiennes. La résistance a besoin d'être redéfinie, non seulement selon des actions visibles ou « cachées », mais aussi selon le discours qu'adopte la population qui se dit en résistance. Le sentiment et l'expression protestataires sont essentiels au maintien d'un mouvement social. Ainsi, malgré l'apparence de déconnexion des habitants d'El Pedernal, par le biais de la lassitude, ils soutiennent toujours le mouvement et l'appuient par leur résistance discursive. Il est temps d'analyser les expressions de résistance hors d'un schème statique de résistance ou de non-résistance, pour plutôt se diriger vers des études temporelles, qui présentent les transformations prenant place dans le cycle de vie de ces mouvements. Examiner un phénomène de résistance vers sa fin permet d'exposer les différentes dynamiques qui l'ont caractérisé et comprendre l'apport des acteurs, autant locaux qu'internationaux, dans les changements de tactique et d'orientation des protestataires. Le rôle des travailleurs dans la renaissance de la résistance à San Ignacio et la pratique de la lassitude pour maintenir une lutte avec des actions concrètes à El Porvenir sont deux exemples de modifications qu'il n'aurait pas été possible d'étudier et d'expliquer dans

une recherche se concentrant seulement sur la situation avant la résistance et à son début.

Un besoin se fait sentir pour remettre à jour les études sur les mouvements de résistance des classes populaires. Est-ce que l'internationalisme d'un mouvement permet le maintien du populaire? Est-ce que l'apport des ONG mine les contacts avec les secteurs populaires des mouvements? Est-ce que la résistance doit être présentée seulement en tant qu'actions? Est-ce que la professionnalisation des protestataires est nécessaire à la survie d'un mouvement dit « de base »? L'anthropologue a le devoir de répondre à ces questions à l'aide d'études comparatives sur le sujet, qui donneront l'occasion de comprendre cette montée des mouvements de résistance contre des projets d'exploitation minière.

## BIBLIOGRAPHIE

Alcaldia de Policia, San Ignacio, F.M. Honduras, C.A.

1999 *Cabildo Abierto #2*. San Ignacio, Honduras.

Alvarez, Sonia E., Evelina Dagnino, Arturo Escobar

1998 « Introduction : The Cultural and the Political in Latin American Social Movements ». Dans *Cultures of Politics and Politics of Cultures : Re-visioning Latin American Social Movements*, dirigé par Sonia E. Alvarez, Evelina Dagnino et Arturo Escobar, Westview Press, USA, pp. 1-29.

Ans, André-Marcel d'.

1997 *Le Honduras : Difficile émergence d'une nation, d'un État*. Éditions Karthala, Paris.

Appadurai, Arjun

2004 « The Capacity to Aspire: Culture and the Terms of Recognition ». *Culture and Public Action*, dirigé par Vijayendra Rao et Michael Walton, Stanford University Press, Standford, California, pp. 59-84.

Atlas Geografico de Honduras

2004 *Atlas Geografico de Honduras: Edicion 2004-2005*. Ediciones Ramsés, Colombie.

Ballard, Chris et Glenn Banks

2003 « Resource Wars : The Anthropology of Mining ». dans *Annual Review of Anthropology*, Vol. 32, pp. 287-313.

Banque Mondiale, La

2005 *Indicateurs de gouvernance, diagnostics par pays et assistance technique pour la gouvernance*. Institut de la Banque Mondiale – Équipe gouvernance, Octobre.

Barton, Jonathan R.

1997 *A Political Geography of Latin America*. Routledge, Londres et New York.

Bourdieu, Pierre

1984 « Espace social et genèse des classes ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52/53, pp. 3-12.

1980 *Le sens pratique*. Les Éditions de Minuit, Paris.

Burkholder, Mark A., Lyman L. Johnson

1994 *Colonial Latin America*. Oxford University Press, New York.

Castel, Robert

1995 *Les métamorphoses de la question sociale*. Folio essais, Gallimard, Paris.

Clark, Timothy David

2006 « Canadian Mining in Neo-Liberal Chile: Of Private Virtues and Public Vices ». Dans *Community Rights and Corporate Responsibility: Canadian Mining and Oil Companies in Latin America*. Dirigé par Liisa North, Timothy David Clark et Viviana Patroni, Between the Lines, Toronto, pp. 90-112.

Comaroff, Jean

1985 *Body of Power, Spirit of Resistance. The Culture and History of a South African People*. University of Chicago Press, Chicago.

Comaroff, Jean and John L.

2000 « Millennial Capitalism: First Thought on a Second Coming », dans *Millennial Capitalism and the Culture of Neoliberalism*. Public Culture: Society for Transnational Cultural Studies, Vol.12, N.2, printemps, pp. 291-343.

1991 *Of Revelation and Revolution: Christianity, Colonialism, and Consciousness in South Africa Volume One*. The University of Chicago Press, Londres et Chicago.

Conklin, Beth, Laura Graham

1995 « The Shifting Middle Ground; Amazonian Indians and Eco-Politics ». *American Anthropologist*, 97, 4, pp. 695-710.

Del Pozo, José

2004 *Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes: 1825 à nos jours*. Trad. de Marc Brunelle et Roch Côté, Septentrion, Québec.

Deneault, Alain, Delphine Abadie et William Sacher

2008 *Noir Canada: Pillage, corruption et criminalité en Afrique*. Éditions Écosociété, Montréal.

Elias, Norbert

1997 *Logiques de l'exclusion*. Fayard, Paris.

Escobar, Arturo

1995 *Encountering Development: The making and unmaking of the third world*. Princeton University Press, Princeton.

Farro, Antimo L.

2000 *Les mouvements sociaux: Diversité, action collective et globalisation*. Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal.

Ferguson, James

1994 *The Anti-Politics Machine: « Development », Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*. University of Minnesota Press, Minneapolis, London.

Fonseca, Elizabeth

1998 *Centroamérica: su historia*. Editorial Universitaria Centroamericana, Costa Rica.

Furtado, Celso

1969 *Dialectica del desarrollo*. Fondo de cultura economica, Mexique.

Gewertz, Deborah et Frederick Errington

1999 *Emerging Class In Papua New Guinea. The Telling of Difference*. Cambridge University Press, Cambridge.

Glamis Gold Ltd

2005 *Annual Report: Responsible Growth*. Reno, Nevada.

2004 *Annual Report: Pure Gold Solid Growth*. Reno, Nevada.

2002 *Annual Report: Glamis*. Reno, Nevada.

2001 *Annual Report: Ounce By Ounce*. Reno, Nevada.

Godoy, Ricardo

1985 « Mining : Anthropological Perspectives ». *Annual Review of Anthropology*, Vol. 14, pp. 199-217.

Goffman, Erving

1968 *Asiles : Études sur la condition sociale des malades mentaux et autres reclus*. Les Éditions de Minuit, Paris.

Goldcorp Inc.

2007 *Annual Report: Delivering Growth*. Toronto, Canada.

2006 *Annual Report: The Elements of Success*. Toronto, Canada.

Gutmann, Matthew C.

1993 « A Critique of the Theory of Everyday Forms of Resistance », *Latin American Perspectives*, Vol. 20, No.2, printemps, p. 74-92.

Hall, Stuart

1988 « The Toad in the Garden: Thatcherism among the Theorists ». Dans *Marxism and the Interpretation of Culture*. Dirigé par C. Nelson et L. Grossberg, University of Illinois Press, Urbana et Chicago.

Henriquez Dominguez, Katia Lizbeth et Francisco Rene Ramos Gross  
 2007 *Valoracion economica ambiental de la explotacion minera en El Salvador desde el enfoque de economia politica : caso de proyecto el dorado, municipio de San Isidro del departamento de Cabanas*. Mémoire de maîtrise pour la universidad centroamericana «Jose Simeon Canas», facultad de ciencias economicas y sociales, San Salvador.

Hours, Bernard  
 2003 « Les ONG : Outils de contestation de la globalisation ». *Journal des anthropologues*, 94/95, pp. 13-22.

Las Casas, Bartolomé de  
 1992 *A Short Account of the Destruction of the Indies*. Édité et traduit par Nigel Griffin, Penguin Book, Londres.

La Tribuna  
 2006 *Presidente: « Ni un permiso mas para explotacion de cielos abiertos »*. Domingo 23 de julio, Tegucigalpa, Honduras, p. 9.

2003 *Habitantes de Siria protestan por extension de operaciones de minera*. Section : Nacionales, mercredi, 22 janvier, p.7.

Lean, Francis (Ing.)  
 2003 *Informe de Final Consultoria Ambiental Tema: Minería en Honduras*. Institucion Contratante: CARITAS de Honduras, Tegucigalpa M.D.C. Diciembre.

Lewellen, Ted C.  
 1995 *Dependency and Development: An Introduction to the Third World*. Bergin & Garvey, Connecticut, Londres.

McCarthy, James et Scott Prudham  
 2004 « Neoliberal Nature and the Nature of Neoliberalism ». *Geoforum*, Vol. 35, pp. 275-283.

Minerales Entre Mares Honduras, S.A. de C.V. Subsidiaria de Goldcorp Inc.  
 2007 *Comentarios sobre documentos elaborados por F. Bianchini*, Abril. Tegucigalpa, Honduras, 23 Avril.

Moore, Barrington Jr.  
 1978 *Injustice : The Social Bases of Obedience and Revolt*. M.E. Sharpe, New York.

Mondragon Ponce, Andry Neli, Abogado  
 2007 *Certificacion*. 25 juin Secretaria de Recursos Naturales y Ambiente, Republica de Honduras.

Municipalidad de El Porvenir, Centro de Estudios Ambientales de Honduras  
2007 *Plan de Ordenamiento Territorial: Municipio de El Porvenir*. Avril, Honduras.

Nash, June

1979 *We Eat The Mines and the Mines Eat Us: Dependency and Exploitation in Bolivian Tin Mines*. Columbia University Press, New York.

North, Liisa et Timothy David Clark

2006 « Mining and Oil in Latin America : Lessons from the Past, Issues for the Future ». Dans *Community Rights and Corporate Responsibility : Canadian Mining and Oil Companies in Latin America*. Dirigé par Liisa North, Timothy David Clark et Viviana Patroni, Between the Lines, Toronto, pp. 1-16.

Rao Vijayendra et Michael Walton

2004 « Culture and Public Action: Relationality, Equality of Agency, and Development ». Dans *Culture and Public Action*, dirigé par Vijayendra Rao et Michael Walton, Stanford University Press, Stanford, pp. 3-36.

Robbins, Richard H.

2002 *Global Problems and the Culture of Capitalism*. Deuxième édition, Allyn & Bacon, United States of America.

Sanabria, Harry

2000 « Resistance and the Arts of Domination ». dans *Latin American Perspective*, Vol. 27, No.1, (*The Working Class, Democracy, and Justice*), January, pp. 56-81.

Schlabach, Gerald

1991 « The Nonviolence of Desperation : Peasant Land Action In Honduras ». Dans *Relentless Persistence : Nonviolent Action in Latin America*. Dirigé par Philip McManus et Gerald Schlabach, New Society Publishers, Philadelphie, pp. 63-78.

Scott, James C.

1990 *Domination and the Arts of Resistance : Hidden Transcripts*. Yale University Press, New Haven et London.

1985 *Weapons of the Weak. Every forms of peasant resistance*. Yale University Press, New York.

Secretaria de recursos naturales y ambiente

2007 *Certificacion*. Republica de Honduras, Tegucigalpa.

Sen, Amartya

2004 « How Does Culture Matter? ». *Culture and Public Action*, dirigé par Vijayendra Rao et Michael Walton, Stanford University Press, Stanford,

California, pp. 37-58.

Smith, Gavin

1989 *Livelihood and Resistance: Peasants and the Politics of Land in Peru*. University of California Press, Berkeley.

Szablowski, David

2006 « Regulating Corporate and Community Engagement in a Large Mining Project ». Dans *Community Rights and Corporate Responsibility: Canadian Mining and Oil Companies in Latin America*. Dirigé par Liisa North, Timothy David Clark et Viviana Patroni, Between the Lines, Toronto, pp. 37-59.

Taussig, Michael T.

1980 *The Devil and Commodity Fetishism in South America*. The University of North Carolina Press, United States of America.

Taylor, Bron Raymond

1995A « Introduction : The Global Emergence of Popular Ecological Resistance ». Dans *Ecological Resistance Movements : The Global Emergence of Radical and Popular Environmentalism*, édité par Bron Raymond Taylor, State University of New York Press, Albany, pp. 1-7.

1995B « Popular Ecological Resistance and Radical Environmentalism ». Dans *Ecological Resistance Movements : The Global Emergence of Radical and Popular Environmentalism*, édité par Bron Raymond Taylor, State University of New York Press, Albany, pp. 334-354.

The World Bank, Secretaria de Recursos Naturales y Ambiente, PRODESAMH  
1997 *Perfil ambiental de Honduras 1990-1997*. Tegucigalpa, Honduras.

Tilly, Charles

1998 *Durable Inequality*. University of California Press, California.

Ventura Ramos, Hector, Diana E. Ferrera de Nuñez

1992 *Atlas del departamento de Francisco Morazan*. Ministerio de educacion publica, Departamento de Recursos de Aprendizaje, Seccion de Produccion de Materiales Educativos, Tegucigalpa, Honduras.

Weber, Max

1995 [1922] *Économie et Société*. Tome 1, Plon, Paris.

Webster, Andrew

1990 *Introduction to the Sociology of Development*. Deuxième édition, Palgrave Macmillan, Grande-Bretagne.

Wolf, Eric R.

1982 *Europe and the People Without History*. University of California Press, Berkeley.

1974 [1969] *Les guerres paysannes du vingtième siècle*. Traduit par M.-C. Giraud. Librairie François Maspero, Paris.

**Sites web :**

Almendares, Juan

2006 *Mining Resistance in Honduras*. Atlantic Regional Solidarity Network, Mai, pp.1-6, [<http://www.arsn.ca/Honduras1.htm>].

Chambres des communes

2007 « Lettre du Bloc Québécois », avril, et « Lettre de la Chambre des communes d'Ottawa et de Londres », [<http://www.devp.org/devpme/eng/advocacy/advocacy-eng.html>] et [<http://www.devp.org/devpme/eng/pressroom/2007/comm2007-09-13-eng.html>].

Development and Peace

2007 *Mining for Justice : The struggle of Honduran civil society for responsible mining*. Toronto, [[www.devp.org/devpme/en/advocacy/miningforjustice-eng.html](http://www.devp.org/devpme/en/advocacy/miningforjustice-eng.html)]

Glamis Gold Ltd.

2006 *News Release: Glamis Gold provides update on Central American operations*. 15 mai, [<http://www.goldcorp.com/news/glamis/2006/>].

Latin America Press

2005 « The Impact of Mining ». *Latin America Press*, Vol. 37, No.2, pp.1-16. [<http://www.latinamericapress.org/Article.asp?lanCode=1&artCode=4136>]

Marsh, Michael

2001 « Honduras ». Dans *Reality Check – The Globalisation of Natural Resources : Mining and the World Bank/International Monetary Fund*. MiningWatch, Juillet, pp. 4-6.

MiningWatch Canada

2007 *Goldcorp Analysis*. MiningWatch Canada, Septembre, pp.1-27, [<http://www.miningwatch.ca/search.php?query=goldcorp&action=search>].

2006 *Dangerous Contamination Levels in Siria Valley Demonstrated by Independent Study*. Août, Toronto, Canada.

[[http://www.miningwatch.ca/index.php?/Glamis\\_Gold/Siria\\_contaminated](http://www.miningwatch.ca/index.php?/Glamis_Gold/Siria_contaminated)].

Office d'investissement du Régime de Pensions du Canada

2008 *Liste complète des actions canadiennes en portefeuille (au 31 mars 2008 et au 31 mars 2007)*. Ottawa,

[[http://www.cppib.ca/fr/Results/Financial\\_Highlights/public\\_equity.html](http://www.cppib.ca/fr/Results/Financial_Highlights/public_equity.html)]

Revistazo

2003 *Oro versus Piel : El llanto de los niños del Valle de Siria*. Honduras, Octobre, [<http://www.revistazo.com/oct-03/index.htm>].

RightsAction

2008 *Goldcorp Inc. in Honduras: Lead, Mercury, Arsenic found in Siria Valley Population Near to Mine*. Janvier, Guatemala, Guatemala City, [[http://www.rightsaction.org/articles/goldcorp\\_siria\\_valley\\_012508.html](http://www.rightsaction.org/articles/goldcorp_siria_valley_012508.html)].

2007 *Open Letter to the Government of Canada From the Siria Valley Environmental Committee*. Septembre, Guatemala, Guatemala City, [<http://www.rightsaction.org/>].

2006 *The unconstitutional mining law & ongoing enviro-health crisis*.

Octobre, San Francisco, Californie,

[<http://www.globalexchange.org/4279.html>].

Stonich, Susan C.

1996 *Reclaiming the Commons : Grassroots Resistance and Retaliation in Honduras*. Cultural Survival Inc. Avril, pp.1-5,

[<http://www.culturalsurvival.org/ourpublications/csq/article/reclaiming-commons-grassroots-resistance-and-retaliation-honduras>].

